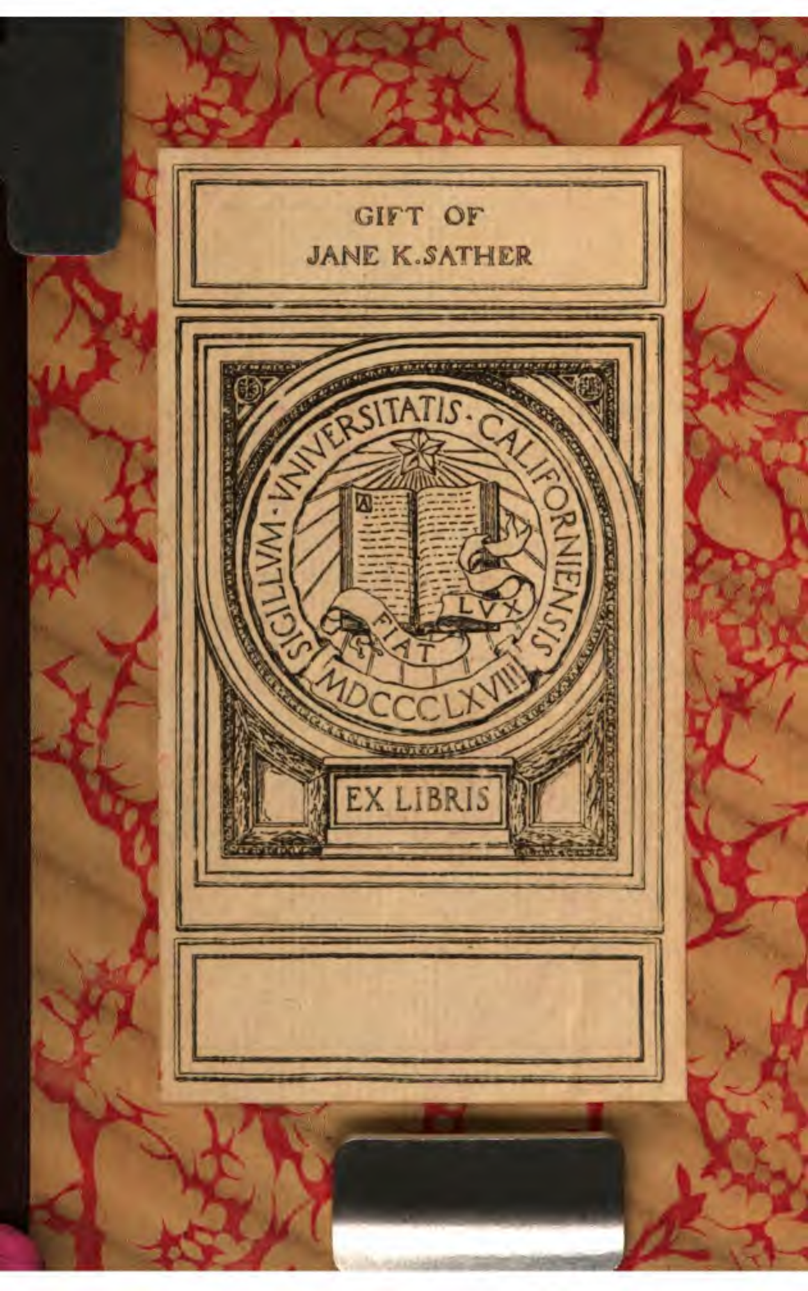



GIFT OF
JANE K. SATHER
SIGILLVM · VNIVERSITATIS · CALIFORNIENSIS
FIAT LVX
MDCCCLXVIII
EX LIBRIS



# LA RÉVOLUTION RUSSE

## OUVRAGES DE CLAUDE ANET

---

Voyage idéal en Italie........................... 1 vol.
Petite Ville..................................... 1 vol.
Les Bergeries.................................... 1 vol.
La Perse en Automobile........................... 1 vol.
Notes sur l'Amour,............................... 1 vol.
La Révolution russe :

* A Pétrograd et aux Armées (*Mars-Mai 1917*). 1 vol.

** Grandeur et décadence de Kerenski. — L'affaire Kornilof. — Le grand jour et le Coup d'État maximaliste. (*Juin-Novembre 1917*) 1 vol.

*** La terreur maximaliste. — L'Armistice. — Les pourparlers de paix. (*Novembre 1917 — Janvier 1918*)................ 1 vol.

*EN PRÉPARATION*

**** La Paix de Brest-Litovsk. — Sous le régime de Lénine. — Les Ambassades en Finlande. — L'Agonie. — Pétrograd. — Moscou. (*Janvier-Juin 1918*)................ 1 vol.

---

CLAUDE ANET

# LA RÉVOLUTION RUSSE

★ ★ ★

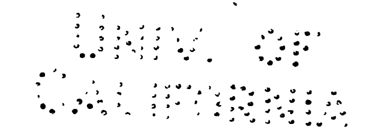
## LA TERREUR MAXIMALISTE
## L'ARMISTICE — LES POURPARLERS DE PAIX

(Novembre 1917-Janvier 1918)



PAYOT ET Cie, PARIS
106, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 106

1919



# AVANT-PROPOS

*Les troisième et quatrième* (1) *volumes de mes notes sur la Révolution russe embrassent la période comprise entre le* 20 *novembre* 1917 *et le mois de juin* 1918. *Faut-il répéter encore que ceci n'est qu'un journal tenu au jour le jour par un témoin et non une histoire de la révolution maximaliste!*

*Je publie, pourtant, dans ce volume-ci, un nombre assez considérable de textes et citations. Traitant une matière si nouvelle, j'ai jugé utile de donner, quand je l'ai pu, les pièces mêmes. On trouvera ainsi de nombreux décrets, télégrammes, fragments de discours et*

**(1) Paraîtra en Mars 1919.**

*l'écho de la voix des dictateurs maximalistes. Mais je prie le lecteur de ne jamais oublier qu'il ne faut pas juger la Révolution russe sur ce qu'elle a dit. Il faut voir ce qu'elle a fait. Il y a un abîme entre les mots et les actes. Je n'en donne ici que deux exemples, mais saisissants. On déclare cent fois qu'on n'acceptera qu'une paix démocratique et on signe le traité de Brest-Litovsk. Les télégrammes qui arrivent presque chaque semaine de Russie annoncent que Trotski est décidé à constituer une armée où règnera une discipline de fer. Si mes lecteurs avaient vu ce que les maximalistes ont fait de l'armée, ils ne prêteraient aucune attention aux paroles de Trotski. Aussi ne faut-il lire les textes qu'avec précaution. A chaque coup, il importe de regarder ce qui se passe dans le pays et l'effet véritable produit par les décrets édictés à l'Institut Smolny. C'est à quoi aideront les notes quotidiennes qu'on va lire.*

*Je pense que toute personne de bonne foi ayant vécu en Russie sous le règne des maximalistes en a rapporté l'impression d'un cau-*

*chemar. Seuls quelques idéologues forcenés et mystiques ont pu se réjouir de voir luire le « Grand jour » où un ordre nouveau devait régner sur le monde. Mais nous, témoins sans parti pris et sans système, nous avons vu, avec la Révolution, la Russie disparaître en tant qu'Empire; l'ennemi imposer le plus humiliant et le plus désastreux des traités de paix à un pays qui, hier encore, comptait douze millions de soldats sous les armes. La Finlande, l'Esthonie, la Lithuanie, la Courlande, la Pologne, la Russie blanche, l'Ukraine, la Bessarabie, la Crimée, le Don, le Caucase, l'Arménie, la Sibérie, se séparent de la mère patrie, tombent sous le joug allemand, autrichien, turc, ou revendiquent leur indépendance.*

*A l'intérieur, l'anarchie et la ruine, une anarchie complète comme seuls les Russes peuvent la créer et une ruine totale qui englobe l'Etat et les particuliers.*

*Les banques disparaissent et leurs actions sont annulées; les usines sous le contrôle ouvrier, passent à l'Etat ou se ferment; le commerce est privé de tout moyen d'action par la*

*fermeture des banques et des usines; les terres sont prises par les paysans. Du jour au lendemain, toute source de richesse est tarie; ceux qui possédaient terres, usines, actions ou affaires commerciales sont exactement sans le sou. Mais les naïfs qui croient que l'Etat s'enrichit de ce qu'il confisque se trompent grandement. L'Etat s'empare des banques et des actions qui en constituent le capital. Des milliards disparaissent ainsi en un clin d'œil; les possesseurs des actions sont ruinés; mais qu'est-ce que l'Etat a en mains? Rien; des papiers sans valeur. En effet, les banques privées sont fondues en une Banque du Peuple, à direction maximaliste, et la Banque du Peuple, sous l'administration de gens incompétents, court à la ruine. Pour les usines, il en est de même. Ne pouvant diriger les affaires sous le contrôle ouvrier, et avec les augmentations de salaires immenses réclamées par le personnel, la direction remet l'usine à l'Etat qui, ou exploite à perte, ou est obligé de fermer. Dans l'un et l'autre cas, le mécanisme est le même. L'Etat maximaliste détruit des valeurs et ne*

*peut créer des valeurs de remplacement. Ainsi ruine de l'Etat, ruine des particuliers. Dans les administrations de l'Etat, on court à la banqueroute. Je donne les chiffres du commissaire aux finances Goukovski, sur le budget des chemins de fer* (1). *Les dépenses totales à la verste montaient à* 13.000 *roubles et laissaient un bénéfice. Sous le régime actuel, elles se montent à* 125.000, *dont* 60.000 *pour la seule augmentation des salaires.*

*Avec l'anarchie, l'insécurité. Qui, dans l'Etat maximaliste, peut vous garantir même la possession de vos objets personnels et de votre vie? Y a-t-il une police?*

*Dans les grandes villes, à peine ose-t-on sortir la nuit venue. Les maisons se barricadent; les locataires, revolver au poing, montent tour à tour la garde derrière la porte cochère. Les perquisitions se multiplient. Parfois elles sont faites sur l'ordre des autorités; parfois par des compagnons qui se munissent, ou non, de faux papiers et opèrent en bande chez les locataires terrifiés. Les assassinats sont fréquents. Des*

(1) Rapport aux C. C. Moscou, Avril 1918, Cf., I, IV.

*soldats et des marins ou des bandits déguisés en soldats et en marins, armés de fusils et de revolvers, tuent dans les prisons, dans les hôpitaux, à l'armée, à la campagne et à la ville. Jamais aucune répression. Il semble que ce soient là des faits normaux que le régime ne peut poursuivre sous peine de se condamner lui-même.*

*La société maximaliste, telle qu'elle a été constituée par Lénine et par Trotski, n'est pas viable en Russie dans l'an de grâce* 1918. *Elle est appelée à disparaître. Elle ne continue à être que par l'extrême passivité du peuple et de la société, à peine organisés, et mieux faits pour subir què pour agir. Malgré les souffrances générales, la passion peut être longue.*

*Que laissera le maximalisme derrière lui? Des ruines innombrables et, pire, une profonde démoralisation. Le peuple s'est déshabitué du travail et a oublié ce qu'il savait de la règle et de la légalité. Aucun régime nè pourra le rappeler brusquement à une vie normale. On le voit en Ukraine. Les Austro-Allemands y sont puissants; ils ont des troupes*

*d'occupation, mais les paysans ne se remettent pas à cultiver les champs, les ouvriers ne rentrent pas à l'usine ni les mineurs à la mine. Les cheminots font grève. Le peuple russe a toujours été enclin à la paresse. Dans la révolution, il a vu la consécration du droit précieux de ne rien faire.*

*Ce peuple aux habitudes démocratiques avait peu de respect pour ses maîtres. Il croyait au Tzar, mais pas aux fonctionnaires qui agissaient en son nom. Il était méfiant et buté. Ce qui venait d'en haut excitait la suspicion. On a cité ce fait curieux. Lors de l'acte d'émancipation, les paysans ne voulaient pas croire que l'acte émanât du Tzar. En plusieurs endroits, ils se soulevèrent. Il fallut l'intervention de la troupe. Elle tira. Alors seulement, quand les paysans virent les soldats impériaux tirer sur eux, reconnurent-ils l'authenticité de la signature qui les libérait du servage.*

*Pendant la Révolution, la seule autorité devant laquelle le paysan s'inclinait, le Tzar, a disparu. Il a pris les terres qu'en tout temps il a déclaré siennes. Il n'a dès lors reconnu*

*aucun maître. Il n'a plus payé un sou d'impôt* (1). *Il s'est enfermé dans une immobilité hostile et craintive, attendant la fin de ce qu'il sent vaguement être une catastrophe. Il se borne à cultiver le peu de blé dont il a besoin pour lui et pour sa famille. Le paysan, c'est cent soixante millions de Russes.*

*Combien d'années faudra-t-il pour qu'il reprenne une existence de travail, nécessaire pour lui comme pour l'Etat?*

*Le rôle de ce qu'on appelle « l'intelligence » dans la révolution a été sévèrement jugé. Les Russes, on le sait, sont toujours prêts à aller jusqu'au bout de leurs idées. Le manque de mesure et d'équilibre s'est fait cruellement sentir au jour où le pouvoir ancien et l'armature de la société se sont effondrés. « L'intelligence » a montré qu'elle n'était pas prête à assumer la direction des affaires publiques et qu'elle avait beaucoup à apprendre... Est-elle capable de cette maîtrise de soi-même dont les événements ont montré la nécessité?*

*Il y aurait ici un livre à écrire et je n'en ai*

(1) Rapport Goukovski, déjà cité.

*pas le loisir. Quel beau parallèle à faire entre un Balzac et un Tolstoï! Et si l'on voulait pousser la discussion sur le terrain des idées, il faudrait montrer que la pensée russe n'a jamais eu un philosophe, qu'elle n'a pas été soumise à l'influence d'un Descartes ou d'un Spinoza. Ce grand effort de raison constructive, cet essai de méthode, elle n'en a jamais été capable. L' « intelligence » russe le paie aujourd'hui. Elle est désaxée. Elle ne sait vers quel but se diriger. Comment pourrait-elle guider les autres alors qu'elle-même est égarée? Il faut des années de travail sérieux, de méditation réfléchie dans tous les domaines pour que nous voyions apparaître les hommes capables de mener le peuple russe vers son destin.*

*Pourtant, même à l'heure sombre où j'écris, je ne désespère pas de la Russie. Je veux croire qu'elle saura tirer un enseignement de la terrible épreuve qu'elle traverse. Il y a dans ce peuple jeune des forces innombrables; il y a dans cette « nature large » des ressources qui semblent infinies. Ramenée douloureuse-*

*ment des rêves à la réalité, la Russie se remettra à la tâche quotidienne et sévère qui, seule, lui permettra de continuer sa marche vers le grand avenir que ses amis lui souhaitent.*

*Août 1918.*

# LA RÈVOLUTION RUSSE

## CHAPITRE PREMIER

### VERS L'ARMISTICE

*22/28 NOVEMBRE.*

Lorsque les maximalistes ont fait leur coup d'Etat, ils ont promis à la Russie la paix. Est-ce un article de programme électoral que l'on oublie lorsqu'on a le pouvoir? Les bolcheviques se satisferont-ils à parler de la paix, comme en a parlé tout le socialisme russe depuis mars dernier sans chercher à la réaliser?

Non, les bolcheviques ont d'autres façons de faire. Ils aiment l'action; ils l'ont prouvé. Et comme ils n'ont aucun scrupule, qu'ils ne se jugent liés par aucun des engagements solennels de la Russie ancienne, qu'ils considèrent les Alliés comme de funestes ennemis et qu'ils

ont prêché et pratiqué dès longtemps la fraternisation avec les Allemands, on ne voit pas, en effet, ce qui pourra les empêcher de conclure la paix.

Et voici la lettre, signée Trotski, qui est adressée aux représentants des puissances alliées en Russie. Celle de l'ambassade de France a été remise hier à 4 heures de l'après-midi. Elle était enfermée dans une enveloppe de propreté douteuse. Le texte est le suivant :

*« 8/21 NOVEMBRE.*

« Par cette lettre, Monsieur l'Ambassadeur, j'ai l'honneur de vous informer que le Congrès des Soviets de toute la Russie a constitué, le 26 octobre/8 novembre, un nouveau gouvernement de la République russe, le Conseil des commissaires du peuple. Le président de ce nouveau gouvernement est Vladimir Illiitch Lenine; la direction des Affaires étrangères m'est confiée, en qualité de commissaire aux Affaires étrangères. Attirant votre attention sur le texte de la proposition d'armistice et de

paix démocratique sans annexions et contributions, sur la base du droit de chaque peuple de décider de son sort, approuvé par le Congrès des Soviets de toute la Russie, j'ai l'honneur de vous demander de voir, en ce document, une proposition immédiate d'armistice sur tous les fronts, et le commencement de pourparlers de paix immédiats, proposition que le gouvernement de la République russe, avec pleins pouvoirs, adresse à tous les peuples en guerre et à leurs gouvernements.

« Recevez l'assurance, Monsieur l'Ambassadeur, de la profonde estime du gouvernement du Soviet pour le Peuple français, qui ne peut ne pas vouloir la paix, ainsi que tous les autres peuples épuisés et accablés par cette tuerie sans exemple.

« Le commissaire national aux Affaires étrangères,

« L. TROTSKI. »

La *Pravda* et les *Izvestia* publient à la même heure l'ordre suivant au généralissime Doukhonine :

« Le Congrès des Soviets a confié le pouvoir aux commissaires du peuple avec l'obligation de proposer à tous les peuples combattants et à leurs gouvernements un armistice immédiat sur tous les fronts et des pourparlers immédiats pour conclure une paix sur les bases démocratiques. Aujourd'hui, quand le pouvoir des Soviets s'est affermi dans les centres principaux du pays, le Conseil des commissaires du peuple juge nécessaire de faire, sans délai, une proposition de paix à tous les pays combattants, alliés et ennemis. Une note dans ce sens est envoyée aux représentants des pays alliés à Petrograd. Vous, citoyen généralissime, on vous donne la tâche de réaliser la décision du Congrès des Soviets et de vous adresser, au reçu de cette communication, aux commandants des forces ennemies, pour proposer d'arrêter immédiatement les opérations militaires et de commencer les pourparlers de paix. En vous chargeant d'entamer ces pourparlers préliminaires, le Conseil des commissaires vous ordonne :

« 1° De faire savoir sans interruption au

Conseil, par fil direct, la marche de vos pourparlers avec les représentants des armées ennemies;

« 2° Signer l'acte d'armistice seulement avec le consentement du Conseil des commissaires du peuple.

« *Signé :* le président du Conseil des commissaires du peuple, V. OULIANOF (Lenine); commissaire des Affaires étrangères, L. TROTSKI; commissaire des Affaires de guerre, KRYLENKO.

« *Contresigné :* secrétaire GORBOUNOF. »

Et cela n'est pas tout. Trotski juge qu'il n'en a pas fait assez; il déclare qu'il est en possession des traités secrets de la Russie avec ses alliés et qu'il en commence la publication le lendemain, dans les *Ivzestia* et la *Pravda.*

« Ces traités, dit-il au C. C. E., sont encore bien plus cyniques que nous ne pouvions le supposer. »

Voilà une journée qui marquera dans l'histoire.

Ainsi Trotski, par la publication des traités secrets, fait une quasi-déclaration de guerre aux pays qui combattent aux côtés de la Russie et ont été entraînés dans la lutte par elle seule, et, déchirant l'engagement solennel pris par la Russie le 5 septembre 1914, à Londres, de ne faire une paix séparée, ni de conclure un armistice sans l'assentiment des puissances alliées, ordonne d'engager des pourparlers de paix avec les chefs des forces militaires ennemies sur le front.

Il y a à peine deux semaines que les bolcheviques ont, par les armes, renversé le gouvernement légal de la Russie. Aujourd'hui, ils réalisent leur programme. Pour cela, ils n'hésitent pas à faire litière des traités qui lient la Russie et à rompre avec les alliés.

Par un comble de grossièreté envers ceux-ci, ils publient les traités secrets sans les avoir prévenus. Ils les mettent, une fois de plus, en présence d'un fait accompli. C'est la tactique ordinaire des bolcheviques.

Leur organe, *Ouvrier et Soldat,* dans l'après-midi, publie le récit suivant de l'entre-

tien, par fil direct, avec la Stafka, qui a suivi de quelques heures l'envoi de la note au généralissime Doukhonine, rapportée ci-dessus :

« De 2 à 4 h. du matin, le commissaire des affaires militaires, aspirant Krylenko, a eu avec la Stafka la conversation suivante par fil direct :

« Krylenko. — C'est le généralissime qui est à l'appareil? Veuillez avoir l'obligeance de demander le faisant fonctions de généralissime. Si le général Doukhonine ne remplit plus ses fonctions, demandez à l'appareil la personne qui le remplace. Autant qu'il nous est connu, le général Doukhonine n'a pas encore abandonné ses fonctions.

« Stafka. — L'appareil n'a plus fonctionné et la ligne a été ensuite occupée par les services du général quartier-maître.

« Krylenko. — Si vous pouvez communiquer, dites si vous avez reçu le radiotélégramme qui vous a été lancé par le Conseil des commissaires du peuple, à 16 heures, et ce que vous avez fait pour mettre à exécution l'ordre reçu.

« STAFKA. — Il a été reçu un télégramme d'une importance d'Etat, sans numéro et sans date. Aussi le général Doukhonine a-t-il demandé au général Manikovski, à Petrograd, des garanties nécessaires sur l'authenticité du télégramme.

« KRYLENKO. — Que vous a répondu Manikovski? A quelle heure avez-vous envoyé cette demande et par quel moyen? Par radio, par téléphone ou par télégraphe?

« STAFKA. — La réponse n'est pas encore parvenue et, il y a une heure, il a été demandé de l'activer.

« KRYLENKO. — Je vous prie d'indiquer exactement à quelle heure et par quel moyen vous avez envoyé votre première demande et répondez plus vite.

« STAFKA. — Le télégramme à Manikovski a été envoyé à 19 h. 50 par télégraphe et par radio.

« KRYLENKO. — Pourquoi ne l'avez-vous pas envoyé en même temps à moi, commissaire aux affaires militaires, étant donné que le généralissime savait, par des conversations

avec moi, que le général Manikovski n'a pour obligation que d'assurer la continuité des travaux techniques, du ravitaillement en munitions et de l'alimentation, alors que la direction politique du ministère de la Guerre n'est confiée qu'à moi et que j'en suis seul responsable?

« STAFKA. — Je ne puis rien répondre à ce sujet.

« KRYLENKO. — Nous déclarons catégoriquement que nous rendrons le général D... responsable de tout retard apporté dans une question d'Etat aussi importante, et nous exigeons impérativement : 1° l'envoi immédiat de parlementaires; 2° que le général D... vienne lui-même à l'appareil demain matin à 11 heures précises. Si le retard apporté entraîne la famine, la débâcle, la défaite ou des insurrections anarchistes, toute la faute vous en sera imputée et les soldats en seront informés.

« STAFKA. — J'en rendrai compte au général D...

« KRYLENKO. — Quand?

« STAFKA. — De suite.

« KRYLENKO. — Alors nous attendons D...

« STAFKA. — Je vais le réveiller... C'est le faisant fonctions de généralissime, général Doukhonine, qui parle.

« KRYLENKO. — Ici, les commissaires du peuple. Nous attendons votre réponse, après nous être convaincus par le ruban télégraphique qui vient de m'être présenté d'une conversation du général quartier-maître avec vous, que ce télégramme m'a été envoyé par vous avant d'avoir pris une décision au sujet du télégramme signé par les commissaires du peuple : Lenine, Trotski et Krylenko.

« DOUKHONINE. — Les renseignements suivants me sont absolument indispensables :

« 1° Le Conseil des commissaires a-t-il reçu une réponse quelconque au décret de paix qu'il a adressé aux puissances belligérantes?

« 2° Qu'a-t-on décidé au sujet de l'armée roumaine qui fait partie de notre front?

« 3° A-t-on l'intention d'entamer des négociations pour un armistice séparé et avec qui? Seulement avec les Allemands ou avec les

Turcs? Ou bien négocierez-vous un armistice général?

« KRYLENKO. — Le télégramme qui vous a été adressé est clair et précis. Il y est parlé de commencement de pourparlers avec tous les belligérants et nous ne vous reconnaissons nullement le droit de retarder la solution d'une question gouvernementale par des questions préalables quelles qu'elles soient. Nous insistons sur l'envoi immédiat de parlementaire et exigeons qu'il nous soit rendu compte heure par heure de la marche des pourparlers.

« DOUKHONINE. — Mes questions sont d'ordre purement technique et il est impossible d'entamer des pourparlers sans qu'elles aient été décidées.

« KRYLENKO. — Vous ne voulez pas comprendre que, lors des pourparlers, seront soulevées de nombreuses questions techniques ou plutôt de détail et qu'au fur et à mesure que ces questions seront soulevées ou posées par l'ennemi, nous y répondrons. C'est pourquoi nous exigeons sous forme d'ultimatum qu'il soit procédé immédiatement et sans détours

aux pourparlers formels d'armistice entre belligérants. Veuillez répondre directement et précisément aux questions qui vous sont posées.

« DOUKHONINE. — Je puis comprendre seulement que des pourparlers directs avec l'ennemi sont impossibles pour vous, et d'autant moins possibles pour moi, en votre nom. C'est seulement un gouvernement soutenu par l'armée et le pays qui aura assez de poids pour donner à ces pourparlers l'autorité nécessaire pour obtenir un résultat. J'estime également que la conclusion rapide de la paix est dans l'intérêt de la Russie.

« KRYLENKO. — Refusez-vous catégoriquement de donner une réponse précise d'exécuter les ordres qui vous ont été donnés?

« DOUKHONINE. — J'ai donné une réponse exacte sur les causes qui me mettent dans l'impossibilité d'exécuter votre télégramme. Je le répète encore une fois. La paix nécessaire à la Russie ne peut être obtenue que par un gouvernement central. »

Il fut ensuite envoyé au général Doukhonine la communication suivante :

« Au nom du gouvernement de la République russe et sur mandat du Conseil des commissaires du peuple, nous vous retirons votre commandement pour insoumission aux ordres du gouvernement et pour votre conduite, qui entraînera des malheurs inconnus jusqu'à présent aux masses laborieuses de tous les pays et particulièrement aux armées.

« Nous vous ordonnons, sous peine d'être jugé selon les lois du temps de guerre, de continuer à diriger les affaires jusqu'à l'arrivée à la Stafka d'un nouveau généralissime ou d'une personne autorisée à prendre votre succession.

« L'aspirant Krylenko est nommé généralissime.

« *Signé :* LENINE, TROTSKI, KRYLENKO. »

Ce Krylenko généralissime! Il a traversé l'Allemagne avec Lenine. Il est connu comme propagandiste bolchevique. Sur le front sud-ouest, il a été arrêté par Savinkof au moment

de la débâcle de Tarnopol. Kerenski, oui, Kerenski, l'a relâché en octobre. Aujourd'hui, il est généralissime de l'armée russe. Il succède au grand-duc Nicolas Nicolaievitch, à Alexeief, à Kornilof! Ceux-ci, il est vrai, étaient à la tête des armées pour mener la guerre. Pour faire la paix, un Krylenko suffit.

Voici l'incroyable appel que Lenine et lui envoient sur le front, ce même jour :

« A tous les comités de régiment, division, corps d'armée et autres, à tous les soldats de l'armée et de la flotte :

« Le 7/20 novembre dans la nuit, le Conseil des commissaires du peuple a envoyé un radio au généralissime Doukhonine, lui prescrivant de proposer immédiatement et formellement un armistice à tous les pays belligérants, alliés et ennemis.

« Ce radio a été reçu par la Stafka le 8/21 à 5 h. 5 du matin. Il avait été prescrit à Doukhonine de tenir sans interruption le Conseil des commissaires au courant des pourparlers et de signer l'acte d'armistice seulement après

sa confirmation par le Conseil des commissaires. En même temps cette proposition de conclure un armistice avait été formellement transmise à tous les représentants autorisés des pays alliés à Petrograd.

« N'ayant pas reçu de réponse de Doukhonine jusqu'au soir du 8/21 novembre, le Conseil des commissaires a chargé Lenine, Staline et Krylenko de demander à Doukhonine, par fil direct, les causes de son retard.

« Les pourparlers eurent lieu de 2 heures à 4 heures du matin, le 9/22 novembre. Doukhonine fit maintes tentatives pour éviter d'expliquer sa conduite et de donner une réponse précise aux prescriptions du gouvernement, mais quand il lui fut prescrit catégoriquement d'engager immédiatement des pourparlers d'armistice, il répondit en refusant de se soumettre. Alors, au nom du gouvernement de la République russe et sur mandat du Conseil des commissaires du peuple, il fut déclaré à Doukhonine qu'il était suspendu de ses fonctions pour insoumission aux prescriptions du gouvernement et pour une conduite causant des

malheurs très grands aux masses ouvrières de tous les pays et en particulier aux armées. En même temps, il fut ordonné à Doukhonine de continuer à gérer les affaires en attendant l'arrivée d'un nouveau commandant en chef ou d'une personne chargée par lui de recevoir les affaires des mains de Doukhonine. L'aspirant Krylenko est nommé généralissime.

« Soldats! la cause de la paix est entre vos mains! Vous ne permettrez pas aux généraux contre-révolutionnaires de faire échouer la grande cause de la paix; vous les entourerez d'une garde pour éviter des lynchages indignes d'une armée révolutionnaire et pour empêcher ces généraux d'échapper au tribunal qui les attend. Vous maintiendrez un ordre sévère, révolutionnaire et militaire.

« Que les régiments sur le front élisent immédiatement des fondés de pouvoir pour entamer des pourparlers d'armistice avec l'ennemi. Ce droit vous est donné par le Conseil des commissaires du peuple. Informez-vous par tous les moyens de la marche de vos pour-

parlers. Le Conseil des commissaires a seul le droit de signer le traité définitif d'armistice.

« Soldats! la cause de la paix est entre vos mains. De la vigilance, de la retenue, de l'énergie, et la cause de la paix vaincra! »

Que restera-t-il de l'armée russe après la réception de ce radiotélégramme? Aux premiers jours de la révolution, les socialistes avaient déjà lancé le funeste *Prikase n° 1*. Ils parachèvent leur œuvre. Comme puissance destructive, le socialiste russe a montré des qualités incomparables. Rien ne lui résiste. Que l'armée fasse ou non la paix immédiate qu'on lui ordonne, la Russie, aujourd'hui, se rend à merci à l'Allemagne.

On voit dans cet appel la marque personnelle de Lenine. Les menaces directes aux officiers, l'ordre aux soldats de s'emparer de leurs chefs, l'emploi de la force, le mot de « lynchage » qui est écrit, bien qu'on l'interdise, voilà du pur Lenine.

*10/23 NOVEMBRE.*

Les ambassadeurs et ministres alliés se réunissent pour examiner l'incroyable situation dans laquelle la lettre de Trotski, l'ordre au général Doukhonine et le radiotélégramme aux armées du front les placent.

Ils décident de n'entrer en aucun rapport avec le Conseil des commissaires du peuple. Sans doute, ce dernier a, par deux fois, provoqué une rupture entre les Alliés et la Russie en publiant *sponte sua*, la correspondance secrète entre les puissances alliées; en donnant l'ordre de faire un armistice immédiat sur le front et d'engager des pourparlers de paix avec les commandants des armées ennemies. Mais remettre une note de rupture, c'est reconnaître ce gouvernement des commissaires du peuple. Le peuple russe lui-même le reconnaît-il? Le gouvernement est maître de fait à Petrograd et à Moscou. Mais à Petrograd pas un ministère ne peut fonctionner, car tous les employés, sans exception, font grève. En outre, les Soviets ont pris le pouvoir par un acte de force. Les Soviets, loin de représenter

toute la classe ouvrière et les soldats de Russie, ne sont élus que par une infime minorité (100 Soviets sur 900 ont pris part au Congrès général des Soviets et dans chacun de ces Soviets un dixième des membres à peine, et la classe paysanne n'y figure pas). Enfin, la Constituante doit être élue à partir du 12/25 novembre. Seul un pouvoir issu d'elle aura force légale.

Les ambassadeurs attendent. Ils ne donneront aucune réponse.

Leur position est difficile. Ils vivent en Russie en ignorant le pouvoir de fait qui gouverne dans la capitale où ils résident. S'il s'agissait de quelques jours, soit. Mais l'affaire va traîner; la paix ne sera pas conclue demain; les pourparlers, si pressés que soient Lenine et Trotski, dureront des semaines; la Constituante ne se réunira qu'en janvier. Et, d'ici là, mille incidents se produiront; il y aura des visas à obtenir, des permis à demander. Nous envoyons des courriers diplomatiques. Pourront-ils passer sans l'assentiment des commissaires du peuple? Ceux-ci ne diront-ils pas

aussi que les télégrammes chiffrés ne seront acceptés au télégraphe que par permission du gouvernement? Un sujet français ou anglais peut être arrêté. Le laissera-t-on en prison? Ne pas reconnaître le gouvernement de fait, c'est ausi renoncer au droit de protester contre tout acte international qu'il lui plaira de prendre en violation des traités. Alors nous nous exposons à mille avanies et grossièretés sans ouvrir la bouche. Et nous nous refusons à exercer toute influence sur le développement de la funeste politique des maximalistes. Ils vont traiter avec les Allemands. Nous ne dirons rien. Ils feront la paix. Et nous ferons les morts.

Et tout de même, nous ne pouvons reconnaître le gouvernement des commissaires du peuple, qui ne doit son pouvoir qu'à la force et qui, à peine constitué, nous trahit et conclut un armistice avec les Empires centraux. Si nous pouvions nous servir des bolcheviques contre les Allemands, nous oublierions la trahison pour essayer de les utiliser dans la partie que nous jouons. Mais que sont Lenine

et Trotski? Ils ne songent qu'à conclure la paix, n'importe quelle paix, le plus vite possible. « Ces impérialistes d'alliés », comme ils disent, n'auront aucune action sur eux. C'est l'évidence même. Non, il ne peut être question de les reconnaître et de nous aliéner toute la Russie libérale et intelligente traquée par les maximalistes.

Rompre définitivement, quitter le pays, y abandonner nos amis au moment où ils implorent notre secours, laisser sans défense et sans protection, si faibles qu'ils soient, les intérêts immenses que nous avons ici, est également impossible.

Alors, il ne nous reste qu'à attendre... peut-être notre expulsion?

*11/24 NOVEMBRE.*

Au Comité central exécutif, grande séance hier, où Lenine parle.

Sa mauvaise foi est évidente. Malgré les documents publiés hier, et que je donne ci-dessus, il n'hésite pas à dire :

« La presse bourgeoise nous reproche de proposer un armistice séparé. C'est un pur mensonge. Nous désirons conclure un armistice avec tous les pays belligérants sans exception... Notre parti n'a jamais dit que nous donnerons une paix immédiate. Nous avons dit que nous proposerons immédiatement la paix et que nous publierons les traités secrets. C'est ce que nous avons fait. Et maintenant, la lutte révolutionnaire pour la paix commence. Notre victoire est assurée. L'armistice sera réalisé par la voie révolutionnaire. »

Même au sein du parti bolchevique, Trotski et Lénine trouvent une opposition.

Le camarade Tchoudnovski déclare « qu'ils sont coupables d'un manque de tact colossal et ont agi avec une légèreté incroyable. Le fait de s'adresser à des soldats pour les engager à conclure un armistice eux-mêmes constitue une faute énorme. Il est parfaitement possible qu'un de nos régiments commence des pourparlers avec l'ennemi, tandis qu'un autre échange des coups de feu avec les Allemands. Nous avons toujours déclaré que nous étions

contre une paix honteuse... » Tchoudnovski termine en demandant à Lenine s'il est exact que le colonel Mouravief ait déclaré que « la guerre est terminée ».

Kamenef exige une déclaration où il serait indiqué : *a*) que l'armistice doit être le fait du gouvernement et *b*) que l'armistice ne sera pas exploité par les Allemands pour transporter des troupes du front russe sur d'autres fronts. Naïveté!

Un socialiste révolutionnaire d'extrême gauche dit qu'il faut créer une situation telle que des erreurs semblables puissent être prévenues. Il ne faut pas qu'à l'avenir le gouverment prenne des décisions pareilles sans le consentement du C. C. E.

Lenine conclut, avec quelle hauteur, quel mépris pour le Comité exécutif :

« Nous avons toujours dit que la paix et l'armistice ne peuvent être signés que par le Conseil des commissaires du peuple. (Cris sur les bancs des S. R. de gauche : « Par le C. C. E. ») Par le Conseil des commisaires du peuple, répète Lenine, et non par le C. C. E.

et nous l'avons indiqué à Doukhonine. Quand nous avons commencé nos pourparlers avec Doukhonine, nous savions que nous avions affaire à un ennemi et par conséquent, nous ne pouvions remettre les mesures indispensables pour vaincre cet ennemi. Aussi nous avons dû prendre la décision de destituer Doukhonine au téléphone même. Cela ne diminue pas les prérogatives du C. C. E., parce qu'il n'était pas possible de le réunir au téléphone. Nous avions le droit, en tant que gouvernement, de renvoyer Doukhonine; sans ce droit nous ne serions pas un gouvernement.

« Mais il ne suffisait pas de destituer Doukhonine. Il fallait prendre des mesures plus décisives et c'est pourquoi nous nous sommes immédiatement adressés aux soldats. Mais nous avons donné aux soldats seulement le droit d'engager des pourparlers relatifs à l'armistice et non le droit de conclure l'armistice. Nous sommes convaincus que les régiments qui mèneront les pourparlers prendront toutes les précautions techniques.

« J'estime que chaque régiment est suffi-

samment organisé pour conserver l 'ordre révolutionnaire. Mais, si au moment de la fraternisation et des pourparlers de paix, une attaque traîtresse se produisait, les soldats sauraient fusiller les traîtres. Par notre appel aux soldats, nous n'avons pas affaibli le front, au contraire, nous n'avons fait que fortifier le sentiment de la discipline librement consentie et qu'augmenter la force de résistance.

« Combattre Doukhonine au moyen d'une simple destitution n'aurait pas été sage. Il fallait s'adresser directement aux soldats, parce que *la paix doit être conclue non pas d'en haut, mais d'en bas,* grâce à l'activité des soldats eux-mêmes. Nous avons adressé un appel à fraterniser par régiment et non par armée. Nous nous sommes basés, en l'espèce, sur l'expérience militaire de Krylenko, qui nous a indiqué qu'une telle fraternisation était parfaitement possible. »

Lenine se prononce également contre la proposition de Kamenef, relative aux garanties qui pourraient assurer que les Allemands

n'exploiteront pas l'armistice pour se livrer à des opérations actives sur d'autres fronts :

« Nous avons un moyen bien plus fort et bien plus efficace pour empêcher les impérialistes allemands, français et autres, de profiter de l'armistice pour atteindre leurs buts. Mais nous ne pouvons pas indiquer ce moyen maintenant, pour ne pas le faire connaître aux impérialistes. »

Répondant à la question de Tchoudnovski, Lenine dit que Mouravief n'avait pas le droit de faire la déclaration dont parlent les journaux et qu'une enquête sera faite à ce sujet.

Je ne puis m'empêcher de souligner en passant « l'expérience militaire de Krylenko ».

Quant aux moyens secrets de Lenine pour paralyser les impérialistes, ils sont connus : déclarer que la Russie ne reconnaît pas les dettes nationales de l'ancien régime et déchaîner une révolution maximaliste dans les pays combattants.

— Voire, dit Panurge.

*13/26 NOVEMBRE.*

Nos attachés militaires à la Stafka ont remis le 10/23 novembre, au commandant en chef, une note de protestation que les journaux ne publient que ce matin. La voici :

*A S. E. M. le général Doukhonine, généralissime des armées russes, Moghilev,* 10/23 *nov.* 1917.

« Excellence, les soussignés, chefs des missions accréditées près le G. Q. G. russe, agissant en vertu d'instructions précises de leurs gouvernements par l'intermédiaire de leurs représentants officiels à Petrograd, ont l'honneur d'adresser au commandement suprême russe leur protestation la plus énergique contre toutes les violations du traité conclu le 25 août/5 septembre 1914 entre les puissances de l'Entente, par lequel les alliés, et parmi eux la Russie, se sont engagés solennellement à ne pas conclure de paix séparée, ni à suspendre l'un sans l'autre les opérations militaires. Les soussignés, chefs des missions militaires, considèrent également de leur devoir de porter à la connaissance de Votre Excellence que toute

violation du traité, commise par la Russie, entraînera les plus lourdes conséquences. Les soussignés, chefs des missions militaires, prient Votre Excellence de vouloir bien accuser réception par écrit de la présente communication et d'agréer l'assurance de leur haute considération.

Signé : Barter, lieutenant-général, chef de la mission militaire britannique; Coanda, chef de la mission militaire roumaine; Takanak, chef de la mission militaire japonaise; Lavergne, général de brigade, chef de la mission militaire française ; Loutzkievitch, colonel, chef de la mission militaire serbe. »

Trotski est entré dans une grande fureur à la lecture de cette note. Il adresse un appel enragé à l'armée. Jamais ministre des Affaires étrangères n'a parlé sur ce ton de ses alliés. Je donne cet étrange document qui fera comprendre les jours que nous vivons, qui fera

sentir l'atmosphère lourde et tragique dans laquelle nous étouffons :

« Aux comités de régiment, de division, de corps d'armée et d'armée aux *Soviets* des D. O. S. et des D. P., à tous, tous et tous!

« L'ex-généralissime envoie aux armées une note des représentants des puissances alliées près la Statka. Les chefs de toutes les missions militaires alliées, sauf l'américaine, formulent dans leur note une protestation contre toute violation aux conditions du traité conclu par le gouvernement tsariste avec les alliés le 25 août 1914. Les représentants des gouvernements alliés protestent contre un armistice séparé de la Russie avec l'Allemagne. Mais en même temps, ils ne fournissent aucune réponse à la proposition d'armistice sur tous les fronts, qui leur a été adressée par le Conseil des commissaires du peuple. En conclusion les représentants alliés font la menace que toute violation du traité commise par la Russie, entraînera les plus lourdes conséquences.

« Relativement à ce télégramme au général Doukhonine, j'estime nécessaire de faire

devant l'armée et le pays la déclaration suivante :

« La note diplomatique des représentants alliés au général Doukhonine, destitué pour avoir refusé d'exécuter un ordre du gouvernement, semble dans la forme une ingérence inadmissible dans la vie intérieure du pays, dans le but de provoquer la guerre civile. Au fond, cette note diplomatique, si elle n'est pas apocryphe, mais authentique, équivaudrait à une tentative des représentants alliés de contraindre, par menace, l'armée russe et le peuple russe à continuer la guerre en exécution de traités conclus par le tsar et confirmés par les gouvernements de Milioukof, de Kerenski et de Teorechtchenko.

« Dès le premier jour de son existence, le Conseil des commissaires du peuple a déclaré ouvertement qu'il estime que le peuple russe n'est pas lié par d'anciens traités conclus aux dépens du peuple au profit des classes bourgeoises de Russie et des pays alliés. La tentative d'agir par la lettre-morte des traités secrets sur la volonté révolutionnaire du gouver-

nement des *Soviets* est vouée d'avance à un échec.

« En faisant ressortir les menaces contenues dans la note et qui ne peuvent pas nous faire dévier de la voie de la lutte pour une paix démocratique honnête, nous déclarons que le gouvernement républicain propose un armistice non pas séparé, mais général, et il sent qu'il est dans cette proposition l'expression des véritables intérêts et des aspirations des masses populaires non seulement de Russie, mais en général de tous pays belligérants.

« Soldats! Ouvriers! Paysans! Votre gouvernement des Soviets n'admettra pas que sous les bâtons de la bourgeoisie étrangère, l'on vous mène de nouveau à l'abattoir. Ne craignez pas les menaces. Les peuples d'Europe, exténués par la souffrance, sont avec nous. Ils veulent tous la paix immédiate. Notre proposition d'armistice retentira comme une cloche de salut. Les peuples d'Europe ne permettront pas aux gouvernements bourgeois de s'abattre sur le peuple russe coupable uniquement de vouloir la paix et la fra-

ternité des peuples. Et que tous sachent que les soldats, les paysans et les ouvriers de Russie n'ont pas renversé le tsar et le gouvernement de Kerenski pour rester la chair à canon des impérialistes alliés.

« Soldats! continuez à lutter pour un armistice immédiat. Elisez vos délégués pour les pourparlers. Notre généralissime, l'aspirant Krylenko, part aujourd'hui pour le front afin de prendre en mains la cause de la lutte pour l'armistice.

« A bas les anciens traités secrets et les intrigues diplomatiques!

« Vive la lutte honnête et ouverte pour la paix universelle!

« Au nom du Conseil des commissaires du peuple, le commissaire aux Affaires étrangères.

TROTSKI. »

« 11/24 novembre, 6 heures du matin. Smolny. »

Nous attendons, immobiles. Nous ne protestons plus. Nous ne répondons pas. Et Kry-

lenko, généralissime, part pour l'armée du Nord, à Pskow, où il va travailler à sa façon.

*14/27 NOVEMBRE.*

Je laisse la place aux documents. Le temps n'est pas aux commentaires. A peine avons-nous le loisir d'enregistrer les communications officielles qui arrivent chaque jour, pressantes, impérieuses, accélérant le rythme de la course vertigineuse qui emporte la Russie vers son destin.

Aujourd'hui le gouvernement français intervient directement dans la tragédie et nous lisons le télégramme suivant du général Tcherbatchef, commandant le front roumain au généralissime Doukhonine :

« Le chef de la mission française, général Berthelot, m'a remis la suivante déclaration écrite :

« Général, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance un télégramme reçu par moi du président du Conseil des ministres et ministre de la Guerre :

« Dans le communiqué du G. Q. G. russe du

21 novembre (n. s.), il n'est pas parlé de la situation sur le front. Au lieu de cela, on communique un *prikase* du Conseil des commissaires du peuple, proposant au commandant suprême de commencer avec les autorités militaires ennemies des pourparlers pour faire cesser immédiatement les hostilités et entamer des pourparlers de paix.

« Je vous prie de déclarer au haut commandement russe près duquel vous vous trouvez que la France ne reconnaît pas le pouvoir du Conseil des commissaires du peuple et, convaincue du patriotisme du haut commandement, elle compte que ce dernier rejettera énergiquement tous pourparlers criminels et maintiendra l'armée russe sur le front, face à face avec l'ennemi commun.

« De plus, la France se considérant liée avec la Russie par les accords militaires antérieurs a déjà déclaré et déclare encore d'une façon précise qu'elle ne reconnaîtra en Russie aucun pouvoir capable d'entrer en accord avec l'ennemi.

« Veuillez agréer, général, l'assurance de

ma haute considération et de mon dévouement.

BERTHELOT. »

« Jassy, 12 novembre 1917, n° 01.445.

*Signé :* TCHERBATCHEF.

« Pour copie conforme :

« général-major ODINTZOF. »

Nous prenons parti. La manière énergique semble devoir l'emporter. Nos jours de Petrograd sont comptés, à moins que Trotski et Lenine ne veuillent pas nous laisser partir. Ils voudront peut-être nous garder comme otages. Le droit des gens est leur dernier souci. Ils ont la force. Ils n'en feront qu'à leur guise.

Trotski a mauvais caractère. Il est aigri; au comble de la puissance, juché à ce sommet dont il n'avait jamais rêvé aux jours des discussions exaltées dans les estaminets de Genève, il voit en face de lui quelques gens de la classe haïe des impérialistes et des bourgeois qui refusent sans phrases de le reconnaître. Ils se taisent. Il écrit aux ambassadeurs; les ambassadeurs ne lui répondent pas. Trotski

est en colère. Ce tribun sans éducation n'essaie pas de cacher sa fureur. Il écrit à ce grand gentleman, sir George Buchanan, qui représente avec honneur l'Angleterre, pays allié de la Russie :

« Monsieur l'ambassadeur,

« Au nombre des étrangers internés en Angleterre, se trouvent deux citoyens russes : Georges Tchitcherine et Petrof. Tous deux sont connus en Russie comme étant des hommes irréprochables et dont toute l'activité est au-dessus du soupçon.

« Tchitcherine et Petrof ont apparemment soulevé contre eux l'attention des autorités anglaises par la part qu'ils ont prise à la politique intérieure de l'Angleterre et par leur ardeur à défendre les principes du socialisme internationaliste, à l'exemple de Mac-Leen, de Karl Liebknecht en Allemagne, de Frederic Adler en Autriche et du parti des bolcheviques en Russie.

« Si les autorités anglaises considèrent ce genre d'activité comme intolérable sur le ter-

ritoire du Royaume-Uni, il me reste à les prier, au nom du gouvernement de la République, d'expulser immédiatement les susnommés, ainsi que de leur donner le moyen de gagner la Russie, où ils pourront travailler honorablement et utilement à la cause du peuple. Pour donner plus de poids à cette requête, je me permets, monsieur l'ambassadeur, d'attirer votre attention sur le fait qu'un grand nombre d'Anglais demeurant dans les limites de la République russe, ne cachent pas leurs opinions contre-révolutionnaires et entrent ouvertement en relations avec les contre-révolutionnaires des classes bourgeoises de Russie.

« L'opinion publique de la démocratie révolutionnaire ne peut pas admettre que de fervents défenseurs de la révolution languissent dans des camps de concentration en Angleterre, pendant que des citoyens contre-révolutionnaires anglais ne sont l'objet d'aucune tracasserie sur le territoire de la révolution russe.

« Permettez-moi, monsieur l'ambassadeur, d'exprimer la certitude que ma demande ren-

contrera l'approbation entière des masses travailleuses de votre peuple épris de liberté.

« Commissaire aux Affaires étrangères.

TROTSKI. »

Cette lettre n'est pas faite pour rendre plus facile l'établissement de rapports d'affaires entre l'ambassade d'Angleterre et le gouvernement des commissaires du peuple.

Le chargé d'affaires d'Espagne, dont il faut citer le nom, Garrido Cisneros, écrit à Trotski, seul de tout le corps diplomatique accrédité à Petrograd, la lettre suivante :

« A monsieur le Commissaire du peuple pour les affaires étrangères :

« J'ai eu l'honneur de recevoir la note numéro 83 du 10/23 novembre, par laquelle vous portez à ma connaissance la proposition des commissaires du peuple aux représentants des puissances alliées de conclure un armistice immédiat et de commencer les pourparlers de paix.

« Tout en vous confirmant la réception de cette note, je m'empresse, monsieur le Com-

missaire, de vous annoncer que, conformément à votre juste désir, je ne manquerai pas de transmettre par télégraphe, aujourd'hui même, à mon gouvernement, le contenu de la note susmentionnée, afin qu'il la porte à la connaissance du peuple espagnol et qu'il fasse de son côté tous les efforts nécessaires afin de faciliter la conclusion de la paix à laquelle aspire toute l'humanité.

« Je profite de cette occasion, monsieur le Commissaire, pour vous exprimer l'assurance de mon profond respect.

« L'ambassadeur d'Espagne :

I. GARRIDO CISNEROS.

Cette lettre cause une grande joie à Smolny. La *Novaia Jizn* enregistre le succès remporté par le gouvernement reconnu avec empressement par le représentant de la royaliste Espagne. Dans les cercles diplomatiques et dans les cercles intelligents et politiques russes, on en reste stupide.

CENSURE

## CENSURE

Le généralissime est parti sur le front du nord pour engager avec les Allemands les pourparlers d'armistice. Nos gens ne perdent pas de temps. Chez eux, l'acte suit la parole. Sommes-nous en Russie?

Cet aspirant officier, chef des armées russes, télégraphie de Pskov, qu'à peine arrivé, à la suite de difficultés avec le commandant en chef du front nord, général Tcheremissef, il l'a suspendu de ses fonctions. Et pourtant Tcheremissef avait donné des gages à tous les partis successivement.

De Pskov, Krylenko se rend à la 5ᵉ armée à Dvinsk. Le commandant de la 5ᵉ armée, général Boldyref, est suspendu de ses fonctions et arrêté. C'est son honneur.

S'il règne sur les armées du front nord, Krylenko ne peut se rendre à la Stafka. Le Comité des armées lui télégraphie de Moghilev :

« Le Comité général des armées, s'appuyant sur les décisions des Comités du front et des Comités généraux, considère nécessaire jusqu'au moment de la constitution d'un pouvoir généralement reconnu et que le Conseil des commissaires du peuple ne représente nullement, de garantir par tous les moyens la Stafka contre tout attentat, vu qu'elle constitue l'appareil technique central de l'armée.

« Ne considérant pas le Conseil des commissaires du peuple comme un pouvoir reconnu de toute la démocratie, le Comité général des armées ne peut, de même, vous reconnaître comme commandant suprême.

« En raison de quoi, votre arrivée à la Stafka, est tout à fait inutile, si vous avez l'intention d'y venir autrement qu'en simple particulier.

« Dans ce dernier cas, nous ne protestons pas contre votre arrivée en tant que citoyen usant du droit d'aller où bon lui semble, mais nous protestons de la manière la plus énergique contre toute tentative de votre part de pé-

nétrer à la Stafka accompagné d'une escorte armée.

« Une tentative de ce genre amènerait la guerre civile dans la région de la Stafka et troublerait son travail normal, ce qui occasionnerait un tort incalculable pour l'armée et la Stafka.

« En raison de cela, le Comité général de l'armée, de même que le Soviet de Moghilev, et le Conseil des paysans du gouvernement vous demandent avec insistance de vous abstenir de venir à la Stafka ou d'y venir tout à fait seul; quant à votre sécurité, elle vous est garantie par le Comité général des armées.

« Tout cela s'adresse à toute personne qui sera envoyée à la Stafka par les commissaires du peuple. »

*15/28 NOVEMBRE.*

Krylenko, de Dvinsk, envoie le *Prikaze n° 2* à l'armée et à la flotte. Le voici :

« Les parlementaires envoyés par moi ont franchi les tranchées allemandes dans la région de la 5° armée. L'ennemi promit sa

réponse pour le 14 novembre, à 20 heures. Camarades, la paix est proche, elle est en vos mains. Soyez fermes pendant ces derniers jours, concentrez toutes vos forces et, malgré les privations et la faim, tenez le front. De votre résistance révolutionnaire dépend le succès. Traitez avec mépris les appels mensongers et hypocrites de la bande du général Doukhonine, concentrée à la Stafka, et de ses acolytes, bourgeois et faux socialistes, qui depuis huit mois mystifient le peuple russe d'assurances mensongères au sujet d'une paix rapide et causent au pays des malheurs innombrables, menant l'armée à la faim et à l'épuisement par leurs tentatives criminelles de s'opposer au pouvoir du gouvernement des commissaires du peuple, établi par le Congrès panrusse des Soviets.

« En même temps, pour ne pas avoir exécuté l'ordre de se présenter à moi, le commandant du front nord, général Tcheremissef, est démis de ses fonctions. Je lui ai ordonné de garder la direction générale des opérations jusqu'à son remplacement, sous le contrôle du

commissaire du front nord, le camarade Pozern. J'ai donné ordre d'arrêter le commissaire de l'ancien gouvernement, Choubine, vu son refus d'abandonner ses fonctions. Pour avoir refusé de se présenter à moi, est également démis de ses fonctions le commandant de la 5e armée, général Boldyref. J'ai chargé le général Antipof, commandant du 19e corps, de prendre provisoirement le commandement de la 5e armée. Le général Boldyref sera arrêté et traduit devant un tribunal pour avoir refusé d'exécuter un ordre militaire.

« Le commandant du 27e corps est également démis de ses fonctions pour avoir refusé de se présenter.

« L'ex-commandant suprême, général Doukhonine, pour avoir opposé de la résistance à l'exécution d'ordres, pour action criminelle susceptible de provoquer une nouvelle guerre civile, est déclaré ennemi du peuple. Seront arrêtées toutes les personnes qui soutiennent Doukhonine, sans qu'il soit tenu compte ni de leur situation sociale et politique, ni de leur passé. Des personnes pourvues de pouvoirs

spéciaux seront chargées de procéder à ces arrestations, Je charge le général Manikovski de donner les ordres nécessaires pour que les changements précités soient portés sur les états de services des personnes visées. »

Il est suivi du *Prikase n° 3 :*

« Nos parlementaires sont rentrés, rapportant avec eux une réponse officielle du généralissime allemand qui consent à entrer en pourparlers d'armistice sur tous les fronts. La prochaine entrevue des représentants des deux partis est fixée au 19 novembre/2 décembre. Tous ceux qui tiendront ce *Prikase* secret ou qui en empêcheront la propagation seront déférés au tribunal révolutionnaire des comités locaux des régiments en dehors des formalités ordinaires. J'ordonne de suspendre immédiatement sur tout le front la fusillade et la fraternisation. Une surveillance très soutenue doit être établie par rapport à l'ennemi. Les actions militaires ne doivent être entreprises qu'en réponse aux actions militaires de l'ennemi. Tous à vos places. C'est seulement

celui qui est fort qui obtiendra ce qu'il désire.
« Vive la paix à brève échéance! »

Ainsi les Allemands acceptent avec empressement de discuter l'armistice et la paix avec le gouvernement des commissaires du peuple. Combien de gens n'y avait-il pas ici qui s'écriaient : « Le gouvernement allemand ne peut traiter avec les bolcheviques. Voyez-vous Kuhlmann et Trotski à une même table? Et quelles garanties aurait l'Allemagne? »

Je leur répondais toujours :

— La paix est la paix. L'Allemagne la prendra des mains de ceux qui la lui proposeront. Une fois l'armistice conclu, une fois les troupes assurées que la guerre est finie, les soldats rentreront chez eux et il n'est aucune force humaine qui puisse les en faire revenir. L'Allemagne aura gagné la guerre sur le front oriental. Cela vaut bien qu'un Hindenburg serre la main d'un Krylenko.

Krylenko télégraphie toujours. Il donne les détails suivants :

« Ce matin, à 11 heures, le commandant suprême a envoyé des parlementaires avec les pouvoirs suivants :

« Chargé des pleins pouvoirs du Conseil des commissaires du peuple, moi, commissaire du peuple pour les affaires militaires et navales, commandant suprême des armées de la République de Russie, donne pleins pouvoirs aux parlementaires suivants :

« Au lieutenant du 9e hussards de Kiev, Vladimir Chnéour (1) et aux membres du Comité de la 5e armée, le docteur militaire Michel Zagalovitch et à l'engagé volontaire Georges lovitch et à l'engagé volontaire Georges Mérène, pour s'adresser au commandant en chef des armées allemandes, dans le secteur où seront reçus ces parlementaires, en les priant de s'informer auprès du haut commandement de l'armée allemande s'il consent à envoyer des représentants pour entrer immé-

(1) On a découvert plus tard que le Chnéour qui a été par la suite chef d'état-major de Krylenko était un agent de l'ancienne police secrète du Tzar.

diatement en pourparlers, afin d'établir un armistice sur tous les fronts des pays belligérants, dans le but d'engager ensuite des pourparlers de paix.

« Au cas d'une réponse satisfaisante, de la part du haut commandement des armées allemandes, les parlementaires sont chargés de fixer le lieu et l'heure de l'entrevue des représentants des deux partis.



« 3 h. 50 de l'après-midi. Les parlementaires sont arrivés à 4 h. 10 sur la ligne la plus avancée et, sans aucune difficulté, ont traversé les tranchées allemandes.

« Le secrétaire de la dégation :

« BOZMÉROVITCH. »



« Les parlementaires ont franchi les tranchées allemandes et ont proposé de commencer des pourparlers pour un armistice sur tous les fronts. La paix attendue depuis si longtemps approche, mais on ne peut rien faire d'un coup avant la conclusion de la paix. Le

front doit être inébranlable. Il faut penser à notre armée qui depuis trois ans supporte les plus grands sacrifices. Une dernière tension de toutes les forces du pays est nécessaire. Le front a faim, le front est nu, le front est déchaussé (?); il n'y a pas de fourrage (1). Les chevaux meurent, il n'y a pas de moyens de transport. Les Soviets des D. O. S. doivent se charger du front. Nourrissez les affamés, habillez ceux qui ont froid, chaussez ceux qui n'ont pas de chaussures, dans les tranchées. Ils sont plus malheureux que nous. Encore un peu de patience et nous arriverons à une paix générale. En attendant, toute l'attention, tous les soins doivent être portés sur l'armée dans les tranchées. Il n'y a pas à attendre de secours des autres, nous devons nous en occuper nous-mêmes. »

Krylenko mène la paix tambour battant.

On a peine à comprendre ce qu'il veut dire

(1) Tout cela est de la littérature. D'après les témoins impartiaux que nous avions sur place, l'armée ne manquait à peu près de rien, était bien équipée, et n'a jamais connu la famine.

lorsqu'il engage les soldats à être fermes, à concentrer leurs forces. Il a le cynisme d'écrire : « Seulement celui qui est fort obtiendra ce qu'il désire », de la même plume qui a dit aux soldats : « La paix est entre vos mains ! Arrêtez vos généraux. »

Voici des détails sur la rencontre des parlementaires :

« Nous, parlementaires du 9e hussards de Kiev, lieutenant Vladimir Chnéour, les membres du Comité de la 5e armée, médecin militaire Michel Zagalevitch et l'engagé d'un an Georges Mérène, fûmes autorisés à proposer au commandement allemand d'engager des pourparlers immédiats pour la conclusion d'un armistice immédiat sur tous les fronts des pays belligérants, pour commencer des pourparlers de paix et, en cas d'acceptation de notre proposition, de fixer le lieu et l'heure de la rencontre des représentants des pays belligérants. A 12 h. 20 nous partîmes de Dvinsk sur le front du 19e corps.

« A 16 h. 20 nous entrâmes dans le rayon du régiment d'infanterie de Moscou et, de la

tranchée « » avec drapeau blanc et trompette, conformément aux conventions internationales; à 300 pas des défenses ennemies, dans le secteur appelé « Hanovre », nous rencontrâmes les officiers allemands.

« A 17 heures, on nous mit des bandeaux sur les yeux et nous fûmes conduits à l'état-major du bataillon de l'armée allemande occupant le secteur « Hanovre » et à 17 h. 40 nous remîmes à deux officiers de l'Etat-Major allemand envoyés spécialement de l'E. M. de la division, nos pouvoirs écrits du commissaire du peuple pour les affaires militaires et du commandant suprême des armées de la République russe. Les pourparlers eurent lieu en français. Notre proposition d'entrer en pourparlers pour un armistice sur tous les fronts des pays belligérants pour la conclusion ultérieure de la paix fut immédiatement transmise à l'E. M. de la division et de là, par fil direct à l'E. M. du commandant en chef du front Est, le prince Léopold de Bavière, et au commandant suprême des armées allemandes.

« A 18 h. 20 on nous conduisit en automo-

bile par la chaussée Dvinsk Ponéviej au pastorat Pussen où nous fûmes reçus par le général de division Hofmeister en tenue de parade de campagne, les hautes décorations allemandes sur la poitrine, étoiles et rubans, et entouré par son Etat-Major. Le général Hofmeister nous déclara que nos pouvoirs étaient reconnus, que notre proposition était transmise au haut commandement et que la réponse arriverait dans 24 heures, mais à 19 h. 50 fut déjà reçue la première réponse du haut commandement allemand consentant à des pourparlers d'armistice sur les principes exposés par nous dans nos pouvoirs écrits et autorisant le général Hofmeister et les parlementaires à élaborer les détails de la prochaine rencontre des représentants des puissances belligérantes. Après un échange d'opinions en russe, allemand et français, et de nouvelles conversations par téléphone avec le commandement suprême, à minuit 20, le 14/27 novembre, nous fut remise par le général Hofmeister la réponse écrite à notre proposition munie de la signature du général Hofmeister et de son

sceau. Notre proposition étant écrite en langue russe, la réponse nous fut donnée en langue allemande. La réponse contient :

« 1) Un consentement formel à entamer immédiatement des pourparlers d'armistice. Pour cela, il est donné pleins pouvoirs au commandant en chef des armées allemandes sur le front oriental.

« 2) Un train spécial sera mis à la disposition des représentants des pays belligérants par le haut commandement allemand pour venri sur les lieux où se feront les pourparlers.

« 3) Il sera établi des relations directes télégraphiques entre les représentants et le pouvoir suprême en la personne du gouvernement des commissaires du peuple. Les parlementaires décidèrent de fixer le lieu de la rencontre des délégués; ces derniers passeront par la ligne du chemin de fer Dvinsk-Vilna, à l'ouest du village Koukhalichki entre nos lignes et celles de l'ennemi, d'où ils seront conduits à la station « Petrograd », où les attendra un train spécial qui les conduira auprès du comman-

dant en chef allemand du front oriental, à Brest-Litovsk.

« La rencontre est fixée au 2 décembre, à midi (heure de l'Europe centrale). Cette convention a été signée par nous à 1 h. 13 de la nuit, en deux exemplaires dont un a été remis au général Hofmeister et le deuxième joint au présent rapport avec la réponse écrite du commandement allemand au commissaire du peuple des affaires militaires. Il nous fut également déclaré que le commandant en chef allemand avait donné l'ordre de cesser le feu, si celui-ci n'est pas provoqué par l'ennemi, et la fraternisation jusqu'à la fin des pourparlers.

« A 8 heures du matin, le 27 novembre, on nous reconduisit les yeux bandés au point d'où nous étions partis et à 11 h. 30 nous rentrions dans nos lignes. »

Voici la réponse du haut commandement allemand que les parlementaires ont rapportée :

« 1) Le commandant en chef du front Est

allemand est prêt à entrer en pourparlers avec le généralissime russe.

« 2) Le commandant en chef du front Est allemand est autorisé par le généralissime allemand d'entrer en pourparlers au sujet de l'armistice.

« 3) Au cas où le généralissime serait prêt à entrer en pourparlers avec le commandant du front Est allemand, on le prie d'envoyer des représentants munis de pleins pouvoirs écrits, au quartier général du commandant en chef du front Est allemand.

« 4) Le commandant en chef du front Est allemand de son côté créera une Commission munie de pleins pouvoirs spéciaux.

« 5) Le jour et l'heure de la rencontre des deux Commissions peuvent être fixés par le généralissime. Il est absolument nécessaire de prévenir le commandant en chef du front Est allemand pour qu'un train spécial soit commandé. Il est absolument nécessaire d'indiquer l'endroit où la Commission russe a l'intention de traverser le front.

« 6) Le commandant en chef du front allemand donnera l'appareil nécessaire pour établir un fil direct entre la Commission et le commandant suprême russe. La Commission est autorisée à se munir de l'appareil Hughes.

« *Le commandant en chef*
*du front Est allemand :*

« Exact : Von Hofmeister,
*général lieutenant*
*et commandant de division.* »

## CHAPITRE II

### LA SOCIÉTÉ NOUVELLE

*21/28 NOVEMBRE.*

Pendant que Trotski traite de la paix, le gouvernement des commissaires déploie une activité fiévreuse à détruire l'ordre ancien à l'intérieur et à fonder la société nouvelle qu'il a promise à ses clients. J'ai indiqué déjà comment la question de la terre est réglée, la propriété individuelle est supprimée, le paysan n'a que le viager des terres qu'il cultive : les Comités agraires sont chargés de l'exécution du décret suivant les règles établies par un rapport paru dans les *Izvestia* du 1er septembre. Je pense utile de donner les instructions dans leur texte complet.

« La question agraire, dans tout son ensemble, ne peut être résolue que par l'Assemblée

Constituante. La solution la plus équitable de la question agraire doit être la suivante :

« 1) Le droit de propriété privée sur la terre est annulé pour toujours, la terre ne peut être ni achetée, ni vendue, ni donnée en location ou en gage, ni expropriée par quelque moyen que ce soit. Toutes les terres : dominicales, d'apanages du cabinet de l'Empereur, des monastères, des églises, des possessions, des majorats privés, communales et paysannes, et autres, sont confisquées sans rachat, deviennent propriétés nationales et passent à la disposition des travailleurs qui les cultivent.

« Ceux qui subiront un préjudice du fait de la transformation sociale du droit de propriété n'auront le droit d'être secourus par la nation que durant le laps de temps nécessaire pour s'adapter aux nouvelles conditions d'existence.

« 2) Toutes les richesses du sous-sol : mines, naphte, charbon, sol, etc., ainsi que les bois et les eaux ayant une importance nationale passent exclusivement à l'Etat. Tous les petits cours d'eau, les lacs et les bois passent

aux communes à la condition d'être gérés par les organes locaux d'administration.

« 3) Les terrains parcellaires scientifiquement cultivés: jardins, plantations, pépinières, serres et autres, restent indivis, mais sont transformés en exploitations agricoles modèles et passent exclusivement à l'Etat ou aux communes, suivant leur superficie et leur importance.

« Les constructions, les terres municipales et les villages avec leurs jardins particuliers et leurs potagers restent à leurs propriétaires actuels; toutefois, les dimensions de ces parcelles et l'importance de l'impôt sur leur jouissance sont fixées législativement.

« 4) Les haras, l'élevage gouvernemental privé, l'aviculture et autres sont confisqués, deviennent propriété nationale et sont transmis soit à l'Etat soit aux communes, suivant leurs dimensions et leur importance.

« Les questions de rachat sont de la compétence de l'Assemblée Constituante.

« 5) Tous les biens, matériel agricole et bétail, des terres confisquées, passent gratui-

tement à l'Etat ou aux communes suivant leur superficie et leur importance.

« La confiscation du matériel et du bétail ne s'étend pas aux petites propriétés des paysans.

« 6) Le droit de jouissance de la terre est accordé à tous les citoyens sans distinction de sexe de l'Etat russe qui désirent travailler la terre eux-mêmes avec leur propre famille ou en association et seulement tant qu'ils ont la force de travailler. L'embauche est interdite.

« Au cas d'incapacité de travail de l'un des membres de la société agricole pendant une durée de deux ans, la société agricole est tenue, jusqu'au rétablissement de la capacité de travail dudit membre, de le secourir en travaillant sa terre en commun.

« Les agriculteurs devenus vieux ou invalides et qui ont perdu pour toujours la possibilité de travailler eux-mêmes la terre, perdent leur droit de jouissance sur elle et reçoivent en échange une pension de l'Etat.

« 7) La jouissance de la terre doit être égale, c'est-à-dire que la terre est répartie

entre les travailleurs, suivant les conditions locales et les normes de travail ou de besoin. Les formes de jouissance de la terre doivent être absolument libres : par maison, par métairie, par commune, par artèle, comme le décideront les villages et les agglomérations rurales.

« 8) Toute la terre, après sa confiscation, est transmise à un fonds agraire populaire. Sa répartition entre les travailleurs est assurée par les administrations locales et centrales, depuis les organisations démocratiques, à l'exception des communautés urbaines et rurales coopératives, jusqu'aux institutions centrales de province.

« Le fonds agraire est soumis périodiquement à de nouvelles répartitions, suivant les augmentations de l'économie rurale.

« En cas de modification des limites des lots, le centre du lot reste inviolable.

« Les terres des membres radiés retournent au fonds agraire; toutefois les proches parents des membres radiés ou les personnes

indiquées par elles ont un droit de préférence sur ces terres.

« Lors de la remise des lots au fonds agraire, les sommes dépensées pour l'engrais ou pour l'enrichissement des terres et non utilisées doivent être remboursées.

« Si, en certaines localités, le fonds agraire est insuffisant pour donner satisfaction à la population locale, l'excédent de population doit être transmigré.

« L'organisation de la transmigration, ainsi que les dépenses de transmigration et de fourniture de matériel agricole et de bétail à la population, sont au compte de l'Etat.

« La transmigration s'effectue dans l'ordre suivant : les paysans sans terre qui en auront manifesté le désir, ensuite les membres tarés de la commune, puis les déserteurs, et autres, et enfin au sort ou par un accord.

« Tout ce qui est contenu dans ces instructions, étant l'expression de la volonté indiscutable de la majorité considérable des paysans conscients de toute la Russie , est déclaré loi provisoire et jusqu'à l'Assemblée Constituante,

entre en vigueur autant que possible immédiatement, et, pour certaines parties, avec la progressivité nécessaire qui sera déterminée par les Soviets des D. P. de district. »

A peine au pouvoir, les commissaires du peuple prennent des arrêtés si nombreux que je ne sais si, travaillant douze heures par jour, j'aurais le temps de les transcrire et de donner ici un compte rendu même abrégé des événements qui emplissent nos jours maximalistes. Voici quelques-uns des décrets. Le premier donne aux Soviets de quartier le droit d'entrer chez nous à toute heure et d'y faire ce qu'ils jugent bon.

Le commissaire de l'intérieur décrète en date du 28/10 novembre.

« 1° Les municipalités autonomes ont le droit de séquestrer tous les locaux inoccupés et inhabités;

« 2° Les municipalités autonomes (Soviets de quartier dans les grandes villes) ont le droit, d'après les lois et les normes établies par elles, d'installer dans les logements disponibles les citoyens qui ne savent où loger ou qui

vivent dans des logements surhabités ou malsains;

« 3° Les municipalités autonomes ont le droit d'établir des inspections dans les logements, de les organiser et d'établir la sphère de leur compétence;

« 4° Les municipalités autonomes ont le droit de faire des décrets sur l'institution des comités de maison, sur leur organisation, sur la sphère de leur compétence et de leur donner des droits juridiques;

« 5° Les municipalités autonomes ont le droit de créer des tribunaux de logement, de définir la sphère de leur compétence, leur organisation et leurs pleins pouvoirs.

« 6° Cet arrêté est mis en vigueur par télégraphe.

« *Le commissaire du peuple pour les affaires intérieures :*

« A. I. Rykov.

Sur l'assurance sociale :

« Le prolétariat a mis sur son drapeau l'assurance sociale des ouvriers salariés, de même

que des pauvres des villes et des villages. Le gouvernement du tsar, des propriétaires et des capitalistes, de même que le gouvernement de coalition et de conciliation n'ont pas réalisé les revendications des ouvriers à propos des assurances.

« Le gouvernement des ouvriers et des paysans, s'appuyant sur les conseils des D. O. S., annonce à la classe ouvrière de Russie et aux pauvres des villes et des villages qu'il va immédiatement préparer des décrets concernant l'assurance sociale complète basée sur les formules d'assurances proposées par les ouvriers;

« 1° L'assurance pour tous les ouvriers salariés sans exception, ainsi que les pauvres des villes et des villages;

« 2° Etendre l'assurance sur tous les genres de perte de capacité de travail, principalement les cas de maladie, d'infirmité, de vieillesse, de grossesse, de veuvage et de mort de parents, de même que le chômage;

« 3° Tous les frais des assurances à la charge des entrepreneurs;

« 4° Compensation, tout au moins, de tout le salaire au cas de perte de la capacité de travail ou de chômage;

« 5° Autonomie complète des assurés dans toutes les organisations d'assurance.

« *Au nom du gouvernement de la République de Russie, le commissaire du peuple au ministère du Travail :*

« ALEXANDRE CHLIAPNIKOF. »

Sur la procédure de promulgation des lois :

« 1° Jusqu'à la réunion de la Constituante, l'élaboration et la promulgation des lois se fera selon le présent arrêté du G. P. des ouvriers et paysans, élu par le Congrès national des Soviets;

« 2° Chaque projet de loi est présenté à l'examen du gouvernement par le ministère compétent, sous la signature du commissaire du peuple ou par le bureau créé, près le gouvernement, pour les projets de loi, sous la signature du gérant du département;

« 3° Après la ratification du gouvernement,

la décision et la rédaction définitive est signée, au nom de la République de Russie, par le président du Conseil des commissaires du peuple ou, à sa place, par le commissaire du peuple qui aura proposé le projet de loi à l'examen du gouvernement, puis elle sera portée à la connaissance publique;

« 4° Le jour de la mise en vigueur de la loi sera le jour où elle aura paru dans le journal officiel *Gazeta Rabotchavo i Krestianskavo Pravitelstva* (journal du gouvernement des ouvriers et des paysans);

« 5° Une autre date peut être donnée pour la mise en vigueur et, de même, cette mise en vigueur peut être fixée par télégraphe; dans ce cas elle part du moment où le télégramme a été publié dans chaque localité;

« 6° La publication de lois du gouvernement par le Sénat dirigeant est supprimée. Le département de projets de lois près du Conseil des commissaires du peuple édictera des recueils de lois et arrêtés-lois;

« 7° Le C.C.E. des Soviets a le droit, en tout

temps, de suspendre, modifier, annuler tout arrêté du gouvernement.

« *Au nom de la République de Russie,*
« *Le président du Conseil des commissaires du peuple :*
« VLADIMIR OULIANOV-LENINE. »



Ce matin, Lenine publie l'arrêté sur le monopole des annonces. Elles ne paraîtront plus que dans les organes du gouvernement provisoire ouvrier et paysan à Petrograd et des Conseils des députés ouvriers et soldats locaux.

Comme d'habitude dans les documents signés Lenine, on prononce des peines terribles contre ceux qui se rendent coupables d'éluder la loi, de donner de la publicité masquée, etc.

Ainsi Oulianov-Lenine, qui a fait du journalisme et connaît les conditions matérielles dans lesquelles peut vivre un journal, s'arrange pour supprimer la liberté de la Presse

définitivement. Mais, au fait, de quoi vivait donc son journal le *Social-démocrate* à Genève? Il n'y aura plus de censure, car, sans annonces, les journaux mourront l'un après l'autre. Seul, vivra l'organe officiel du Soviet dans chaque ville. Seul il dispensera au peuple les vérités qu'il croira utile de répandre.

Les autocrates de l'empire russe depuis cent ans n'avaient pas eu l'idée géniale que Lenine réalise aujourd'hui. Sous le régime socialiste pur, il n'y aura place que pour l'orthodoxie maximaliste. Ne vous préoccupez de rien; ne pensez pas; dormez tranquille. « Ceux dont la lampe nocturne éclaire le monde » veillent pour vous à l'Institut Smolny. Ne les contredites pas. Ces prêtres et grands inquisiteurs du maximalisme sont irritables; si vous différez d'opinion avec eux, vous connaîtrez les cachots maximalistes.

La dernière opération militaire des troupes du Comité révolutionnaire a été dirigée aujourd'hui contre la Banque d'Etat. Un grand détachement comprenant quelques soldats de chaque régiment de la garnison s'est

rendu, musique en tête, à la Banque d'Etat à Sadovaïa. Le délégué du Comité et le colonel Mouraviev sont entrés; les employés et les ouvriers de la Banque, les soldats de garde du Siméonovski, les directeurs, les représentants de la Douma de ville étaient là. Le délégué remit un papier du gouvernement des hauts commissaires réclamant dix millions. Vives protestations, longue discussion; on fait remarquer que les commissaires n'ont aucun droit de s'adresser à la Banque, qu'ils doivent faire une demande au Trésor. On s'aperçoit, enfin, que le bon de réquisition n'est signé de personne. Mouraviev et le délégué, honteux, retournent à Smolny, emmenant la plus grande partie des soldats. Pendant que cette scène se déroulait à l'intérieur de la Banque, les commerçants de la Sadovaïa se hâtaient de fermer leurs boutiques et de verrouiller leurs portes. Ils jugeaient que les soldats, mis en appétit, s'empareraient peut-être de leurs biens, après avoir pris l'argent de l'Etat.

Trotski avait réuni les délégués des régiments pour préparer cette grande opération

militaire qui a sombré dans le ridicule. A la réunion, un soldat, le nommé Popof, avait élevé quelques objections contre la proposition de Trotski.

« — Je suis un simple soldat, avait-il dit, et, peut-être, je ne comprends pas bien les choses. Mais il me semble que nous nous engageons dans une histoire qui n'est pas claire. Nous avons contre nous les employés et les ouvriers de la Banque, et la Douma de ville. Si nous avons le droit pour nous, pourquoi faut-il des baïonnettes? Faites attention, mes frères, c'est l'argent, non de Petrograd, mais du peuple entier qu'on nous demande de prendre. Peut-être serons-nous maudits par toute la Russie... »

Trotski ne l'emporta que par une voix.

Le Soviet décide de réquisitionner dans chaque appartement bourgeois des couvertures et des vêtements chauds pour les besoins de l'armée. On voit là la mise en pratique des conseils de Lenine qui n'a jamais cessé d'inciter le peuple à dévaliser le bourgeois. Les réquisi-

tions seront faites par des matelots et gardes rouges. Ils pénétreront partout. Nous voilà bien !

Il faut avouer qu'il est au moins paradoxal de demander des vêtements chauds pour une armée qui ne fait plus la guerre, dont plus de la moitié a déserté, et dont ce qui reste va être licencié avant la paix immédiate qu'on lui promet.

La *Nouvelle Vie* qui, depuis peu, est dans l'opposition (!?) écrit assez plaisamment qu'étant donné le goût pour le commerce qu'a développé le soldat russe depuis la révolution, le bourgeois n'aura qu'à se rendre chez les revendeurs où il rachètera, à prix modéré, les objets dont il aura été dépouillé.. Il est certain que pas une couverture, pas une *chouba* n'arriveront dans les tranchées.



*27 NOVEMBRE.*

Lenine au Congrès des paysans nous donne ses vues sur le programme maximaliste et sur la tactique qu'il compte suivre.

Il déclare qu'il ne faut pas s'arrêter à des questions de détail, car la véritable question qui est devant eux est celle, non seulement de la révolution sociale russe, mais de la révolution mondiale. La confiscation des terres provoquera la résistance des capitalistes russes et étrangers à qui la grosse propriété foncière est liée étroitement par l'intermédiaire des banques. Lenine sait parfaitement que la grande masse des travailleurs et paysans est encore peu éclairée et ne peut réaliser elle-même le programme maximaliste. Mais quoi, s'écrie Lenine, attendrons-nous? Non :

« Si le socialisme ne peut se réaliser que lorsque le développement intellectuel de tous le permettra, nous ne verrons pas le socialisme, même dans cinq cents ans. Les éléments les plus avancés — dans l'espèce, le parti bolchevique — doivent entraîner la masse sans se laisser arrêter par le fait que la mentalité de la masse moyenne n'est pas celle qu'elle devrait être. Nous devons conduire les masses en nous servant des Soviets comme organes d'initiative populaire. »

*
**

Cependant, nos éternels discuteurs, les gens des fractions socialistes, se réunissent et parlent. Tseretelli, dont, à tort, j'attendais mieux, se perd en discussions chinoises à la conférence des zemstvos et des villes sur l'organisation d'un pouvoir nouveau et, pendant des heures, argumente sur la présidence, ses fonctions, la limite de ses droits, etc., etc. Ce pouvoir nouveau n'existera jamais. Mais Tseretelli et les autres parlent. Cela leur suffit. Ils me rappellent les cinq révolutionnaires exilés à Paris, membres de je ne sais quelle fraction de je ne sais quel parti, se réunissant pour décider entre eux comment ils nommeraient leur président, passant la nuit à discuter avec violence et finesse et se séparant au matin sans qu'aucun des cinq membres, ayant chacun son opinion, ait pu amener à sa façon de voir aucun de ses collègues. Ces révolutionnaires annonçaient toute la Révolution russe, son incroyable verbiage, sa bêtise subtile et sa stérilité essentielle.

*
**

*16/29 NOVEMBRE.*

Les élections à la Constituante sont terminées à Petrograd. Elles se sont passées dans un ordre parfait. Le nombre des votants est élevé. Les bolcheviques ont 451.587 voix; les cadets 245.628; 149.644 aux socialistes révolutionnaiées et aux autres partis. La garnison a voté rouge. Mais les cadets ont un nombre de voix considérable. Entre l'opposition libérale et le maximalisme triomphant, les fractions socialistes sont écrasées. Le groupe Plekhanof n'a pas 3.000 voix.

Les journaux maximalistes commencent une campagne, disant ouvertement que le pouvoir est aux Soviets et doit leur rester. Si la Constituante n'est pas à leur goût, ils lui régleront son affaire avec simplicité.

La Constituante est nommée au suffrage universel, direct et secret. Je laisse à penser ce que peuvent être des élections en Russie, qui fait aujourd'hui, pour la première fois, l'essai du suffrage universel. Mais enfin il n'en reste pas moins que, seule, la Constituante représentera, tant bien que mal, la volonté du

pays, tandis que le Congrès des Soviets, composé au mépris de l'opinion publique, exprime au mieux l'opinion de quelques millions d'ouvriers et de soldats sur plus de cent millions d'électeurs. Pourtant, il est certain que le pouvoir restera aux Soviets, car Trotski et Lenine ont les baïonnettes et savent s'en servir. Dans un grand discours hier, Lenine a prononcé ces mots pleins de sens : « Compte sur l'esprit, mais n'oublie pas le fusil! » Aussi, le 23 novembre, il arrête et emprisonne les membres de la Commission des élections à la Constituante. Cette Commission comprenait des membres de différents partis. L'impartialité de la Commission gêne les bolcheviques et la Commission est supprimée.

Le 20 du même mois, Lenine a déposé un projet de loi donnant aux électeurs le droit de révoquer leurs élus, même à la Constituante. Mais comment les électeurs feront-ils connaître leur désir? Le soin en est laissé aux Soviets locaux. Comme je l'ai dit déjà et comme je puis en apporter mille preuves, les Soviets ne sont plus composés que d'une poignée d'hom-

mes actifs et maximalistes qui mènent à leur gré les affaires locales et terrifient leurs débonnaires opposants. On voit ce que deviendra l'indépendance des Soviets locaux. Jamais régime n'a montré autant de mépris pour le suffrage universel que le régime démocratique de Lenine et de Trotski. Jamais autocratie n'a plus ouvertement disposé à son gré des suffrages des électeurs. Jamais l'expression de la volonté du peuple n'a été plus manifestement faussée que par ces démagogues audacieux.



Les commissaires ont déclaré eux-mêmes qu'ils instituaient le régime de la terreur. Ils s'en vantent. Chaque jour, ce sont de nouvelles arrestations; chaque jour des perquisitions. Les automobiles du Comité révolutionnaire ne suffisent pas à amener à Smolny les gens qu'on y transporte chaque nuit. Aujourd'hui le gouvernement dissout la Douma de ville qui n'a cessé de protester contre le coup de force bolchevique, qui est intervenue en faveur des prisonniers, qui a publié des appels et siégé chaque jour.

La Douma de ville est le seul corps représentatif de Petrograd qui ait une naissance légale. Elle a été élue par le suffrage universel, direct et secret. Elle est en immense majorité socialiste. Et on sait quelles sont les origines obscures et confuses des Soviets et ce qu'ils représentent. C'est eux, pourtant, qui parlent au nom du gouvernement démocratique de la Russie. Le maire Schreider est un vieux révolutionnaire qui a connu les prisons tsaristes. Aujourd'hui on le traite comme un Protopopof ou un Sturmer. La presse maximaliste déclare que la Douma de ville est un « nid de Korniloviens », que Martof Zederbaum, Martof, le kienthalien, Martof, l'internationaliste, est un réactionnaire avéré.

Décidément, on est toujours le bourgeois de quelqu'un. Il n'est que d'attendre. Seul, Lenine est l'homme à la gauche de qui il n'y a personne.

Mais, déjà, on parle d'un inconnu, d'un Bleichmann, un homme farouche et pur, un anarchiste, qui regarde avec mépris Lenine et son agitation puérile...

# CHAPITRE III

# BREST-LITOVSK ET PETROGRAD

## 1. Le conflit avec l'Angleterre et avec les Alliés

Le conflit avec l'Angleterre s'envenime.

Trotski déclare qu'il ne visera aucun passeport pour l'étranger aux sujets anglais avant que les deux compagnons arrêtés en Angleterre soient relâchés. La déclaration de Trotski rend toute réponse de l'Angleterre impossible. Elle ne peut céder à ce chantage. Est-ce cela que veut Trotski? A-t-il l'intention de précipiter une rupture? A entendre ses déclarations, il est difficile d'en douter.

Voici ce qu'il dit aujourd'hui, à la séance solennelle où le Congrès des paysans (1) s'est joint au C. C. E. des Soviets :

(1) Je n'ai pas parlé de ce congrès général des paysans car, en vérité, c'est une parodie de congrès présidé par Spiridonova, et qui ne représente exactement rien.

« Le gouvernement allemand s'est trouvé obligé de consentir à la proposition d'armistice formulée par la Révolution russe. Ce n'est pas la sympathie du gouvernement allemand pour le pouvoir des Soviets qui lui a dicté ce consentement. La vague du soulèvement populaire en Allemagne et en Autriche arrive jusqu'à nous. Et si l'empereur allemand a été obligé de recevoir les représentants de l'aspirant Krylenko et d'entrer en pourparlers avec eux, cela prouve que la révolution russe a posé solidement son pied sur la poitrine des classes dirigeantes de l'Europe. Nous sommes les partisans d'une paix universelle et honnête et, si les gouvernements des peuples alliés ne nous ont pas répondu et ne reconnaissent pas notre pouvoir, on portera à leur connaissance l'état d'esprit qui règne dans cette salle où est concentrée la volonté des ouvriers, des soldats et des paysans. Et les diplomates étrangers comprendront que le pouvoir des Soviets n'a pas besoin de leur sanction et de leur reconnaissance. Mais nous exigeons qu'ils nous disent s'ils consentent à entamer, le 2 décembre, à 17 heures,

en même temps que nous, des pourparlers relatifs à un armistice sur tous les fronts. Nous jetons cette question à la face de la diplomatie alliée et aux peuples. Notre question retentira dans le monde entier et, partout, les paysans et les ouvriers sauront que, le 2 décembre, les diplomates de tous les pays peuvent se réunir autour de la même table pour engager des pourparlers. Et si les diplomates opposent un refus, ils seront balayés par les masses indignées. »

A la même séance, le généralissime Krylenko prend la parole et est accueilli par des applaudissements enthousiastes. Lui aussi caractérise nettement la position du gouvernement des commissaires du peuple envers les Alliés :

« Dans notre proposition, nous avons parlé d'un armistice sur tous les fronts. Nous avons, par conséquent, tout fait pour prouver qu'il ne s'agit pas d'un armistice séparé. Mais si les Alliés ne nous donnent pas une réponse affirmative jusqu'au 2 décembre, nous demanderons si nous devons continuer à servir de chair

à canon pour les impérialistes anglo-français ou si nous devons décider de nos destinées nous-mêmes. »

Je ne sais ce qui parvient de tout cela à nos gouvernements. Il faut être ici, il faut lire les journaux, aller dans les assemblées, entendre les discours, causer avec les gens, voir l'aspect de la ville, les soldats débandés, les gardes rouges partout, les arrestations incessantes, pour arriver à réaliser l'état d'exaltation dans lequel vivent ces hommes qui ont le pouvoir, pour comprendre la hâte avec laquelle ils courent à la paix, à la paix à tout prix, à n'importe quelle paix, et combien peu ils s'occupent de nous qui, depuis plus de trois ans, avons mené la guerre côte à côte avec la Russie. Vouloir enrayer le mouvement, essayer de les ramener en arrière, folie! Si nous croyons devoir accepter la trahison et les menaces, bien; si nous jugeons que nos intérêts d'après guerre nous obligent à recevoir ces soufflets sans sourciller, soit.

Ce Krylenko, en séance, ne dit pas tout. Son voyage sur le front n'a pas été triomphal. Une

batterie russe a tiré — supposons par erreur — quelques obus sur le train du généralissime. Par crainte que des erreurs semblables se reproduisent, Krylenko fait annoncer qu'il renonce, pour l'instant, à retourner sur le front.

Mais il est une chose qui m'étonne plus que tout le reste...

J'ai lu le récit de la visite de Krylenko au front. J'ai lu qu'il avait renvoyé des généraux et que d'autres l'avaient reçu, mais il y a encore un grand nombre d'officiers loyaux, patriotes, qui ont approché de Krylenko et je n'ai pas lu... Non, j'attends encore avant de dire les causes de mon étonnement. Le fait est que Krylenko est rentré, sain et sauf, de l'unique visite qu'il ait faite sur le front pendant la guerre.

*17/30 NOVEMBRE.*

Nous restons ici et, en même temps, nous déclarons officiellement aujourd'hui ne pas reconnaître le gouvernement des commissaires du peuple. C'est ce qui résulte de la note que le

général Lavergne, représentant la France au G. Q. G. à Moghilev, a remise le 14/27 novembre au général Doukhonine :

« Excellence, le président du Conseil des ministres et ministre de la Guerre m'a chargé de vous déclarer ce qui suit : la France ne reconnaît pas le gouvernement des commissaires du peuple. Confiante dans le patriotisme du haut commandement russe, elle compte sur sa ferme intention de décliner tous pourparlers criminels et de maintenir l'armée russe en face de l'ennemi commun.

« En outre, je suis chargé d'attirer votre attention sur le fait que la question de l'armistice est une question gouvernementale qui ne peut être mise en délibération sans que l'avis des gouvernements alliés ait été préalablement demandé et que par conséquent aucun gouvernement n'a le droit de délibérer de lui-même sur les questions d'armistice ou de paix.

« Je prie Votre Excellence d'agréer l'expression de ma haute considération. »

Simultanément, le colonel Kert, chef de la mission militaire américaine près la Stafka, a

remis au général Doukhonine la communication suivante :

« Conformément aux instructions très précises de mon gouvernement, à moi transmises par l'ambassadeur des Etats-Unis à Petrograd, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance qu'étant donné que la République des Etats-Unis, en alliance avec la Russie, fait une guerre qui, dans son essence, est une lutte de la démocratie contre l'autocratie, mon gouvernement proteste résolument et énergiquement contre tout armistice séparé qui pourrait être conclu par la Russie.

« Je prie Votre Excellence de vouloir bien m'accuser réception par écrit de la présente et d'agréer l'expression de ma haute considération. »

Mais les Américains ne semblent pas avoir concerté leurs démarches. Car le même jour, le général Judson, chef de la mission militaire américaine en Russie, écrit de Petrograd au chef d'Etat-Major général la lettre suivante :

« Comme complément à ma lettre du 12/25 novembre 1917, concernant un passage de

journaux d'Amérique, je désire déclarer que ma lettre ne doit pas être considérée comme une indication que mon gouvernement se soit prononcé ou se prononce en faveur du triomphe en Russie d'un parti politique ou d'une partie de la population quelconque. Les Américains ont une grande sympathie pour tout le peuple russe, voient la situation compliquée où il se trouve et ne désirent se mêler de rien, si ce n'est pour aider à la solution de n'importe quel problème russe.

« Leur sympathie s'étend sur tout le peuple russe. Leurs représentants ici sont, maintenant, prévenus qu'aucune partie influente de la population ne désire une paix séparée immédiate ou un armistice, et il n'y a pas de doute que la Russie a tous les droits, dans la situation où elle se trouve, actuellement, de soulever la question d'une paix générale.

« Il n'y a pas de raison pour que les rapports des alliés envers la Russie ou envers une partie influente quelconque de la population, ne reposent sur une base des plus amicales.

« Je profite de cette occasion pour renou-

veler à Votre Excellence l'assurance de mon profond respect. (1) »

Il faudrait tout de même que les représentants de nos alliés d'outre-Mer se missent d'accord. Ils fournissent des armes à Trotski. Il est adroit et saura s'en servir.

Quand les notes paraissent, elles sont accompagnées d'une réponse de Trotski, nette, violente, injurieuse, comme à l'ordinaire.

« Le lieutenant-colonel Kert, représentant de l'Armée de l'Amérique près la Stafka, et le général Lavergne, chef de la mission militaire française, ont jugé possible de s'adresser, avec des documents officiels à l'appui, à l'ex-généralissime destitué par le Conseil des commissaires du peuple. De plus, les attachés militaires se permettent d'inviter le général Doukhonine à mener une politique franchement contraire à celle des commissaires du peuple. Une telle situation est intolérable. Personne n'exige des diplomates alliés actuels qu'ils reconnaissent le pouvoir des Soviets mais ce

(1) Le général Judson a été, par la suite, rappelé.

pouvoir responsable du sort du pays ne peut admettre que les agents militaires et diplomatiques alliés, dans tels ou autres buts, s'immiscent dans la vie intérieure de notre pays et essayent de provoquer la guerre civile. Un nouveau pas dans cette direction amènera infailliblement les pires complications, complications dont le Conseil des commissaires du peuple rejette d'avance toute responsabilité. »

*18 NOV./1er DECEMBRE.*

Des notes officielles sont publiées. Le gouvernement austro-hongrois annonce sa volonté d'entrer en pourparlers avec le gouvernement de la république russe pour la conclusion d'un armistice et d'un traité de paix générale.

Trotski répond avec dignité et par radio.

L'ambassade d'Angleterre communique la note suivante :

« En raison de nombreux bruits qui circulent dans la ville sur les rapports des ambassades alliées et le Conseil des commissaires du peuple, l'ambassadeur d'Angleterre, en atten-

dant des instructions définitives de son gouvernement, déclare ce qui suit :

« Dans une conversation avec le correspondant de l'agence Reuter, lord R. Cecil aurait déclaré que le gouvernement de Grande-Bretagne ne peut pas reconnaître le nouveau gouvernement russe et qu'il avait chargé son ambassadeur de s'abstenir de toute action pouvant être envisagée comme la reconnaissance par lui du nouveau régime.

« La lettre de M. Trotski à l'ambassadeur n'est arrivée que 19 heures plus tard, après que le commandement suprême des armées russes avait reçu le *prikaze* d'entrer immédiatement en pourparlers au sujet de l'armistice avec l'ennemi. De cette façon les alliés se sont trouvés devant un fait accompli, au sujet duquel il n'y a pas eu de pourparlers préventifs avec eux. Quoique toutes les déclarations de M. Trotski aient été communiquées à Londres, l'ambassadeur de Grande-Bretagne n'a pas la possibilité de répondre aux notes qui lui sont adressées par un gouvernement qui n'est pas reconnu par son gouvernement. De plus, des

gouvernements dont le pouvoir, comme en Angleterre, provient directement du peuple, n'ont pas le droit de résoudre des questions de telle importance tant qu'il ne sera pas établi que la décision prise par eux trouve l'approbation complète et le soutien de leurs électeurs. Voilà pourquoi ils ne peuvent pas se contenter de réponses non réfléchies. »

Trotski répond du tac au tac, car il veut avoir le dernier mot; il discute, il ergote. Il finit par dire :

« Il est évident que le Conseil des commissaires du peuple ne fait pas dépendre sa déclaration aux autorités militaires allemandes du consentement ou du refus des gouvernements alliés... »

Il faut citer Trotski. C'est le seul homme qu'ait révélé la Révolution russe. Il est bien fâcheux pour nous qu'il soit de l'autre côté de la barricade. Au service de notre cause, quel chef précieux! Mieux éclairé, quelle campagne il eût menée contre l'impérialisme allemand! Quelles paroles n'aurait-il pas trouvées pour montrer à l'armée épuisée la nécessité d'un.

effort dernier pour abattre le dernier rempart de l'autocratie. Avec quelle flamme il eût relevé ces ardeurs défaillantes! Ah! avec Trotski nous aurions fait des miracles. Son activité débordante, son intelligence, sa volonté tenace se trouvent servir — le voulût-il ou non — la cause de l'Allemagne.

Voici ce qu'il dit de nous aujourd'hui au Soviet de Petrograd.

« En ce qui concerne nos alliés, toutes les informations que nous avons reçues montrent qu'ils sont dans un désarroi profond, car seul un tel désarroi peut expliquer l'apparition des deux documents provenant des Américains, publiés aujourd'hui, qui se contredisent, sans compter que l'auteur du premier se trouve être le subordonné du second. »

Trotski déclare en outre qu'il a reçu à Smolny la visite de deux Américains qui l'ont assuré que l'état d'esprit du peuple des Etats-Unis est reflété exactement par la déclaration de Judson et non par celle de Kert. Trotski dit que c'est également son avis :

« Cela provient non pas de ce que les im-

périalistes américains aient éprouvé tout à coup des sympathies platoniques pour le peuple russe, mais de ce que les diplomates américains ont compris que la révolution russe est forte; ils sont impuissants à la vaincre et c'est pourquoi ils veulent nouer des relations amicales avec nous, estimant que c'est un moyen excellent de faire la concurrence aux Allemands et aux Anglais après la guerre. Mais l'attitude des impérialistes alliés ou ennemis ne nous intéresse pas. Nous avons fait et nous continuerons à faire énergiquement une politique indépendante, sans nous préoccuper de l'attitude que les autres prendront à notre égard. »

Parlant des relations avec l'Angleterre, qui sont devenues particulièrement tendues, Trotski souligne que, sur cette question, il voudrait avoir l'appui moral des Soviets. Après avoir exposé dans quelles conditions il a été amené à interdire aux Anglais de quitter la Russie, Trotski raconte qu'il a reçu la visite du consul anglais, qui lui a demandé ce qu'il

arriverait si la réponse du gouvernement anglais se faisait attendre.

« Sans une minute d'hésitation, j'ai répondu au consul que, par suite du mauvais vouloir du gouvernement anglais, on continue à garder nos camarades dans les camps de concentration anglais, et que le gouvernement révolutionnaire juge indispensable d'agir de même avec les Anglais qui font une politique contre-révolutionnaire en Russie. Il faut que nos alliés et nos ennemis comprennent qu'il est temps de mettre un terme à la manière dont les Russes ont été traités à l'étranger. Il faut qu'ils sachent maintenant que tout citoyen russe, fût-il simple ouvrier ou soldat, qui se trouve à l'étranger, est sous la protection du pouvoir révolutionnaire de la Russie. »

Répondant ensuite à une série de questions, Trotski déclare que la Stafka de Doukhonine est complètement isolée et qu'on peut s'attendre à sa chute imminente, dans quarante-huit heures au plus tard.

Au sujet de la démobilisation et de la libération des vieilles classes, Trotski déclare que

la libération des vieilles classes a déjà commencé ainsi que les travaux en vue de la démobilisation. Il est indispensable de prendre des mesures pour protéger le matériel et les chevaux, qui ont une très grande valeur. En ce qui concerne les armes, on envisage la solution suivante : tout soldat qui n'est pas taré par acte de trahison ou de contre-révolution devra conserver son fusil. De cette façon, on établira la base de l'organisation « garde rouge » dans les villages.

Je demande si les sous-officiers pourront emmener chez eux les mitrailleuses; et les officiers bolcheviques — il y en a! — auront, sans doute, le droit de s'emparer des canons pour assurer définitivement la victoire de la démocratie sur les horribles bourgeois.

Vers six heures, je vais voir le maire, M. Schreider, et cause avec lui du décret de dissolution. Il ne croit pas que les bolcheviques osent envoyer la force armée contre la Douma de ville. Elle continuera à siéger et à ignorer le décret de dissolution.

*19 NOV./2 DECEMBRE.*

Le maire a été arrêté à cinq heures du matin, dans son domicile, par ses camarades socialistes un peu plus rouges que lui. Il a déjà connu les prisons du tsar. Il fait connaissance avec les cellules qu'emplit le régime terroriste de deux maximalistes qui ne se contentent pas de théories et de divagations, mais qui réalisent, qui réalisent impitoyablement...

Antonof, dont on ne sait rien, sinon qu'il est, par un coup de fortune, nommé, lui civil, au commandement militaire de la région de Petrograd, déclare avec simplicité « qu'il éternue sur les alliés ». Dieu le bénisse.

Les membres en liberté de l'ancien gouvernement provisoire que l'on croyait morts, se rappellent à notre attention et donnent encore quelques faibles signes de vitalité, en publiant un appel au peuple russe, où ils déclarent que les maximalistes ont usurpé le pouvoir, qu'ils représentent le seul gouvernement légal en Russie et qu'ils en profitent pour convoquer la Constituante à siéger à la date du 28/11 dé-

cembre. Ayant ainsi parlé, ils rentrent dans l'ombre, dont ils sont sortis et, lorsque les gardes rouges et marins de Trotski, exaspérés, viennent les arrêter, ils ont disparu.

A Petrograd, les délégués du 19e corps sont arrivés. Le 19e corps est un des meilleurs de ce qu'on appelait l'armée russe. Les délégués ne trouvent pas de mots pour qualifier l'état de la garnison de Petrograd. Je cite leur rapport, car on pourrait croire en France que je suis enclin à donner des renseignements trop pessimistes sur la situation actuelle. Je suis toujours au-dessous de la vérité...

« L'inactivité la plus complète règne dans les régiments de Petrograd. On ne fait plus l'exercice et la garde est montée très rarement. Parmi les soldats, en particulier dans les régiments de la garde, le jeu de cartes a pris des proportions extraordinaires. Dans certains régiments, les soldats jouent toute la nuit et passent la journée à dormir. Les enjeux sont considérables. Quand ils ont perdu leur argent, les soldats s'embauchent pour des tra-

vaux, par exemple pour le déchargement des marchandises arrivant dans la capitale, ou bien ils font du commerce. Après avoir amassé un peu d'argent, ils reviennent au jeu. En un mot, le soldats de Petrograd sont des « pensionnaires d'Etat », recevant logement, chauffage, éclairage, habillement et solde, et se refusent à tout travail. »

A sept heures du soir, le maire a été relâché.

On avait arrêté, en même temps que lui, plusieurs journalistes. On les garde à Smolny.

Je ne puis m'empêcher de relever une phrase de Bazarof dans la *Nouvelle vie*, de Maxime Gorki. Il écrit : « Il s'agit des conséquences réelles et concrètes qu'entraînera une convention séparée avec les Austro-Allemands. *Nos nouveaux alliés...* »

Nos nouveaux alliés! Le bonheur de Bazarof passe ses espérances. Avant même l'armistice, il peut parler de l'Allemagne et de l'Autriche comme des alliés de la Russie. Ce bon travailleur voit sa tâche achevée et remercie les dieux.

## 2. La Seconde Conférence de Brest-Litovsk

La délégation du gouvernement des commissaires du peuple est partie pour le front. Elle comprend six membres des Soviets, dont Joffe, président; Kamenef-Rosenfeld, plus un matelot, un soldat et un ouvrier. Ces trois derniers joueront le rôle du chœur de la démocratie, et par eux le prolétariat russe s'assoira en personne, et non par représentants, à la table princière de Léopold de Bavière.

Scène merveilleuse, que n'en suis-je le témoin! Matelot, soldat, ouvrier, je voudrais vous suivre. J'aimerais entendre vos voix dans cette conférence auguste de la paix. Mais, peut-être, n'oserez-vous pas parler? Avez-vous seulement le vocabulaire nécessaire? Il ne s'agit pas ici d'une réunion publique. Et puis les regards glacés de tous ces officiers allemands couverts de décorations! Ces regards directs, hautains, comme ils sont gênants! Enfin! vous aurez quelques bonnes heures, car le train spécial qui vous amènera de Dvinsk à Brest-Litovsk, le train où vous aurez chacun votre

coupé de première classe et des draps de lit bien blancs (enlevez vos bottes, camarades!) ce train, si je ne me trompe pas, aura un wagon-restaurant et une cave bien garnie et, sans doute, de la vraie fine champagne de France. Ah! que vous dormirez bien, après un souper prolongé, que vous dormirez agréablement avec de beaux rêves dorés comme n'en ont pas les rois (l'habitude, l'habitude qui émousse tout) dans le train spécial qui vous conduira au grand quartier général du commandant en chef des troupes allemandes.

Pendant que nos gens filent, Trotski et Lenine publient un appel aux soldats allemands, où ils les adjurent, au nom du socialisme, d'assurer une paix démocratique immédiate. Ils parlent de K. Liebknecht, qui est en prison, d'Adler qui y est aussi. Ils finissent par le cri de : « Vive la Révolution sociale internationale! »

Trotski et Lenine croient-ils sérieusement que la délégation russe va se trouver en face de socialistes allemands à Brest-Litovsk? Qui espèrent-ils tromper ici? Ils veulent la paix et

la traitent avec les représentants de Sa Majesté l'empereur d'Allemagne. Pensent-ils faciliter les transactions de paix par un appel à la révolution? Ils sont dans les mains de l'Allemagne impérialiste. Qu'ils prennent garde à ne pas irriter leur maître redoutable.

Six officiers d'état-major du ministère de la Guerre et trois officiers d'état-major de la Marine accompagnent la délégation à titre technique.

*21 NOV./4 DECEMBRE.*

Krylenko, généralissime, a pris la Stafka, centre de contre-révolution, où résidait l'ex-général en chef Doukhonine, où siégeait le comité des délégués des armées, où il y avait des bataillons de choc, et des Saint-Georges. Il n'y a pas eu de bataille. Des discours ont remplacé les balles; cela, à la mode russe. On s'est rendu à la première harangue. Il n'y a pas eu de sang versé, sauf, toutefois, celui du général Doukhonine.

Il a été massacré dans des conditions particulièrement ignobles, cela aussi à la mode de

la révolution russe, à la mode de Wiborg. Il s'était rendu, et était gardé dans le train qui devait l'emmener à Petrograd, par des marins de l'*Aurore*. Je note en passant qu'on trouve des marins partout en Russie aujourd'hui, sauf, sans doute, dans la flotte. Ils sont à Petrograd, à Moscou, à Kiev, à Brest-Litovsk. Ils marchent contre Kaledine. Ce sont des marins de terre ferme. Une foule de soldats et de marins se rassembla exigeant que le général lui soit livré pour être jugé (!) sur-le-champ. Krylenko assure qu'il s'interposa et risqua sa vie pour le défendre. Le fait est que Krylenko est en bonne santé et que le général Doukhonine fut à la lettre déchiqueté en petits morceaux par ces brutes.

Les chefs des missions militaires alliées ont quitté la Stafka pour ne pas entrer en rapports officiels avec le Krylenko. Ils sont partis pour le Sud, à Kiev, sans doute. Mais on est sans nouvelles.



Les gardes rouges et les marins (toujours!)

ont envahi la Douma de ville et l'ont dispersée à la force des baïonnettes.

Je ne sais pourquoi, un mot spirituel du prince Napoléon me revient à la mémoire : « On peut faire beaucoup de choses avec les baïonnettes, sauf s'asseoir dessus ».



Le général Kornilof s'est enfui de Buikhof, à temps, pour éviter aux massacreurs de Doukhonine la peine d'un nouveau lynchage.

Ce que l'on rapporte sur cette évasion est fort amusant. J'ai raconté comment le général était gardé par de fidèles Turcomans. Leur commandant, le lieutenant-colonel Ergard, vit arriver, il y a trois jours, un officier d'état-major qui lui remit un pli officiel. Ce pli était signé du procureur Chablovski, président de la Commission d'enquête dans l'affaire Kornilof, et enjoignait à Ergard de mettre en liberté ses prisonniers. Ergard conçut des doutes sur l'authenticité du document et voulut téléphoner à la *Stafka*. Le fil était coupé, la *Stafka* étant assiégée. Cependant le bruit de la libération

prochaine de Kornilof s'était répandu dans la ville. Les Turcomans qui adorent « leur » général exigeaient sa mise en liberté immédiate. Ils le libérèrent et, devant le gymnase de filles où il était enfermé, les quatre cents Turcomans s'alignèrent à la parade; le général les passa en revue et les Turcomans le nommèrent leur chef. Kornilof libéra alors les autres prisonniers, les généraux Denikine, Orlof, Vannoski, en tout une vingtaine de personnes. Des chevaux étaient prêts. Le brillant état-major se mit en tête des quatre cents Turcomans et la petite troupe partit dans la nuit, prenant la direction du Sud.

Il y a un millier de kilomètres à travers pays de Bykhof à Novotcherkask. Voilà un beau roman d'aventures qui commence!

On s'imagine l'émoi à Smolny. Kornilof en liberté! Kornilof dans le Don, avec Kaledine, Alexief, Savinkof! La résistance dans le Sud prend de la force. Sur les rives du Don sont les plus grands noms de Russie et Kornilof est un bon général!

*23 NOV./5 DECEMBRE.*

Aucunes nouvelles des pourparlers d'armistice. Pourtant, on nous avait promis que nous serions tenus au courant de la discussion heure par heure. Que se passe-t-il! On assure que Smolny est nerveux.

*24 NOV./6 DECEMBRE.*

Nous savons tout, ou presque tout. La mauvaise humeur de Smolny s'explique. La première entrevue a abouti à un échec. La délégation n'a pas pu conclure l'armistice. Une nouvelle entrevue est fixée au 28 nov./10 décembre.

Voici les détails de l'affaire où la démocratie maximaliste a subi sa première défaite. Mais d'abord représentons-nous les héros de la scène qui s'est déroulée à Brest-Litovsk, au G. Q. G. du front austro-allemand oriental. Voici d'abord les délégués russes maximalistes et communistes qui, par un coup heureux du sort, sont les maîtres précaires du plus grand empire du monde et du plus arriéré; une pe-

tite bande d'agitateurs pâles, sortis depuis peu de prison ou d'exil, gens sans passé, sans racines dans leur pays, internationalistes qui ont dépensé leur activité en discussions théoriques et stériles, hommes qui se grisent de leurs paroles et de ce qu'ils croient être leurs idées, sans contact avec la réalité, sans expérience des affaires et de la vie, avides de prêcher leur évangile communiste. En face d'eux, rasés, bien nourris, sanglés dans leurs uniformes, couverts de décorations, des officiers prussiens, représentant la caste la plus fermée, la plus traditionnelle, la plus hiérarchique du monde, hommes qui ne connaissent que la force et qui sont insensibles à la dialectique marxiste. Ils pensent l'épée à la main.

Au premier choc, ils mettent en déroute les rêveurs de Petrograd. Brouillons et agités à l'ordinaire, ceux-ci ouvrent la discussion en parlant de la paix démocratique qu'ils veulent sur les bases trop connues. Les Allemands répondent qu'ils sont des officiers et qu'ils n'ont qu'à discuter un armistice militaire et ses conditions techniques. Les délégués russes se

replient en désordre sur leur seconde ligne de bataille. Ils énoncent leurs conditions d'armistice :

1° Evacuation par les Allemands des îles du golfe de Riga;

2° Engagement que prendront les ennemis de ne transporter, pendant la durée de l'armistice, aucunes troupes du front oriental sur le front occidental.

Le général Hoffman répond avec hauteur qu'une telle proposition ne peut s'adresser qu'à une nation vaincue. L'Allemagne n'est pas ici en position de puissance battue, mais de pays victorieux.

Les Russes parlent d'armistice général sur tous les fronts.

Les Allemands opposent qu'ils ne voient en face d'eux que des Russes, que les représentants des alliés sont absents et qu'ils ne traiteront de l'armistice que sur le front oriental.

A leur tour, ils indiquent leurs conditions.

Quelles sont-elles? On ne nous le dit pas. On n'ose pas nous le dire. Nous savons seulement que les Allemands veulent un armistice de

quatorze jours, au lieu des trois mois demandés par Trotski. Ils consentent à vingt-huit jours avec prolongement possible. Ils refusent de se rendre à Pskov pour la seconde entrevue qui aura lieu le 28 nov./10 décembre.

Et, la délégation russe battue rentre à Petrograd chercher un réconfort et des instructions.

Smolny n'est pas content. Smolny déclare que les alliés qui font grève aux pourparlers d'armistice ne pourront pas se plaindre si leurs intérêts ne sont pas suffisamment défendus (!) La manœuvre de Smolny est visible. Il veut rendre les alliés responsables. Il excite la colère de sa clientèle contre eux. Ainsi pourra-t-il plus facilement accepter la paix séparée à laquelle il marche, après avoir promis une paix universelle.

Les espoirs des Soviets de faire une propagande pacifiste et maximaliste dans les rangs de l'armée allemande échouent. La convention fixe que, pendant les pourparlers et l'armistice, il n'y aura pas de fraternisation sur le front, et que les vols d'avions sont interdits au-dessus des lignes ennemies. Comment fera-

t-on passer les appels de Lenine et de Trotski? Ainsi toute communication est coupée entre l'Ivan russe et le Hans allemand. La *Pravda* est en colère et s'adresse aux peuples allemand et autrichien. Mais la voix de la *Pravda* se perd dans les immensités russes et n'arrive ni sur les bords de la Sprée, ni sur ceux du Danube.

Dès aujourd'hui, nous pouvons dire que nous sommes loin de la paix démocratique universelle promise au monde entier par les meneurs de la démocratie russe, de la paix imposée aux gouvernements impérialistes par les prolétaires soulevés. La paix, si paix il y a, sera une paix séparée, honteuse, que dictera l'Allemagne, glaive au poing, à la Russie tombée dans la boue.

*24/7 DECEMBRE.*

On ne parle que de l'interruption des pourparlers. On raconte mille choses. On assure que les propositions posées par l'Allemagne pour la conclusion de l'armistice ont consterné les délégués russes. Les Allemands auraient

demandé l'occupation de Petrograd, assurant une complète liberté individuelle à chacun, et la convocation de la Constituante dont les travaux ne seraient en aucun cas troublés.

Où est la vérité? Smolny qui a publié les traités secrets, Smolny qui a promis de tout dire ne dit rien. Mais la vérité, nous la saurons tout de même.

En attendant, Trotski publie une note aux ambassadeurs pour les sommer de répondre par oui ou par non à la question : « Voulez-vous prendre part à la prochaine conférence d'armistice? »

Il finit par demander aux alliés de publier leurs buts de guerre.

Chose étrange, la note est sur un ton modéré. Elle ne contient pas de menaces. A la lire, on comprend l'étendue de la déception qu'a causée à Smolny l'échec de la première conférence.

*26/8 DECEMBRE.*

On communique les détails de l'armistice provisoire conclu jusqu'à la seconde confé-

rence, finalement fixée au 4/17 décembre. Les délégués russes qui ont subi un échec essaient de sauver la face par des explications embarrassées. Ils disent, « qu'ils ont compris très nettement que les délégués allemands étaient placés dans une situation les contraignant au maximum de concessions et qu'ils sentaient clairement que, s'ils repoussaient les justes prétentions de la Russie révolutionnaire, ils soulèveraient, du même coup, un flot d'indignation en Allemagne... Il doit apparaître clairement aux impérialistes allemands que la Russie révolutionnaire, en présentant ces conditions, s'appuie surtout dans ses calculs pour une issue victorieuse de la lutte qu'elle a entreprise en faveur de la paix sur le mouvement révolutionnaire qui mine les bases de l'impérialisme en Allemagne même. »

Et Kamenef, avant de quitter le front russe, n'hésite pas à dire, dans un meeting aux soldats : « Nous n'allons pas à Brest comme des plénipotentiaires chargés de traiter de la paix. Nous y allons comme des juges. Et à nos

tribunaux nous ferons comparaître les gouvernements! »

Mais j'aime mieux le petit détail suivant qui a un accent véritable : « Dans une séance non officielle, les Russes demandèrent que la critique faite par eux des propositions allemandes fût portée à la connaissance du peuple allemand. Le général Hoffman répondit qu'il était tout disposé à répandre la littérature bolcheviste en France, en Angleterre, en Italie, mais non en Allemagne. »

### 3. Au Commissariat des Affaires étrangères

Je passe près d'une heure au commissariat des Affaires étrangères, morne, désert. On y a demandé ma secrétaire soi-disant pour qu'elle y travaille dans la section occidentale, en réalité pour entrer en contact avec moi. D'après le sous-ordre qui l'a reçue, Trotski et le ministère aimeraient faire passer des nouvelles officieuses sur leur activité au *Petit Parisien*. L'idée de Trotski me paraît ingénieuse

et intelligente. S'il ne s'agit que d'informations, je puis les communiquer en donnant la source. La censure française en fera ce qu'elle voudra. On me promet que mes télégrammes passeront rapidement. Le second de Trotski, Zalkinde, me prie d'aller le voir. Je me rends auprès de lui.

Accueil étrange. Son premier mot :

— A quoi puis-je vous être utile?

— Pardon, dis-je, il y a erreur. Ce n'est pas moi qui vous ai demandé un rendez-vous, mais bien vous qui m'avez prié de venir.

L'entretien commence mal. Le maigre et myope Zalkinde, en demi-uniforme de soldat, me dit que si j'ai des questions à lui poser il y répondra. Il ajoute tout de suite, avec la parfaite maladresse d'un homme qui n'a jamais fait de diplomatie :

— Nous connaissons du reste le *Petit Parisien* et n'avons aucune confiance dans les journaux bourgeois.

— Alors, que fais-je ici? J'imaginais que M. Trotski, à qui je crois de l'intelligence, avait compris l'utilité de faire passer des in-

formations dans un journal de tirage immense, même bourgeois. Me suis-je trompé? Vous devez être, du reste, assez embarrassé pour donner des nouvelles en France. Nos journaux socialistes ne sont pas avec vous. Et puis, le seraient-ils, auraient-ils les moyens de dépenser quatre ou cinq mille roubles par mois pour télégraphier vos communiqués? C'est tout de même une chose curieuse, monsieur : l'ouvrier chez nous, le soldat dans les tranchées, s'il a un sou à dépenser, achète le *Petit Parisien,* journal bourgeois, de préférence à l'*Humanité!* Enfin peu importe, pourquoi m'avez-vous fait venir?

Ici, Zalkinde entre dans des explications confuses. Il faut une demi-heure pour y trouver un sens précis au milieu de mille folies. Il veut faire savoir à la France que le gouvernement des commissaires, dans un accès de *don-quichottisme* (textuel), est décidé de faire de la question du non-transfert des troupes ennemies sur le front occidental, une condition *sine qua non* de la conclusion de l'armistice.

— Et si l'Allemagne ne l'accepte pas?

— Alors, nous ferons la guerre!

— Avec quelle armée? Vous avez de vingt à trente hommes par compagnie, et pas d'officier.

— Qu'importe! Du reste, cela est faux. Nous savons parler aux soldats. Nous l'avons montré. Nous les jetterons sur l'Allemagne. Nous renverserons l'empire. Et, sachez-le, nous sommes de force à nous battre contre le monde entier; nous détruirons la France impérialiste, l'Angleterre, l'Amérique.

Il continue à divaguer. En passant, il m'explique pourquoi l'Allemagne a versé cinq millions au *Journal*, où se faisait la campagne « Des canons, des munitions! »

L'Allemagne a intérêt à ce que la France chauvine continue la guerre. Les intérêts de la classe dirigeante allemande sont les mêmes que ceux de la bourgeoisie française. Il lui faut une guerre qui ne finisse pas...

Je sors de son cabinet comme de la cellule d'un fou.

*26/9 DECEMBRE.*

La presse maximaliste donne des pages et des pages sur la conférence de Brest-Litovsk : les procès-verbaux au complet, les impressions des membres de la délégation, les discours de Kamenef. Il ne s'y trouve rien d'essentiel que je n'aie noté déjà.

Ces documents ont un intérêt psychologique. Dans les propos de la délégation russe, on ne sait ce qu'on doit le plus admirer : la naïveté de nos gens, leur incroyable assurance, la conviction — qui n'est pas affectée — « qu'ils font peur aux Allemands », le sentiment profond de leur supériorité, leur allure de prêtres chargés d'une sainte mission.

Ce trait est caractéristique de toute la Révolution russe. Ses apôtres, dès le premier jour, ont parlé au monde entier. Les partis socialistes européens, organisés, solides, puissants, comme ils les méprisaient ! Les A. Thomas, les Vandervelde, les Henderson, les Broukère leur faisaient l'effet de petits bourgeois ratatinés, sans idées, sans envol, sans ampleur, perdus

dans de médiocres calculs, empêtrés dans des tactiques surannées. La pensée russe, elle, ne connaît pas d'obstacles. Elle embrasse les continents, elle domine le monde. Les socialistes russes nous ont toujours parlé comme à des écoliers. Ils n'ont pas besoin d'expérience. Ils ont la foi qui suffit à tout. Dans les steppes glacés de la Sibérie, où leur voix se perdait dans des immensités mortes, ils ont eu une Révélation. Maintenant, ils la prêchent au monde et ils sont assurés que le Verbe leur donnera la victoire.

### 4. — Le couvent de Smolny

*27/10 DECEMBRE.*

Les lieux et les monuments ont leur destin.

L'institut Smolny était un couvent.

Lénine et Trotski y sont cloîtrés. Ils n'en sortent pas. Ils y couchent, ils y mangent, ils y reçoivent, ils y travaillent, ils y parlent.

Tout se répète dans l'histoire russe. Les

tsars autocrates ne se montraient pas à leurs sujets. Entre eux et leur peuple, aucune communication, ils sont enfouis dans leurs palais. Ils ne se promènent pas dans la ville. S'ils voyagent, leur départ est tenu dans le plus profond secret. Qui, depuis dix ans, a vu la face de Nicolas II dans Petrograd? Ce sont des despotes asiatiques. Le grand roi avait une existence mille fois plus magnifique que celle des tsars, mais non plus mystérieuse.

Et aujourd'hui, Lenine et Trotski, comme les empereurs de naguère, se cachent. Ils sont là-bas, au bout de la ville, dans un grand bâtiment jaune, entouré de grilles. A l'entrée, des mitrailleuses, des gardes rouges des marins armés. A chaque porte, dans le bâtiment, des sentinelles, baïonnette au canon. Partout, il faut montrer son laissez-passer. Quels prisonniers d'Etat garde-t-on, ici? C'est la résidence des dictateurs terroristes. Ces deux hommes qui ont la Russie sous leurs bottes, qui renversent à coups de décrets l'armature ancienne qui soutenait un peuple et une société, à qui obéissent quelques millions de soldats, qui

traitent d'égal à égal avec les empereurs d'Allemagne et d'Autriche, qui arrêtent chaque jour cent citoyens, qui ferment des journaux et obligent les magasins à ouvrir, qui dévalisent la Banque d'Etat et insultent les alliés, ces deux hommes, au fond d'une cellule de l'institut Smolny, frissonnent à l'idée d'un attentat. Ils n'osent sortir. Qui a vu dans Petrograd Lenine et Trotski, depuis qu'ils y sont puissants? Dans quelle cérémonie publique ont-ils apparu? Trotski ne peut aller changer de linge chez lui, de peur que les locataires de sa maison bourgeoise, et le suisse même, ne l'assassinent. A Smolny, dans ce Smolny gardé par mille gardes rouges, il a un revolver dans sa poche et la main près de sa poche. L'autre jour, par hasard, il rencontre un de nos confrères étrangers qui, enchanté de l'aubaine (Trotski ne reçoit pas de journalistes), s'approche et salue. Trotski, un peu myope, voit un geste de bras, fait un saut en arrière et porte immédiatement sa main à la poche pour prendre son revolver. Ces hommes tout-puissants tremblent de peur. Ils savent que, con-

tre le pouvoir autocratique, la Russie a toujours su se défendre par des bombes et que leur heure viendra.

Que j'aimerais les voir, avant qu'ils disparaissent de la scène! Que je voudrais les percer de mes regards! Les voir parler, marcher, écouter, gesticuler; que j'aimerais étudier leur contenance, tâcher de lire dans leur âme! J'imagine que Lenine à l'œil d'un mystique ou d'un fou. Et, je crois, je retrouverais dans l'œil de Trotski cette inquiétude, cette mobilité, ce soupçon éternel que j'ai vu dans l'œil de Nicolas II.

Je me promène dans les sombres couloirs de Smolny, espérant qu'un hasard heureux me fera croiser Lenine et Trotski..

Je ne rencontre que des gardes rouges, des marins, des soldats traînant leurs bottes, et les faces pâles d'agitateurs juifs.

## 5. — La pseudo-ouverture de la Constituante

*29/12 DECEMBRE.*

Les membres de l'ancien gouvernement pro-

visoire sont ressuscités un jour pour convoquer la Constituante à siéger le 28/11 décembre. Et voici qu'hier, jour déclaré férié, une grande manifestation s'est faite dans la ville pavoisée. Une quarantaine de députés ont été accompagnés par plusieurs milliers de manifestants au palais de Tauride, avec orchestre et bannières. Il y avait, dans cette foule, de petits fonctionnaires, des marins, des soldats, des musiques militaires, des ouvriers des grandes usines Poutilof et Oboukhof, marchant sous l'étendard : « Tout le pouvoir à la Constituante ! »

Le gouvernement de Smolny n'avait pas cru à la manifestation et à l'ouverture de la Constituante. Ces calculateurs impitoyables n'avaient rien prévu, n'avaient pris aucune mesure. Dix mille manifestants ont défilé dans Nevski, Litheiny, et sont arrivés au lointain palais de Tauride, aux sons de la *Marseillaise*, sans que personne s'opposât à leur marche triomphale. Skobelef, social-démocrate minimaliste, Deutsch, et un marin, ont harangué la foule et maudit les bolcheviques.

La garde du palais n'a offert aucune résistance. Les députés, suivis d'un immense cortège, sont entrés. Le maire de la ville Schreider a déclaré la Constituante ouverte. Tchernof a présidé la seconde partie de la réunion, qui a décidé de se réunir chaque jour jusqu'au moment où les députés seraient assez nombreux pour que les séances soient légales.

Smolny est furieux, Smolny écume de rage. Ce matin, les commissaires publient un décret ordonnant aux Soviets locaux d'arrêter tous les chefs du parti cadet, c'est-à-dire tous les députés cadets, car un député est évidemment un chef.

La comtesse Panine, Vinaver, Koutler, Chingaref, Dolgoroukof, Kokochkine sont déjà emprisonnés.

Le gouvernement des commissaires, comme on le voit, n'hésite devant rien. Il est décidé à employer la force que lui donnent les baïonnettes. La Constituante sera brisée comme un fétu de paille. Elle sera bolchevique ou elle ne sera pas.

Après les cadets, viendront les socialistes

révolutionnaires. Hier déjà, on a perquisitionné au siège du Comité du parti et chez Tchernof lui-même. On n'a pas arrêté ce dernier. Ce sera pour demain. La *Pravda* assimile les socialistes révolutionnaires aux bourgeois.

Pour peu que Dieu prête vie à Lenine et Trotski, la Constituante, réduite, mais essentielle, sera rouge, rouge sang.

Aujourd'hui, les deux dictateurs ont réparé la faute d'hier. Huit mille soldats sont campés autour du palais de Tauride. Quatre compagnies occupent le palais avec mitrailleuses. Un officier, bolchevique de Riazan, est nommé commandant militaire du palais de Tauride. C'est un homme qui ne plaisante pas avec la consigne. Il dispersera par la force des armes, s'il le faut, toute réunion à l'intérieur du palais. Lenine ouvrira la Constituante lui-même, quand il le voudra, c'est-à-dire quand quatre cents membres (sans doute bolcheviques) seront présents.

J'imagine que la Constituante ne se réunira jamais, ou qu'il y aura deux Constituantes,

une à Petrograd, l'autre je ne sais où,à Kief, Voroneje ou Novotcherkask. Celle de Petrograd sera bolchevique. A l'autre, se rendront tous les membres des fractions socialistes et les cadets qui trouveront, avec quelque raison, que les garanties de travail indépendant sont insuffisantes à Petrograd.

Lenine et Trotski semblent avoir prévu le coup. Ce n'est pas pour rien qu'ils ont lancé un décret sur le rappel des membres qui ne représentent plus (suivant eux) l'opinion de leurs électeurs. Chaque Soviet central d'arrondissement électoral où auront été nommés des S. R. ou des cadets, démissionnera son député et le remplacera par un pur maximaliste.

Le coup est vraiment ingénieux. Et il réussira, car, dans ce pays amorphe, on peut tout faire si on a le courage de ne reculer devant rien...

*30 NOV./13 DECEMBRE.*

Trotski, tant qu'il a les mains libres, se hâte d'agir. Il a envoyé la délégation à Brest-Li-

tovsk pour la seconde conférence. Il donne un communiqué aujourd'hui, dans lequel on voit apparaître pour la première fois le mot « paix ». Voici la phrase :

« Après une interruption de huit jours, la délégation russe est repartie pour Brest-Litovsk, pour continuer les pourparlers d'armistice. La délégation russe a mandat, si l'armistice est signé, *d'entrer dans des pourparlers de paix.* »

Le reste de la note est pure phraséologie : « Les principes de la paix démocratique », « l'indépendance des peuples », « la responsabilité des alliés », ce sont des mots vides de sens.

Trotski veut une paix séparée, immédiate, quelle qu'elle soit, la paix tout de suite, celle que l'Allemagne voudra bien donner. L'accord est fait. Les pourparlers sont une comédie. On s'est entendu avant le lever du rideau. Trotski signera la paix avant que la Constituante soit réunie.

Comme il se hâte, Trotski, comme il a peur que quelque chose d'imprévu ne survienne

avant que tout soit fini! Quelle fièvre il montre! Arrestation des cadets, arrestation hier de quatre comités de régiments qui ne donnent pas toutes garanties, renversement de tout l'édifice judiciaire, création foudroyante de tribunaux spéciaux « populo-révolutionnaires », composés de dix soldats, marins, ouvriers et ouvrières « choisis parmi les plus dévoués au peuple et nommés par le gouvernement des Soviets », suppression de la commission d'organisation des troupes polonaises (suspectes), Kaledine et tous les chefs cosaques mis hors la loi, arrestation de la Commission des élections à la Constituante... Où ce Trotski trépidant prend-il seulement le temps de lire et de signer les arrêtés qu'il publie? Et il parle encore. Je ne résiste pas au plaisir de citer quelques phrases de son discours d'hier!

Parlant de la paix, Trotski dit :

« Les alliés sont venus chez nous, à Smolny, pour nous prévenir que les Allemands, rusés, nous roulerons lors des pourparlers. Mais nous sommes cent fois plus forts que ces rusés d'Allemands... Chez nous, il n'y a pas

d'abîme entre le gouvernement et le peuple. Chez eux, le gouvernement sent que tout branle, la bourgeoisie est affaiblie. Si le gouvernement allemand ne consent pas à ce que les populations de Courlande et de Lithuanie expriment leur volonté sur le régime qu'elles désirent, nous inonderons les tranchées ennemies de millions de proclamations en allemand. »

Sur les alliés, Trotski dit :

« Si les gouvernements alliés n'acceptent pas nos conditions, ils seront balayés en une semaine. »

Sur le front intérieur :

« La population doit elle-même surveiller les ennemis du peuple, les cadets, qui fournissent de l'argent aux généraux cosaques, et les fonctionnaires saboteurs; ils devront errer de rue en rue, de ville en ville, sans pain et sans gîte. Les tribunaux populo-révolutionnaires guettent les classes possédantes... »

Sur la Constituante :

« Les bolcheviques peuvent s'y trouver en minorité, mais qu'est-ce que cela fait? Sur

quoi s'appuierait une majorité qui ne serait pas la nôtre? Sur les garnisons de Petrograd et de Moscou, ou bien sur la garde rouge? Milioukof osera-t-il dire que les travailleurs n'ont pas besoin de la terre ou qu'il ne faut pas la paix?... Les élections ont eu lieu alors que la terre était encore aux mains des propriétaires fonciers, les banques aux banquiers, les magasins aux commerçants, les immeubles aux propriétaires. Sont-ce là des élections libres? Non! Les élections seront libres quand on aura pris aux classes dirigeantes tout ce qu'elles possèdent. »

Voilà Trotski. Voilà la machine qui meut toute la Russie. Elle est surchauffée. Tiendra-t-elle longtemps l'allure folle à laquelle elle nous emporte?

Il y a ici une grandeur tragique qui donne le vertige. Jamais homme ne s'est tendu vers son but avec une décision si ferme. Il faut que tout cède devant lui, car il brisera les obstacles à son passage, à moins que...

## 6. — La mort du général Skalon

*1/14 DECEMBRE.*

Une dépêche laconique de Brest-Litovsk nous apprend qu'hier le général Skalon, désigné par la *Stafka* pour assister à la conférence en qualité de conseiller technique militaire, s'est suicidé avant l'heure fixée pour la rencontre des parlementaires russes et ennemis. Il avait fait le voyage avec la délégation russe. A Brest-Litovsk même, il avait pris part à une réunion préparatoire des envoyés du gouvernement des commissaires. Il quitta la réunion, rentra dans sa chambre. On entendit un coup de feu; on se précipita chez lui pour le trouver mort avec une balle dans la tête. Avant de se tuer, il avait griffonné quelques mots à sa femme : « Je ne puis plus vivre. »

Depuis deux jours, je ne puis penser à autre chose qu'au suicide du général Skalon. Rien ne peut m'en distraire, ni les arrêtés nouveaux de Trotski, ni les discussions dans la presse ou dans la rue, ni les coups de feu qu'on

entend encore et toujours dans les longues nuits de la ville morte sous la neige. Le général Skalon s'est suicidé. Je ne l'avais jamais rencontré, mais comme je le connaissais! Depuis trois ans que je vis en Russie, et surtout depuis les dix mois — qui valent dix années — de la révolution, je l'ai vu cent fois, je l'ai vu mille fois, le général Skalon. Je n'ignore rien de lui, ni ses traits, ni l'expression de son visage, ni son regard, ni sa démarche, ni sa façon de se raidir dans son uniforme. J'ai causé avec lui chaque fois que j'ai été à l'armée, dans les couloirs des wagons, au mess des officiers, dans les abris près des lignes, dans les tranchées devant l'ennemi. Parfois, il était général, parfois colonel, parfois capitaine; ou bien, c'était un simple aspirant officier. Il portait la croix de Saint-Georges. Il s'était distingué dans la bataille. C'était un homme courageux. C'était aussi un homme humain; il avait souvent un esprit distingué, de la finesse et un peu de rêve dans les yeux, quelque chose de mystérieux et de vague, qu'il cachait vite sous une plaisanterie.

La révolution est arrivée. Le général Skalon s'est vu emporté dans un tourbillon de forces inconnues. On dit : « Il n'a pas compris la révolution. » Non, le général Skalon est intelligent; il a compris; dans les longues heures d'isolement, renfermé chez lui, il réfléchissait sur les événements qui assaillaient la Russie ancienne comme les vagues d'une mer furieuse. Il analysait avec la pénétration d'un Asiatique la situation où les hasards tragiques l'avaient placé. Il faisait curieusement le tour de ces idées nouvelles. Il les regardait avec une objectivité surprenante. A force de les tourner et de les retourner, il arrivait à les expliquer, à découvrir les causes qui les avaient fait naître, la nécessité inéluctable qui les avaient jetées dans le monde comme des bombes. Il voyait l'enchaînement mathématique des faits dont elles découlaient. Il se perdait ainsi à agiter dans son esprit la suite des causes et des effets, tandis que jusqu'à lui arrivait le bruit des meetings joyeux où les soldats s'amusaient à jouer, pendant de longues nuits, avec ce mot nouveau et prestigieux : la Liberté.

Et tandis qu'il pensait à tout cela, ainsi qu'un mathématicien, à un problème difficile, comme il souffrait, le général Skalon !

Quelles tortures à voir l'armée — sa vie — se désagréger, les soldats le regarder sans le saluer, ne plus l'écouter, ne pas obéir à ses ordres ! Ils quittaient le front par milliers ; ils fuyaient devant l'ennemi sans être attaqués. ...fois même, ils l'entouraient, l'insultaient, ...rappaient. Le général Skalon se taisait. Dé...ré par une douleur morale plus forte que les souffrances physiques, il mettait son honneur à se taire, à ne pas protester. On lui demandait son épée; il donnait son épée. Son cœur saignait, mais il la remettait sans mot dire, peut-être même avec un sourire. Le généra Skalon a vu l'offensive de juillet comme une délivrance. Il est parti devant ses soldats l'épée à la main. Une balle de mitrailleuse l'a couché à deux cents pas devant les tranchées d'où ses soldats n'étaient pas sortis. Il est tombé ainsi des centaines de généraux Skalon devant Stanislavof au mois de juillet. Et la mort a été pour lui la bienvenue, puisqu'elle

mettait fin à des souffrances intolérables. Et les maximalistes sont venus. Tout de suite on parle de la paix. On ne fait pas qu'en parler, on la prépare. Le général Skalon, qui croyait avoir atteint la limite qu'on ne peut dépasser, voit encore cette honte devant lui : la perte et le déshonneur de la Russie. On envoie des parlementaires aux Allemands. Le général Skalon est désigné par ses chefs pour accompagner la délégation des maximalistes comme conseiller technique. Il brosse son uniforme. Il se raidit. Il part. C'est le devoir militaire.

Je le vois dans le train qui l'emporte à Brest-Litovsk avec les internationalistes juifs qui vont discuter avec les généraux allemands. Il est tel qu'il était lorsque je l'ai rencontré et que j'ai causé avec lui. Il fume une cigarette, il discute, il expose les points qu'il développera. Il plaisante même et serre la main des envoyés de Trotski. Puis au moment d'entrer à la Conférence avec les parlementaires allemands, il passe dans sa chambre, il écrit vite ces quatre mots : « Je ne puis plus vivre. » Il

sort son revolver et c'est fini. Le général Skalon n'est plus.

Le tragique de l'histoire du général Skalon est en ceci qu'il est prêt à donner sa vie, mais qu'il n'a pas la force de rendre sa mort utile et profitable à ses idées. Brutus voit César violer la liberté de Rome. Il prend son poignard et tue César, son ami. Le général Skalon voit Kamenef et Joffé livrer la Russie à l'Allemagne. Il prend son revolver et se tue.

Deux mondes.

Tous les officiers russes à qui les soldats mutinés ont demandé leur épée la leur ont rendue. Combien ont dit aux soldats : « Vous ne l'aurez que quand vous l'aurez prise par la force des armes. » ?... Les officiers de Wiborg, arrêtés, puis massacrés, n'ont pas eu l'idée de défendre leur vie. Ils savaient leur mort inévitable. Ils ne l'ont pas fait payer. Ils n'ont pas tué un soldat. Les deux officiers et le junker, pris dans l'auto-mitrailleuse, à la rue Gogol, le 12 novembre, étaient armés : la foule des marins et des soldats les assomma sans qu'ils tirassent un coup de revolver.

Le général Skalon n'a pu supporter l'œuvre honteuse à laquelle on l'obligeait à participer. Mais, avant de mourir, il aurait pu abattre les chefs de la délégation russe, retarder de huit jours — qui sait ce qui peut arriver en huit jours, à l'époque et dans le pays où nous vivons? — la seconde Conférence pour l'armistice. Il se tue et choisit une mort inutile.

Le général Skalon, c'est presque toute la Russie intelligente et courageuse. Elle n'a de courage que contre elle-même.

Malheureuse Russie!

## 7. — Je pose des questions a Trotski...

*2/15 DECEMBRE.*

J'ai fait demander, voici quinze jours, à Trotski, de me recevoir. Il a répondu qu'il ne voulait pas me voir en ce moment, mais qu'il répondrait à des questions écrites.

J'ai pris ma plume et j'ai rédigé les simples questions que voici :

*Questions posées à M. Léon Trostki, haut commissaire du peuple pour les Affaires étrangères.*

*a*) Dans leur déclaration aux peuples et aux gouvernements de tous les pays belligérants, les membres du gouvernement des hauts commissaires du peuple disent qu'ils veulent une paix démocratique et sont certains que les travailleurs d'Angleterre, de France et d'Allemagne « par une action décisive, énergique et de tous les instants, nous aideront à mettre à bonne fin la cause de la paix et, en même temps, la cause de la libération des masses ouvrières exploitées de tous les esclavages et de toutes les exploitations ».

Dans son discours du même jour (26/8 novembre) au C. C. E. M. Lenine a ajouté, dans le même sens : « La proposition de paix rencontrera de la résistance de la part des gouvernements impérialistes, nous ne nous leurrons pas à ce sujet. Mais nous espérons que la révolution éclatera bientôt dans tous les pays belligérants, c'est pourquoi nous nous adres-

sons spécialement aux ouvriers de France, d'Angleterre et d'Allemagne. »

M. Trotski, dans son discours au Congrès des Soviets du 26-27 octobre, dit :

« Un seul espoir, c'est que la nouvelle révolution russe aura une influence sur les peuples de l'Europe et que ceux-ci exerceront une pression sur leurs gouvernements. Nous nous adressons aux gouvernements et aux peuples. Il ne faut pas nous faire peur avec une paix à nos dépens; de toute façon, si l'Europe continue à être une force capitaliste, la Russie révolutionnaire doit être écrasée inévitablement. Ou bien la révolution russe créera un mouvement en Europe, ou bien les puissances de l'Europe écraseront la révolution russe. »

Il semble que l'on soit en droit de conclure des textes ci-dessus que le parti bolchevique ne peut attendre une paix juste que d'un soulèvement des démocraties contre leurs gouvernements impérialistes.

L'appel est du 26/8 novembre. Jusqu'ici aucune démocratie ne s'est soulevée.

Comment se fait-il qu'aujourd'hui nous

voyons le gouvernement des hauts commissaires du peuple traiter de l'armistice avec le généralissime du front allemand, prince Léopold de Bavière, qu'il serait difficile de faire passer pour le représentant des minoritaires du parti social-démocrate allemand et qui est, en fait, sous les ordres de S. M. l'empereur?

*b*) Est-ce que MM. Lenine et Trotski comptent sur une révolution en Allemagne pendant les pourparlers de paix? Si oui, sur quels faits précis fondent-ils leur espoir?

*c*) N'est-il pas à prévoir que l'Allemagne qui, en fait, a, dès à présent, gagné la guerre sur le front oriental, sera plus éloignée que jamais de détruire un régime qui lui a donné une victoire si riche en conséquences (théorie du défaitisme?)

*d*) Si ladite révolution ne se produit pas en Allemagne pendant l'armistice et avant la conclusion de la paix, MM. Lenine et Trotski signeront-ils la paix avec les représentants de S. M. l'empereur d'Allemagne?

*c*) Si l'Allemagne, comme dit le chancelier, fait la paix en proclamant l'indépendance de

la Pologne, de la Courlande et de la Lithuanie, le gouvernement des commissaires du peuple exigera-t-il qu'elle retire ses troupes des dits pays?

Quels moyens matériels aura-t-il pour assurer l'évacuation de ces pays? S'en rapportera-t-il à la bonne foi de l'Allemagne? »

Quinze jours ont passé. Trotski n'a pas répondu. Il a dit à la personne qui les lui a remises :

— C'est un réquisitoire! Je n'ai pas le temps de répondre. Qu'il lise mes œuvres et il aura satisfaction.

Grand merci! Je veux bien regarder vivre le frénétique Trotski, mais Dieu garde que je perde mon temps à lire ses livres. L'amour des lettres me retient. Si on parle de Trotski dans l'Histoire — il n'aura peut-être que trois lignes dans les manuels à l'usage des écoliers — ce ne sera pas comme littérateur qu'il sera cité.

Je relis mes questions. Elles me semblent claires, précises, et il me paraît qu'il y a entre

elles un certain enchaînement. Elles ne constituent, à aucun degré, un réquisitoire. Mais il est évidemment plus facile de les repousser que d'y répondre.

J'ai le sentiment d'avoir remporté, du fond de ma chambre, une petite victoire sur Trotski, le dictateur.

## 8. — LES NÉGOCIATIONS DE PAIX

*3/16 DECEMBRE.*

L'armistice est signé à Brest-Litovsk et les négociations de paix ont commencé.

Sur la question litigieuse du non-transfert des troupes du front russe sur le front occidental, Smolny triomphe et annonc que l'ennemi a cédé. En réalité, c'est une comédie, car les parlementaires des Empires centraux ont ajouté à la clause: « Exception faite pour les troupes dont le changement était ordonné avant la signature de l'armistice. »

Pendant les quinze jours qui ont précédé la

signature, les Austro-Allemands ont eu le loisir de rédiger les ordres de transfert de tant de divisions qu'il leur a plu.

Mais cela permet à la *Pravda* de dire cyniquement : « La révolution russe ne trahit pas. C'est elle qui défend les soldats de France! »

Et lorsque je copie cette phrase, il me semble que je ne serai heureux qu'au jour où je verrai brancher celui qui l'a écrite!

Le succès qu'il a remporté n'adoucit pas l'humeur de Trotski. Au moment où il touche à la paix avec l'ennemi extérieur, il devient de plus en plus impitoyable dans la guerre civile. C'est le programme complet du bolchévisme qu'il est en train d'appliquer : la fraternisation avec l'ennemi impérialiste et la lutte sans merci avec l'ennemi intérieur.

Cet ennemi de la peine de mort veut installer la guillotine sur la place du Palais-d'Hiver. Il dit au C. C. E. :

« La Russie est partagée actuellement en deux camps inconciliables : la bourgeoisie et le prolétariat. Il n'y a rien d'immoral à ce que le prolétariat achève la classe qui tombe. C'est

son droit. Vous vous indignez contre cette petite terreur que nous employons maintenant contre nos ennemis de classe, mais sachez que pas plus tard que dans un mois, cette terreur prendra des formes encore plus menaçantes, dans le genre de la Terreur des grands révolutionnaires français. Pour nos ennemis, ce ne sera plus la forteresse, ce sera la guillotine... »

Et au Soviet :

« Nous n'avons encore exécuté personne (1) (cris : mais nous sommes contre la peine de mort!) C'est vrai, mais si le soulèvement des cadets et des kaledinistes désorganise encore davantage le pays, aucun des représentants du pouvoir ne pourra se porter garant que le peuple ne tourne sa légitime colère contre la bourgeoisie contre-révolutionnaire, contre le parti cadet. Aucun d'entre nous ne peut affirmer que le peuple exaspéré ne dressera pas la guillotine sur la place du Palais-d'Hiver... »

(1) A quoi bon? Les bolcheviques assassinent. Economie de temps. Qui dressera la liste des milliers d'officiers et de civils massacrés sans jugement par ce que nos maîtres appellent « la justice du peuple »?

Toujours la hantise de la Révolution française. L'ombre de Robespierre trouble les nuits de Trotski.

Mais les révolutionnaires russes — Trotski est juif, s'en doutait-on? — sont des sentimentaux. Ils comprennent le lynchage; mais la peine de mort légale, ils ne peuvent en supporter l'idée. Ces soldats, doux rêveurs, massacrent leurs officiers, mais ils ne permettent pas le rétablissement de la peine de mort. Lorsque Trotski arrive au Congrès des paysans, la moitié de l'assemblée se lève et crie :

— A bas le buveur de sang! A bas la guillotine!

Trotski ne peut parler. Il sort de la salle suivi des maximalistes, à qui, dans une pièce voisine, il explique sa pensée intégrale...

*4/17 DECEMBRE.*

Les nouvelles du Sud et de l'Ukraine donnent de l'inquiétude à Smolny. Kaledine et ses cosaques ont occupé Rostof et désarment les gardes rouges. A Kief, la Rada ukrainienne prend des mesures que Smolny déclare hos-

tiles. Il envoie un ultimatum à Kief. En quarante-huit heures, la Rada doit déclarer si elle entend se mettre en opposition avec le gouvernement de Petrograd. Elle ne laisse pas passer les troupes révolutionnaires envoyées contre Kaledine. Elle permet aux cosaques de rentrer dans le Don! Qu'elle cède et sans retard. Si non, la *Pravda* la menace de déchaîner une révolution maximaliste contre son gouvernement bourgeois, car c'est le seul moyen de guerre que connaissent les bolcheviques. Ils vont chez l'ennemi, le contagionnent en lui communiquant le typhus maximaliste.

Mais je pense que la Rada ne s'effraiera pas de ces menaces. Elle publie aujourd'hui même un manifeste au peuple ukrainien dans lequel la terre est donnée aux paysans, la journée de huit heures aux ouvriers, l'amnistie politique à tous, la Constituante promise pour le 21 janvier. Avec un programme pareil, elle coupe l'herbe sous les pieds aux bolcheviques.

A Petrograd, les *dvorniks* et *schvitzars* se

mettent en grève. Ils prennent bien leur temps. Alors que la ville est livrée aux apaches et aux soldats ivres du vin bu dans les caves que, chaque jour, ils pillent, alors qu'ils ne cessent de tirailler dans les rues, alors que, depuis le coup d'Etat maximaliste, chaque maison s'est constituée en forteresse avec garde spéciale de nuit et relève toutes les deux heures, les *dvorniks* se renferment chez eux et gardent les clefs. Les portes restent ouvertes, Les voleurs peuvent entrer. Un bruit mystérieux se répand: « Si un *dvornik* se montre à la porte, il sera fusillé séance tenante. » Par qui, on ne le dit pas.

La terreur règne dans Petrograd.

Je demande combien gagnent ces modestes serviteurs. Ils sont logés, chauffés, éclairés, ils touchent environ 200 roubles par mois. Ils ont, en outre, les pourboires qui remontent à plus de cent roubles.

A bas les dvorniks!

## 9. — Trotski a l'ambassade de France

*6/19 DECEMBRE.*

Hier, vers cinq heures, une grande automobile s'est arrêtée devant l'ambassade de France. Un homme maigre, de taille moyenne, pâle, portant lorgnon, est descendu. Il est entré avec une personne qui l'accompagnait. Cette personne a passé chez l'ambassadeur, tandis que l'homme maigre attendait dans un salon. Une minute après la porte du cabinet de M. Noulens s'ouvrait et l'homme maigre était introduit.

L'homme maigre était le commissaire aux Affaires étrangères du gouvernement de la République russe, Léon Bronstein, dit Trotski, qui pénétrait chez le représentant de la France.

Sa visite, si elle était inattendue à ce jour et à cette heure, ne causa aucune surprise. Trotski avait demandé à la personne qui l'accompagnait et qui est un officier français, socialiste minoritaire, avec lequel il est en rela-

tions, si l'ambassadeur le recevrait, au cas où il se présenterait chez lui. Sur réponse affirmative, le directeur de Smolny, avec la décision qu'il apporte à toutes choses, se rendit au quai Français.

L'entretien se fit sur le ton le plus courtois. Trotski venait se plaindre de la présence d'officiers de la mission militaire française auprès de la Rada ukrainienne à Kief. Au moment où les rapports étaient tendus entre Kief et Petrograd, où la Rada prenait une attitude hostile envers le gouvernement des commissaires, il était peu admissible que des officiers français fussent attachés au gouvernement de l'Ukraine. L'ambassadeur répondit que ces officiers étaient à Kief depuis longtemps, qu'ils y étaient sous l'empereur et sous le gouvernement provisoire et qu'au moment où, suivant les principes mêmes proclamés par le gouvernement des commissaires, l'Ukraine se déclarait indépendante, il ne voyait pas la possibilité de rappeler nos officiers d'une république où nous avions de grands intérêts économiques et politiques. Il ajouta que tous nos

agents en Russie avaient reçu l'ordre formel de ne pas se mêler aux luttes intérieures de la Russie et que, s'il y avait un conflit armé entre l'Ukraine et le gouvernement de Petrograd, le rôle de nos officiers à Kief serait celui d'une mission militaire qui ne prendrait aucune part à la guerre.

Trotski n'insista pas. Malgré l'échec subi, il ne montra aucune humeur et la conversation continua. La question des courriers diplomatiques qui, chaque jour, devenait plus difficile, fut réglée à la satisfaction des deux parties.

L'ambassadeur de France demanda si M. Trotski pouvait lui donner des nouvelles des négociations de paix.

M. Trotski indiqua dans quelles conditions se poursuivaient ces pourparlers où la volonté du gouvernement russe était de ne conclure qu'une paix fondée sur le droit de chaque peuple de disposer de lui-même.

— Et si l'Allemagne refuse vos conditions, dit l'ambassadeur, ferez-vous la guerre?

— Je veux reprendre alors la guerre, répondit Trotski. Mais si l'opinion publique y est

opposée, je ne puis me battre tout seul. Alors, je romprai les pourparlers et remettrai à la Constituante les propositions de paix russes et les réponses allemandes. La Constituante décidera.

Je note, en passant, l'ingénieux de cette défaite. Trotski rejette la responsabilité de la paix séparée sur la Constituante et sur les socialistes révolutionnaires, qui y seront en majorité. Mais il n'ajoute pas que les maximalistes, par une propagande incessante depuis le premier jour de la révolution, et par toutes les mesures qu'ils ont prises depuis deux mois de pouvoir, ont amené l'armée à un tel état de décomposition, qu'il n'est plus au pouvoir de personne d'obliger les troupes à se battre et à recommencer la guerre.

Au cours de la conversation, Trotski manifesta son admiration émue pour la démocratie française qui n'était pas responsable de la guerre et qui en avait porté l'énorme poids avec un courage magnifique.

Aujourd'hui, les *Izvestia* parlent « du noble peuple français ». Nous revenons de loin. De-

puis la révolution, nous n'étions pour les maximalistes et même pour d'autres socialistes moins rouges, que d'affreux impérialistes.

La visite de Trotski fait un bruit énorme dans Petrograd et dans la presse. Que ne raconte-t-on pas?

Elle aura eu l'avantage de détendre un peu une situation impossible à soutenir. L'atmosphère était irrespirable.

Mais nous sommes loin d'avoir tari les sources de conflits. Aujourd'hui même, la banque d'Etat refuse de payer la somme mensuelle élevée destinée à nos missions militaires. Smolny demande que les personnes appartenant à l'Etat russe et qui se trouvent dans différentes banques de France soient remises à ses agents. Il y en a pour une centaine de millions. Il n'est pas vraisemblable que nous nous en dessaisissions. Alors, Smolny ne donne pas l'argent nécessaire à notre mission militaire. Les banques particulières ne paient que jusqu'à 1.000 roubles sur un chèque. Serons-nous obligés de faire venir de l'argent français par nos courriers?

*8/21 DECEMBRE.*

Les journaux réapparaissent, un à un. Leur lutte avec les gardes rouges de Smolny a des aspects fort pittoresques.

La *Rabotchaia Gazetta*, du parti social-démocrate minimaliste, paraît chaque jour sous un titre différent. Arrive, vers minuit, une bande de marins et de gardes rouges avec un mandat contre, disons le *Rayon*, nom sous lequel le journal est sorti ce matin. Les rédacteurs disent :

— Comment, votre mandat concerne le *Rayon*, ici nous imprimons le *Siècle*.

Les gardes rouges se retirent et vont à Smolny demander un nouvel ordre. Trois heures se passent. Quand ils reviennent, l'édition est tirée et mise en sûreté.

Le journal du parti social-révolutionnaire, le *Dielo Naroda*, a trouvé le moyen de paraître chaque jour. Il a pris une vingtaine de soldats appartenant au parti, qui logent à l'imprimerie, y sont nourris et s'opposent par la force à toute perquisition.

Dans un autre journal, un garçon de bureau ingénieux a, lors d'une perquisition, apporté des cartes et une bouteille de vin. Il s'est mis à jouer avec les marins. La partie a duré jusqu'à sept heures du matin et les marins y ont mis une telle passion qu'ils n'ont pas entendu le bruit des presses dans la pièce voisine. Quand ils sont partis, ils avaient perdu 60 roubles, empochés par l'adroit garçon.

## 10. — Trotski au Théâtre Alexandre

*9/22 DECEMBRE.*

Hier soir, j'ai été au théâtre Alexandre à une grande réunion du parti maximaliste où se trouvaient réunis le Conseil des commissaires, le C. C. E., le Congrès des paysans, les Comités de régiments, que sais-je encore?

La salle est pleine. Les soldats sont en majorité. Ils garnissent les cinq étages des galeries. La loge impériale où, à l'assemblée démocratique, siégeait Kerenski avec son état-major,

est remplie de marins et de soldats. On voit des ouvriers aussi et quelques paysans avec leurs vestes de cuir fourrées.

Sur la scène, se détachant sur un décor représentant une forêt d'un vert cru, une longue table couverte d'un tapis d'un vert sombre.

La maigre et sèche Spiridonova y est assise. Elle ressemble indifféremment à une vieille Anglaise desséchée par le célibat ou à un hareng à deux sous, aux joues vides et à l'œil creusé. Elle a, à sa gauche, Dieu le Père, lui-même, tel qu'il est représenté dans les tableaux italiens du XVI[e] siècle, un vieillard magnifique, d'une majesté plus qu'humaine; sa longue chevelure blanche et sa barbe d'argent encadrent son visage régulier; l'œil profond regarde sans voir le troupeau de maximalistes dont il est le père. Il ne bouge, ni ne parle. Il est là, comme l'image du Juge éternel devant lequel nous comparaîtrons à l'heure dernière.

A la droite de Spiridonova, c'est Judas, le mauvais apôtre, sec, noir, fuyant, tourmenté,

le nez crochu et la bouche rentrée. Sverdlof, président du C. C. E.

Lounatcharski, blond et chauve, sans caractère, et médiocre de partout; Schliapnikof, commissaire au travail, avec une pelisse de bourgeois. Puis tout un tas de figures qu'on a vu grouiller dans les tableaux et eaux-fortes de Rembrandt, des fils d'Israël qui ont abandonné la synagogue pour l'assemblée du peuple.

Et, pour compléter ce tableau, quelques soldats du régiment Paul, de grands enfants blonds, imberbes, coiffés du haut bonnet fourré gris, et qui s'appuient sur leurs fusils dont la baïonnette luit, claire et aiguë, dans la lumière qui tombe des cintres.

Et voici le maître impérieux, voici Trotski. Comme je le dévisage, comme je l'étudie! Je le perce de mes regards. Je veux lui arracher son secret.

C'est un homme de taille moyenne, maigre, mais de carrure assez forte. Le visage est pâle, d'un type sémite très prononcé, le menton fin, couvert d'une petite barbiche, le front large

et puissant, avec un beau relief, sous une masse de cheveux noirs. L'œil est net, vif, direct, inquisiteur. Il y a quelque chose de méchant dans le regard, et de rusé aussi, quand Trotski parle et s'anime. Et j'y trouve ce que je pensais y trouver : l'inquiétude. L'œil est toujours en mouvement, il cherche; il est d'une mobilité extrême. Il se dégage de ce visage pâle, de ce front puissant, de cet œil dur sous le lorgnon, une impression de force et d'autorité. On sent en lui un maître jaloux de son autorité, qui ne souffre aucune contradiction. Il est en pleine possession de ses facultés. Il a en lui-même une confiance entière et pour les autres un mépris latent, mais total, qu'il cache mal.

La force, la volonté, ce n'est pas tout Trotski. Et je pense que j'ai tort de mettre au premier plan ces qualités, car ce qui domine en lui, c'est l'intelligence. La dialectique, le jeu des idées, voilà la vie de cet homme, voilà le sport où il excelle. Et la politique est son terrain de chasse. Là, il peut, à la fois, dominer les hommes par l'ascendant de sa vo-

lonté et les mener à son gré par l'ingéniosité et l'artifice de son esprit abondant en mille tours subtils, en combinaisons adroites, en subterfuges acrobatiques. Rien de plus curieux que de le voir prendre contact avec son auditoire, le pousser dans une voie préparée, le hausser jusqu'au point voulu et, alors, s'il sent n'être plus suivi, s'il devine que son public lui échappe, il fait un rétablissement à la force du poignet et, ce tour exécuté avec une souplesse qui vous arrache un cri d'admiration, il vous l'emballe dans une direction contraire où il cueille enfin les bravos qui lui sont dus. J'en donnerai un exemple tout à l'heure.

Mais avant il faut noter encore un trait de Trotzki; la nervosité. Ce n'est pas une force sereine, mais agitée. Il tire, sans cesse, sa moustache, d'une main fine et blanche, jamais en repos. Il va de groupe en groupe, sur la scène, devant le paysage de forêt vert cru, ne s'arrêtant nulle part. Il doit avoir des colères soudaines, des moments de désespoir, des joies vives et aiguës.

Tel quel, Trotzki est le seul homme de la

salle, le seul homme, avec Lenine (1), que la Révolution russe ait révélé. A côté de lui, les autres sont des fantômes ombreux. Qu'est un Kerenski au regard de Trotski? Une femmelette bavarde et hystérique qui ne sait que sauter à la corde, faire de l'équilibre, taper du pied, et prononcer des paroles sonores, vides de sens et jamais suivies d'actes.

Trotzki est-il sincère?

Voilà la question à laquelle il faut répondre. Voilà la question que je me pose sans cesse depuis deux mois que je regarde agir le dictateur terroriste. Voilà la question que ma première rencontre avec Trotski doit m'aider à résoudre.

J'exclus ici l'hypothèse simple et que tant de gens adoptent, car elle coupe court à tout et ne demande aucune argumentation, de Trotski au service de l'Allemagne. Je veux que Trotski

(1) L'intelligence de Lénine est assez bornée, mais d'une merveilleuse clarté. Il ne voit que le but à atteindre; il est l'homme d'une seule idée. Trotski est plus souple, plus ondoyant, d'une culture plus large mais d'une orthodoxie moins sûre. On peut concevoir Trotski au service d'une autre cause. Lénine fait corps avec le socialisme intégral.

ait reçu de l'argent. Cela ne veut pas dire qu'il soit acheté et qu'il trahisse la cause du maximalisme. En fait, Trotski et les autres ne font, je crois, aucune difficulté à reconnaître qu'ils ont touché de l'argent allemand. Cela, qui nous paraît abominable, leur semble naturel et ils ont plus d'un argument à nous servir pour leur défense. D'abord, ils sont internationalistes. Qu'est-ce que la Russie, pour eux? Qu'est-ce que l'Allemagne? Des expressions géographiques. Ils sont citoyens du monde. Leur cité, c'est l'univers. Ils se sentent beaucoup plus proches de l'ouvrier allemand que du propriétaire russe. La lutte qu'ils mènent n'est pas contre un pays, mais contre une classe. C'est par jeu qu'ils font les indignés à l'idée que la Pologne, la Lithuanie, la Courlande resteront allemandes. Que leur importe le drapeau qui flottera à Varsovie, à Vilna ou à Riga? Le maximalisme aura à combattre sous les couleurs prussiennes ou russes. Les patries sont des préjugés aristocratiques et bourgeois.

Mais il reste tout de même que Trotski ne peut se faire illusion sur l'origine de l'argent

reçu : ce n'est pas le prolétariat allemand qui soutient sa propagande maximaliste; ce n'est pas le sou de l'ouvrier qu'il encaisse, mais des chèques de la *Deutsche Bank*. L'argent est impérial.

J'entends bien que Trotski, recevant des subsides allemands, doit se dire :

« Les Allemands me fournissent des armes contre eux-mêmes. Ils croient m'acheter. Ils me donnent, au contraire, le moyen de les battre. Je suis plus fin qu'eux. Je les tromperai. »

Mais on ne joue pas les Allemands si facilement que l'orgueilleux Trotski l'imagine. A ce jeu-là, on risque gros. Les Allemands ne sont pas nés hier à la vie politique; ils ne l'ont pas apprise par des discussions dans des cafés de Genève et de la place d'Italie, mais bien par longue tradition et expérience séculaire; ils ont des vues sur les hommes tels qu'ils sont, sur les partis, sur les idées. L'empire d'Allemagne contre Trotski, eh! il faut le comble d'orgueil de Trotski pour imaginer qu'il gagne à coup sûr.

Mais Trotski, muni d'argent allemand, est-il un homme convaincu et qui agit suivant une foi profonde, ou un homme habile, un politique, un ambitieux, qui veut le pouvoir, qui sait les chemins qui y mènent et les moyens par lesquels on le garde, lorsqu'on y est arrivé. Pour l'une et pour l'autre thèse, j'ai accumulé des trésors d'arguments. Un jour, j'incline pour la sincérité et l'autre jour, je me dis : «Non, tout cela est concerté, c'est un merveilleux acteur, mais le texte qu'il nous récite, n'est pas de lui. » Je vis ainsi dans un doute obsédant que je ne puis rejeter loin de moi.

Que sais-je de la vie de Trotski? Il a joué un rôle dans la Révolution de 1905, a été, un instant, président du Conseil des ouvriers de Petrograd. Puis, échappé de Sibérie, il vit à Vienne. A la déclaration de guerre, l'Autriche le laisse sortir avec une singulière facilité. Il passe en Suisse, de là à Paris. Et bientôt, il y publie un journal quotidien qui, sans annonces, exige des dépenses assez considérables, *Nach Golos*. D'où vient l'argent? Trotski n'en a jamais eu. C'est un journal défaitiste. Il est

alors correspondant d'un journal bourgeois de Kief avec lequel il se dispute et se brouille, pour des questions d'argent. En cette qualité, il va sur le front français. Il écrit des articles patriotiques. Expulsé de France, il gagne l'Espagne qui le chasse à son tour. Il va aux Etats-Unis, puis au Canada (pourquoi?) et à la révolution russe part pour la Suède. Les Anglais le gardent un mois dans un camp de concentration, à Halifax, avec 400 prisonniers allemands. Il les convertit à ses idées socialistes. C'est dans ce camp de prisonniers allemands que Trotski arrive à la certitude d'une révolution imminente en Allemagne.

A ma connaissance, Trotski, au contraire de Lenine qui est un doctrinaire du maximalisme et qui a publié plusieurs volumes, n'a écrit aucun livre. Son activité s'est dépensée dans des journaux. C'est un polémiste et un agitateur. Lors donc qu'au lieu de répondre à mes questions précises, il m'envoie à « tous ses livres », Trotski s'oublie. Il ne peut parler que d'articles.

Il n'a même pas appartenu au parti maxi-

maliste. Mais à peine débarqué en Russie, il ne se trompe pas. Son génie politique lui montre l'avenir. Il comprend que la révolution c'est la paix, et que, seul, le maximalisme la donnera à la Russie. Il se range aux côtés de Lenine et déploie une fiévreuse activité à organiser la défaite par une propagande continue à l'armée. Les maximalistes ont un thème facile à développer. Il est aisé de dire aux malheureux soldats : « Ne vous battez pas. Chassez vos officiers et rentrez chez vous. » Ces agitateurs font vibrer dans le cœur des soldats une corde sensible. Ils s'adressent à la peur. Au fond de leurs discours et derrière les grands mots qu'ils prononcent, il y a cette phrase que chacun comprend : « Si tu tiens à ta peau, viens avec nous. »

Le coup tenté en juillet échoue. Lenine se cache, Trotski reste. Il est emprisonné, puis relâché par Kerenski qui n'a jamais pu résister à une demande des Soviets. L'échec de juillet l'a instruit. Il organise de nouvelles journées, mais, cette fois-ci, il prépare l'affaire avec un soin minutieux. Il montre de rares

qualités d'organisateur. Le coup d'Etat du 7 novembre ne laisse place qu'à l'admiration. Pas un accroc, pas une bavure, le gouvernement est renversé, sans avoir eu le temps de faire : « Ouf! » Le malin Kerenski a juste le temps de sauter dans une automobile.

Trotski est au pouvoir; son plan se dévoile et se développe magistralement. Il est venu pour la paix. Il va faire la paix. Mais ici, nous nous demandons: Pour qui Trotski travaille-t-il?

Prenons la thèse de la sincérité :

Trotski, maximaliste, veut la paix établie sur le bouleversement social du monde. Il jette à bas l'édifice ancien en Russie et, suivant ses principes, demande la paix à l'Allemagne. Il ne se leurre pas sur les difficultés de son entreprise. Il sait que l'empire allemand est un puissant organisme industriel et militaire, fondé par une race de soldats et qui en a gardé les vertus. Il n'ignore pas que la Prusse a grandi par la guerre et que, par la force des armes, elle veut régner dans l'univers. Il a promis la paix à sa clientèle, mais il lui a

promis la paix démocratique, sans annexions, sans contributions, fondée sur le droit qu'a chaque peuple de disposer de lui-même. Il a pris, ici, des engagements solennels cent fois répétés. Il prévoit que l'Allemagne n'acceptera pas ces conditions, qu'il aura contre elle une lutte à soutenir, plus dure, plus terrible que celle qu'il a menée pour détruire le régime de la propriété en Russie. Pourtant, il ne désespère pas de l'emporter. Il croit mystiquement à la force irrésistible des idées révolutionnaires. Il le dit avec pittoresque : « Nous sommes contagieux. » A la parole de Trotski, l'armature formidable de l'Allemagne militaire va s'effondrer.

Que des rêveurs idéalistes, dans le silence du cabinet, loin du monde, loin des réalités, puissent nourrir de telles chimères, je l'admets. Mais un Trotski?

Est-il un rêveur? Est-il un homme de cabinet? Non, c'est un organisateur, un réaliste, un homme qui sait ce que vaut la force brute, celle des baïonnettes et qui l'a mise de son côté. C'est par les soldats qu'il a pris le pou-

voir en novembre. Ce sont des soldats qu'il envoie à la Douma de ville pour la dissoudre. Ce sont des soldats qui, chaque nuit, arrêtent à leur domicile ses adversaires politiques.

Et ce même Trotski va à la conférence de paix avec les mains vides. Pas un soldat russe ne le soutiendra contre l'Allemand. L'armée n'est plus qu'un chaos affreux. Ainsi l'a-t-il voulu.

Pourtant, me disais-je jusqu'à aujourd'hui, peut-être le rêveur, malgré tout, l'emporte-t-il sur l'homme d'action.

Mais ce soir, depuis que j'ai vu Trotski, que je l'ai regardé longuement, je dis : non, Trotski n'est pas un idéaliste, fou de chimères; non, il ne se fait aucune illusion sur le succès de son entreprise; il n'espère rien; il sait que les Alliés ne prendront pas part à la conférence de paix et qu'il n'aura pas une paix universelle. Il sait que l'Allemagne ne sera pas bouleversée par une révolution sociale; il sait qu'il n'a aucun moyen de faire sa propagande dans les empires centraux, que ses pamphlets seront jetés au feu en ballots,

que ses agitateurs ne passeront pas les lignes; il sait que l'espoir de la paix sur le front russe va renforcer l'impérialisme allemand, qui présentera au peuple une nouvelle carte gagnée pour lui aider à passer l'hiver et à supporter les privations; il sait qu'il sera obligé d'accepter les conditions de paix des deux empereurs, que c'est eux qui dicteront le traité et non lui.

De tout cela, je ne doute pas,aujourd'hui. J'ai une certitude morale que les événements confirmeront, j'en suis sûr. J'ai vu Trotski et cela suffit.

Car, l'évidence qui éclate aux yeux, est que Trotski est un homme supérieurement intelligent. Il voit clair, il ne se trompe pas. Il pèse avec exactitude la force des idées, la valeur des systèmes, le poids des théories. Il ne se fait aucune illusion sur la puissance dont il dispose vis-à-vis de l'Allemand. Il est maître d'une Russie anarchique et esclave. Il est sans force en face d'un Allemand qui braque sur lui, désarmé, son revolver.

Il n'est pas sincère parce qu'il est trop intel-

ligent. Un fanatique borné? Ce n'est pas Trotski. Il n'y a rien de vague et de rêveur dans son regard, rien de troublé, rien de tourné vers le dedans. Il vit parmi les hommes et, s'il les méprise, c'est pour les trop bien connaître. Il ne pourra jamais nous dire : « Ah! les choses ont tourné d'une façon que je ne pouvais prévoir. Je me suis trompé. »

Trotski ne dira pas cela, car il est orgueilleux et en outre, il ne s'est pas trompé. Il a fait ce qu'il a voulu, et il l'a bien fait.

S'il n'est pas au service de l'Allemagne — je n'en sais rien — il lui reste à dire :

« La Russie était battue en tout cas. La paix aux dépens de la Russie lui coûtera moins que la paix sur son dos. La paix est une nécessité. Mais je vais profiter de la paix pour jeter en Russie les fondements d'une nouvelle société; je les creuserai dans le roc et si profond que tout édifice social dans l'avenir sera obligé de construire sur les bases que j'aurai préparées. Mon œuvre est impérissable. Les générations futures me devront leur bonheur. J'aurai rendu impossible le rétablissement des

injustices anciennes. J'aurai, moi, créateur, semé les germes indestructibles d'une société nouvelle. Cela vaut bien qu'on le paie par l'humiliation passagère d'une paix honteuse. »

Ces grandes idées sont-elles agissantes en Trotski. A le voir se promener devant moi sur la scène du théâtre Alexandre, je ne le crois même pas. Et, ici encore, contre Trotski, parle son intelligence.

Trotski peut-il espérer que son œuvre lui survivra? Croit-il que l'Allemand vainqueur supportera un voisin maximaliste et un Etat anarchique? Ne sait-il pas, cet homme si malin, que trois régiments allemands suffiraient pour rétablir à Petrograd une monarchie autocratique? Ces soldats qui l'acclament, demain, peuvent se tourner contre lui. Sur leur masse mouvante, on ne peut rien édifier de durable. Ils sont changeants comme les flots de la mer. On se lasse de tout, même de l'anarchie. Ce peuple russe, tel qu'il est constitué aujourd'hui, ne saura créer le minimum d'ordre indispensable à toute société. Le maximalisme n'est qu'une tempête. La tempête

est un moment. Elle s'enfle, va à son paroxysme, s'épuise et meurt. Avec elle disparaîtront les hommes qu'elle a fait monter des bas-fonds de la société et qu'elle a jetés au pouvoir. Disparaîtront Lenine, le fanatisme, et Trotski, l'intelligence. Tant qu'elle dure, Lenine triomphe et Trotski agit. Son activité se déploie dans le tumulte des éléments déchaînés.

C'est un beau spectacle, cet homme, dans le cataclysme formidable qui engloutit la Russie et que les empires d'Europe regardent inquiets. Il y a ici égalité de grandeur. Trotski n'est pas inférieur à sa tâche formidable de destruction.

Mais avant de quitter Trotski, il faut noter un trait de caractère encore. J'ai dit, en passant, qu'il méprisait les hommes. Il faut ajouter, ici, qu'il est orgueilleux, profondément orgueilleux. Il sent la force dominatrice de sa volonté et de son intelligence. Pendant de longues années, il ronge son frein, entouré de gens sans valeur, jaloux, chicaniers. Il veut agir; il est condamné à parler; il s'use dans de mes-

quines intrigues de parti, alors qu'il sait que le vaste théâtre du monde est fait pour lui. Il vit ainsi vingt années médiocres et stériles. Ce sémite orgueilleux et dominateur ressent vivement les injures dont il ne peut tirer vengeance. Il n'a pardonné ni à la France de l'avoir expulsé en 1916, ni à l'Angleterre de l'avoir gardé un mois dans un camp de concentration à Halifax. Il sent encore, au fond de lui, la cuisante morsure de ces offenses personnelles. Et, maintenant qu'il est le maître de la grande Russie, comme il se venge! Sur quel ton, le juif, humilié à Paris et au Canada, parle aux représentants de la France et de l'Angleterre! Quelle hauteur dans les notes qu'il leur adresse! Quelle insolence! Quelle jouissance profonde il éprouve à les traiter comme jamais ministre des Affaires étrangères n'a traité des ambassadeurs de grandes puissances, fussent-elles ennemies. Il est impitoyable; il ne se lasse pas. Notes après notes arrivent cinglantes, brutales. Il savoure sa vengeance, il la prolonge. Aucun incident n'est jamais terminé avec lui. L'affaire des cour-

riers diplomatiques est reprise trois ou quatre fois. Au moindre prétexte il bondit et recommence l'attaque. Il s'en est pris à notre mission militaire. Il ne la lâchera pas.

Elle sera obligée de quitter Petrograd, car on ne peut tout de même pas supporter sans broncher les insolences de Trotski. Ses notes ne suffisent pas. Il procède par injures plus directes devant ses auditeurs du C.C.E. et du Soviet. Et ce n'est pas encore assez, il déchaîne contre la France et l'Angleterre sa presse officieuse, les *Izviestia* et la *Pravda.* Voici un échantillon des articles peut-être, de sa plume même, qu'on y lit : les *Izviestia* citent une lettre du chef de la mission militaire française, général Niessel, en réponse à Trotski. Dans cette lettre le général parlait d'un jeune officier de la mission dont la presse avait reproduit un renseignement, que Trotski déclare faux : « Dans la mission « un jeune officier » non nommé, d'un tempérament violent, fabriquait de faux télégrammes, reproduits dans toute notre presse chauviniste. Ces communications monstrueuses de bêtise et de grossiè-

reté, étaient données comme télégrammes arrivant de Stockholm. La source en est le « jeune officier » de la mission française. Le pouvoir des Soviets compte impossible de supporter sur le territoire de la République russe un tel travail. Le jeune, c'est-à-dire le pas mûr officier peut tranquillement mûrir en France, où, il faut l'espérer, le gouvernement de M. Clemenceau trouvera pour sa fantaisie un travail approprié. Nous espérons savoir, dans le délai le plus court, le nombre d'officiers plus ou moins jeunes, ou tout à fait mûrs, Français ou autres, qui sont mêlés dans les intrigues et les émeutes contre le pouvoir des Soviets... »

Suit, dans l'article même, une nouvelle note de Trotski dont la manière est reconnaissable dans les lignes citées ci-dessus et où il exige, entre autres, qu'on lui livre le nom de l'officier et qu'on l'expulse sans retard.

Ah! Trotski n'a pas oublié l'expulsion de France et le camp de Halifax. Il se venge en détail et chaque jour. N'eût-il que cela de son

passage au pouvoir suprême, il est payé, le juif orgueilleux et rancunier.

Ce soir, il parle pendant une heure. Il a besoin des applaudissements du public grossier qui est le sien. Il les cherche, il les trouve. Cependant, il est nerveux, inquiet. A un moment, il laisse entrevoir que, peut-être, la paix ne sera pas la paix démocratique que veut la Russie. Il essaie d'emballer son auditoire en lui jurant que jamais il ne signera une paix déshonorante; que si l'Allemagne propose des conditions honteuses, il appellera tous ceux qui l'écoutent à prendre les armes pour se ruer sur l'Allemagne impérialiste et la ruiner de fond en comble.

Mais ses auditeurs restent glacés. Pas un applaudissement, pas une approbation. Ces camarades, en habits de soldats, sont pacifistes; ils sont décidés à ne plus se battre. Si Trotski veut faire la guerre, il sera seul.

Il le sent, il fait volte-face, car tout de même, n'est-ce pas, on a beau être le maître, la plèbe est la plus forte, il faut obéir. Il déclare que, lui vivant, la Russie ne consentira pas à

une paix humiliante. Il rompra les pourparlers, réunira la Constituante, et lui remettra, avec les conditions russes et celles des empires centraux, le soin de décider de la paix ou de la guerre.

Eh! Trotski, voilà un beau sophisme, et clair, si palpable que je n'ai pas besoin de l'expliquer à mes lecteurs, plus avertis que vos auditeurs du théâtre Alexandre.

Après Trotski, nous avons un défilé de médiocrités. Ah! les pauvres gens! Soyons charitables, n'en disons rien.

Mais Mme Kollontay, membre du gouvernement des commissaires, qui dirige le ministère de la Prévoyance publique, nous offre un divertissement charmant. Mme Kollontay est une femme. — Mais la Spiridonova, direz-vous? — La Spiridonova est un hareng saur, et Mme Kollontay est une femme, une vraie femme, en chair, en os et en peau. A la voir apparaître sur la scène, devant la rampe, en simple fourreau noir, à demi flottant, qui cache son corps svelte en en laissant deviner l'agrément, à voir les proportions heureuses de son anatomie, la tête fine, l'ovale pur du

visage, les cheveux ondulés sur un front étroit, les yeux bien fendus, le nez d'une courbure nette, la bouche restée jeune, les bras longs et les mains petites, on se dit aussitôt : « J'attendais une maximaliste et je trouve une femme. »

Avant d'être enrôlée dans le parti, avant d'être l'amie de Lenine et sa compagne, Mme Kollontay a été femme d'un général. Elle a vécu dans le luxe bourgeois, elle s'est habillée rue de la Paix. Elle prenait un bain quotidien et mangeait dans les restaurants élégants. De sa vie passée, il reste en elle quelque chose dont elle ne se défera jamais. Elle va au peuple, elle n'en vient pas.

Elle parle à des marins, à des soldats, à des gardes rouges, à des ouvriers, avec des gestes un peu apprêtés, d'une voix un peu artificielle et de tout un air un peu théâtral. Ce qu'elle raconte, j'en fais bon marché. Mais elle sait tenir son auditoire; elle récolte une abondante moisson d'applaudissements. Et je suis tout surpris qu'après son couplet final, bien enlevé, un appariteur ne lui apporte pas une corbeille de beaux chrysanthèmes.

## CHAPITRE IV

## LES PROPOSITIONS DE PAIX DES EMPIRES CENTRAUX

*14/27 DECEMBRE.*

Les propositions de paix des Empires centraux nous arrivent. Smolny, et nous avec lui, les avons attendues longtemps. Il y a eu des échanges fiévreux de télégrammes, des demandes urgentes de Ioffé, des réponses précises de Trotski, des allusions mystérieuses à on ne sait quoi qui nous reste caché. Et je me demande pourquoi c'est Ioffé qui est président de la délégation russe. Kamenef était tout désigné pour ce rôle de premier plan. Il est de la même race que Ioffé, mais il a de la valeur. C'est en plus, paraît-il, un honnête homme. Ioffé, c'est un comparse. Pourquoi, diable, Trotski l'a-t-il choisi? Est-il plus sûr de lui que

de Kameneff? Il y a là quelque chose de louche devant quoi on reste inquiet.

Enfin, les Empires centraux nous donnent la réponse suivante :

« Aujourd'hui 25 décembre, à 22 heures, a eu lieu la deuxième séance de la Conférence de la paix. Au nom de la délégation de la Quadruple Alliance, le comte Czernin, en réponse à notre déclaration, a donné connaissance de la note suivante :

« Les délégations des puissances alliées se fondent sur la volonté clairement exprimée par leurs gouvernements et leurs peuples d'arriver au plus vite à la conclusion d'une paix générale et équitable. Les délégations des alliés, en accord complet avec le point de vue exprimé plusieurs fois par leurs gouvernements, supposent que les propositions fondamentales de la déclaration russe peuvent être prises comme bases de pourparlers pour une paix de ce genre. Les délégations de la Quadruple Alliance sont prêtes à signer immédiatement une paix générale sans annexions par la violence et sans contributions. Elles se joi-

gnent au point de vue de la délégation russe qui blâme la continuation de la guerre pour de simples buts de conquête. Les hommes d'Etat des gouvernements alliés ont plus d'une fois souligné dans leurs programmes et déclarations que les alliés ne prolongeront pas d'un jour la guerre dans des buts de conquête. Les gouvernements des alliés ont toujours soutenu ce point de vue. Ils déclarent solennellement leur décision de signer des conditions de paix, terminant cette guerre, à des conditions également équitables pour tous les pays belligérants, sans exception. Il est pourtant nécessaire d'indiquer, avec la clarté la plus complète, que les propositions de la déclaration russe pourraient être réalisées, dans le cas où toutes les puissances belligérantes, sans exception et sans restriction, s'engageraient à réaliser ces conditions générales pour tous les peuples. Les puissances de la Quadruple Alliance, entrées en accord avec la Russie, ne peuvent admettre ces conditions sans avoir des garanties que les alliés de la Russie reconnaissent et réalisent honnêtement et sans restrictions

ces conditions envers la Quadruple Alliance. Selon ce principe, nous devons déclarer ce qui suit au sujet des six points proposés par la délégation russe comme base de pourparlers :

« *Point 1.* — Les puissances alliées n'ont pas l'intention d'annexer par la violence les territoires qu'elles ont occupés pendant cette guerre. Quant aux troupes qui se trouvent actuellement en territoires occupés, il en sera décidé par le traité de paix, autant qu'une décision n'aura pas été prise préalablement sur le retrait des troupes de tel ou tel autre endroit.

« *Point 2.* — Les alliés n'ont pas l'intention de priver de leur indépendance politique les peuples qui ont perdu cette indépendance durant la guerre actuelle.

« *Point 3.* — La question du rattachement à tel ou tel autre pays des groupes nationaux n'ayant pas d'indépendance politique, de l'avis des puissances de la Quadruple Alliance, ne peut être résolue d'une manière internationale. Elle doit être résolue par chaque Etat

de concert avec ses peuples, selon les moyens indiqués par la constitution du pays.

« *Point 4.* — De même, conformément aux déclarations des hommes d'Etat de la Quadruple Alliance, la sauvegarde des droits des minorités forme la partie réelle du droit des peuples de disposer d'eux-mêmes indiqué par les constitutions. Les gouvernements des alliés mettent aussi en vigueur ces principes, quand il y a la possibilité de les appliquer.

« *Point 5.* — Les puissances alliées ont plus d'une fois indiqué la possibilité d'un renoncement mutuel, non seulement au remboursement des dépenses occasionnées par la guerre, mais aussi au remboursement des dommages causés par la guerre. Conformément à cette proposition, chacune des puissances belligérantes n'aurait qu'à payer les frais d'entretien de ses ressortissants faits prisonniers et les dommages causés sur son propre territoire aux ressortissants civils de l'ennemi en violation du droit international. La proposition du gouvernement russe, au sujet de la création

d'un fonds spécial dans ce but, peut être examinée seulement au cas où les autres pays belligérants se joindront aux pourparlers de paix, avant l'expiration d'un terme fixé.

« *Point 6.* — Des quatre puissances alliées, il n'y a que l'Allemagne qui possède des colonies. La délégation allemande, d'accord avec les propositions russes, y ajoute ce qui suit : le retour des territoires coloniaux occupés par la violence pendant la guerre est une des parties essentielles des exigences allemandes, à laquelle l'Allemagne ne peut, en aucun cas, renoncer. L'exigence russe concernant l'évacuation immédiate de tels territoires, correspond aux intentions allemandes. Ayant en vue la nature des territoires coloniaux de l'Allemagne, le droit des peuples de disposer d'eux-mêmes, malgré l'acceptation du principe proposé par la délégation russe, est actuellement impossible en fait. La conduite des indigènes des colonies allemandes qui, malgré les énormes difficultés et l'impossibilité de vaincre un ennemi plusieurs fois supérieur et disposant à

discrétion des transports par mer, sont restés malgré toutes les difficultés fidèles jusqu'à la mort à leurs amis allemands, prouvant leur dévouement et leur résolution de rester attachés à l'Allemagne. C'est là une preuve qui l'emporte, par sa signification et son importance, sur n'importe quelle expression de la volonté populaire.

« Les principes concernant les rapports économiques, liés aux six points mentionnés ci-dessus, et proposés par la délégation russe, sont entièrement approuvés par les délégations des puissances alliées, qui ont toujours protesté contre toute atteinte à la liberté économique et voient dans le rétablissement des rapports économiques réguliers, répondant aux intérêts de tous les peuples intéressés, une des conditions principales pour la préparation et l'élaboration des rapports amicaux entre les puissances actuellement en guerre. »

La note est habile. On voit comment les maximalistes pourront exploiter leur succès apparent. On devine la manœuvre de l'Allemagne. Elle veut amener une rupture com-

plète entre la Russie et les Alliés. Elle semble accepter pour une paix générale les principes de la démocratie russe, mais elle s'arrange de façon à ce que ses propositions nous soient inacceptables. Nous refusons la coupe empoisonnée qu'elle nous tend. Alors, les Empires centraux se retourneront vers la Russie et lui diront :

« — Vos abominables alliés ne veulent rien entendre. Ils continuent une guerre impitoyable. Dans ces conditions nous sommes obligés de prendre quelques garanties en Orient. Nous ne pouvons évacuer les territoires occupés. La faute en est à vos alliés. »

Et les maximalistes, et, avec eux, une grande partie de la Russie, crieront : « A bas les Alliés ! » Nous n'aurons plus qu'à quitter la Russie et la laisser aux Allemands qui sauront s'en accommoder.

A lire de près le texte de la note, on constate qu'elle contient des exigences inadmissibles, des équivoques nombreuses que les Empires centraux sauront interpréter à leur profit, chaque mot cache un piège; enfin au

point de vue russe, un refus net d'accepter les principes mêmes de la paix voulue par les maximalistes.

L'exigence inadmissible est contenue dans l'article 6. Les Allemands y exigent l'évacuation immédiate de leurs colonies, tandis qu'ils n'évacueront les pays occupés par eux que lors de la discussion du traité de paix (article premier).

L'équivoque : ils déclarent qu'ils rendront l'indépendance aux pays occupés par eux au cours de la guerre. Mais ils accolent au mot indépendance le qualificatif « politique ». Et l'indépendance économique? On se souvient de quelques phrases menaçantes à l'adresse de la Belgique. Et que veulent dire les mots : « Sans annexions par la violence. » Ils laissent place aux annexions dissimulées, au soi-disant désir des peuples de s'unir à l'Allemagne. Rien de plus facile que de faire voter par des assemblées nommées à cet effet, des vœux que les Empires centraux s'empresseront de satisfaire.

Le refus net : ils nient le droit des peuples

de disposer d'eux-mêmes. Cette question ne peut être résolue internationalement. Chaque Etat la résoudra de concert avec ses peuples, selon les moyens indiqués par sa constitution (art. 3).

Le beau billet qu'ont là l'Alsace-Lorraine, la Pologne, la Bohême, la Transylvanie, les populations slaves du Sud de l'Autriche!

Mais qui, en Russie, aujourd'hui, examine ce texte à la loupe? La paix, la paix! On ne voit pas plus loin. Et Smolny triomphe, déclarant que la Russie maximaliste a fait trembler sur leurs bases les Empires centraux.

Et je pense à la France douloureuse. Comment les simples de chez nous, et les soldats dans les tranchées depuis plus de trois ans, liront-ils ces lignes perfides? Auront-ils le moment de faiblesse que guette l'ennemi? La paix à laquelle ils rêvent tous, leur paraîtra-t-elle enfin une paix acceptable?

Dure épreuve. Jours tragiques!

## I. — Les Commissions des Empires centraux a Petrograd

*17/30 DECEMBRE.*

Les Allemands, les Autrichiens sont ici, le comte de Mirbach, l'amiral Kaiserling, et une quarantaine de conseillers financiers, diplomatiques, militaires et autres. Ils occupent le Grand Hôtel. Ils se promènent dans Petrograd, ils reprennent contact avec leurs anciens amis.

Quelqu'un vient me raconter l'intéressante conversation qu'il a eue, par hasard, avec M. Lamshof, ancien représentant de la *Deutsche Bank* en Russie, et dont la fille a épousé le peintre Braz, très connu ici.

Le vieux M. Lamshof, conseiller financier, attaché à la Commission allemande, devant l'étonnement de ses interlocuteurs, qui lui demandaient comment les Empires centraux avaient accepté d'entamer les pourparlers avec les maximalistes, répondit :

« — Les Empires centraux veulent parler de paix et prennent le premier moyen qui leur

est offert. Par-dessus la Russie, c'est aux Alliés qu'ils s'adressent. Trotski n'est pour eux qu'un moyen d'entamer enfin des conversations précises sur la paix qui ne doit pas tarder. Nous nous servons des maximalistes parce que nous n'avons pas d'autres truchements. A Brest-Litovsk, les maximalistes nous ont demandé un emprunt de deux milliards. Nous avons été obligés, bien que cela ne nous soit pas agréable, de l'accorder en principe. Mais nous avons remis l'accord à ce sujet à plus tard. Nous voulions voir, par nous-mêmes, Petrograd, où nous avons de nombreuses relations et étudier la situation sur place. Ce que nous avons vu dépasse les prévisions les plus pessimistes des plus pessimistes d'entre nous. La ruine de la Russie politique, financière, industrielle, économique est au delà de ce qu'on pouvait imaginer. Elle a atteint de telles proportions que le relèvement de la Russie et le rétablissement d'un état économique normal demandera un effort si grand, que l'Allemagne seule ne peut le réaliser. L'œuvre doit être entreprise par toutes les grandes puissances qui ont des inté-

rêts en Russie. La France, l'Angleterre, les Etats-Unis doivent collaborer avec nous. C'est ainsi que j'entrevois les choses, et les puissances, ennemies, aujourd'hui, auront une tâche commune ici. »

*19/ DEC./1er JANVIER 1918.*

J'apprends aujourd'hui, Jour de l'An, nouveau style, que le front de Dvinsk a disparu. Les soldats quittent le front par milliers. Ils abandonnent les lignes, les canons, les dépôts. Les Allemands envahissent Dvinsk. Ils y sont fort bien reçus. Officiers et soldats les traitent de leur mieux. Dvinsk était encore bien approvisionné. Les Russes vendent aux Allemands du blé, du fourrage, du gruau. Les soldats se défont de tout. Avant de rentrer chez eux, ils cèdent leur fusil à deux roubles, leurs bottes pour dix, leur manteau pour quinze. Les Allemands font de fructueuses affaires et les Russes rentrent à l'intérieur. Il n'y a plus d'armée. Les canons vont disparaître sous la neige d'où les Allemands les tireront. Ils achètent des chevaux et du cuir.

Et, à ce même moment, on nous joue à Petrograd la comédie de la rupture. Oui, il y a quelque chose qui cloche dans les négociations. Les Allemands ont révélé de grandes exigences inconnues. Ils ne veulent pas évacuer la Courlande, la Lithuanie, la Pologne.

Smolny frémit d'indignation. Trotski est dans une colère épouvantable. Il terrifie son entourage. Il a la grossièreté de laisser ses seconds, Polivanof (!) et Zalkinde(!!) présider la première séance de la conférence aux Affaires étrangères. Il ne cache pas qu'il envoie des ordres à la Stafka pour qu'on prenne des mesures militaires. On parle de rupture des négociations. La guerre reprendrait.

Qui espère-t-on tromper avec cette méprisable comédie? Trotski ne sait-il pas depuis longtemps que les Allemands ont déclaré qu'ils s'arrangeraient pour garder sous leur influence les provinces détachées de l'empire russe? Il y a trois semaines, je lui posais précisément cette question : « Quels moyens avez-vous pour faire évacuer la Pologne, la Lithuanie et la Courlande? » Trotski était-il

nigaud à ce point de croire à la paix démocratique de l'Allemagne?

Prendre des mesures militaires contre l'Allemagne, à l'heure où nous sommes! Allez à Dvinsk, Trotski, allez voir ce que vous avez fait de l'armée russe. Allez regarder vos soldats bolcheviques vendre jusqu'à leur chemise aux Allemands qui vous méprisent.

Frappez les portes à Smolny, froncez vos sourcils, tapez sur les tables. Quelles dupes trouverez-vous? Une fois la scène jouée, il faudra bien revenir à la table couverte d'un tapis vert où vous signerez la paix déshonorante que vous avez voulue et longuement préparée.

*21 DEC./ 3 JANVIER.*

Aujourd'hui j'ai acheté un médiocre morceau de bœuf au prix de 100 roubles, et des bretelles ordinaires, qui m'en ont coûté 40. Cependant nous n'avons pas d'argent, et personne n'en a, car les banques sont fermées depuis dix jours que le gouvernement s'en est emparé. Elles ne fonctionnent, cela va sans

dire, que pour les ouvriers dont la paie continue à être assurée. Les commerçants, petits et grands, les employés, les coopératives, pas plus que nous, bourgeois, n'ont aucun moyen de toucher l'argent qui leur appartient et qu'ils ont laissé en dépôt. Combien cette situation incroyable va-t-elle se prolonger? Quelles catastrophes économiques amènera-t-elle?

La vie matérielle devient tous les jours plus difficile. L'électricité manque. Les longues nuits de Petrograd durent dix-huit heures.

Hier, je n'ai eu que cinq heures et demie d'électricité. Le pétrole est introuvable. Il faut faire queue cinq ou six heures pour en avoir quelques litres. L'eau m'est coupée dans la journée.

Ma maison est chauffée au naphte. Mais le naphte n'arrive plus. Et nous entrons à peine dans l'hiver. Nous avons devant nous trois mois de grand froid. Hier, Trotski, dans un discours purement démagogique au C. C. E., a dit : « Avant notre révolution, nous avons promis au peuple et à l'armée de les vêtir chaude-

ment et de déshabiller le bourgeois. Le moment est venu de le faire. »

La ration de pain diminue. Avant-hier les boulangeries dans mon quartier sont restées fermées. Hier et aujourd'hui on a distribué 175 grammes de pain par tête. La livre russe de pommes de terre monte à 1 rouble. Les marchés sont vides. Les bolchéviques nous avaient promis la paix et notre pain quotidien. Nous voyons venir la paix. Elle nous trouvera affamés.

*25 DEC.-7 JANVIER.*

Trotski est parti pour Brest mener lui-même la Conférence de paix au nom de la délégation russe qui l'accompagne, ou mieux, le suit.

Cependant, ici, dans les milieux maximalistes, on mène grand bruit, trop grand bruit, autour d'une reprise possible des hostilités. Lenine fait procéder à une enquête auprès des comités d'armée pour savoir dans quelle humeur se trouvent les soldats. On parle d'un appel en masse du peuple armé pour terras-

ser les impérialistes allemands. Les soldats lasisent dire et faire. Leur baluchon sur le dos, ils gagnent les gares, défoncent quelques wagons et s'en vont chez eux.

L'armée, comme disait Lenine, s'auto-démobilise, ainsi qu'il convient à une armée démocratique où il n'y a plus de chefs.

Le maximalisme réalise ainsi à sa manière la démobilisation de ces douze millions d'hommes que la folie du Tzar avait appelés sous les armes. Douze millions d'hommes pour arriver à en maintenir deux sur le front! Toutes les villes de l'intérieur pleines d'une foule soldatesque, oisive, mal entraînée, mal encadrée; la vie nationale presque arrêtée par cette levée énorme d'hommes jusqu'à 45 ans; le ravitaillement presque impossible de ces légions inutiles; la population civile à moitié affamée pour nourrir ces quasi propres à rien; les transports paralysés, les chemins de fer encombrés; la famine menaçante; l'indiscipline grandissant dans ces masses inutilisées de soldats, voilà l'œuvre absurde du régime autocratique. Avec une sàge administration

des choses militaires, il aurait tenu le front avec deux millions et demi d'hommes jeunes et en aurait gardé à l'arrière un chiffre égal. Ces troupes mieux encadrées, actives, manœuvrières, lui suffisaient pour battre l'ennemi, faible sur le front oriental.

Mais il a accumulé les hommes sans compter, précipitant ainsi les causes du malaise qui, grandissant, a amené la Révolution. Il lui a laissé cette armée énorme dont la Révolution n'a su que faire. Lvof, comme Kerenski, n'ont pris aucune mesure décisive pour démobiliser la moitié de l'armée.

Lenine et Trotski ont réglé la question avec leur netteté ordinaire. Sous leur règne, le soldat, lent à comprendre, a tout de même vu qu'il n'avait qu'à regagner son logis. Combien y a-t-il de soldats aujourd'hui à l'armée? En reste-t-il deux millions?

Je vois à Petrograd le dépôt du régiment Préobrajenski avec mille hommes. Il en avait douze ou quatorze mille l'an dernier à même époque. La petite caserne où les Pavlovtsy logeaient leur supplément d'hommes, au coin

de Moika, est fermée depuis deux mois. Et il en est de même partout. Chaque jour et à chaque heure, on rencontre de petites bandes de soldats partant pour la gare Nicolas. Le spectacle de la gare Nicolas, dès que la nuit vient, est une scène de l'enfer. Sur les quais couverts de neige glacée, une foule énorme de soldats, auxquels se mêlent quelques malheureux civils obligés de quitter Petrograd, se rue sur les trains dès qu'ils arrivent en gare. Les gens se précipitent, se foulent aux pieds, glissent sous les wagons, sont écrasés. L'avant-veille de Noël, il y a eu douze morts dans cette seule gare. Les wagons de toutes classes, et au hasard, sont pris d'assaut. On fracasse les doubles-fenêtres pour entrer plus vite. Où il y a place pour trente personnes, trois cents s'entassent en un bloc solide dont on ne peut plus se dégager. Le train part ou ne part pas. Il n'y a pas de locomotive, ou pas de charbon, ou pas de machiniste. Il reste parfois trente-six ou quarante-huit heures avant de quitter la gare, et les gens crèvent de froid — nous avons 25 degrés au-dessous de zéro — dans les

wagons dont les vitres sont cassées et qui ne sont point chauffés.

C'est ainsi que les soldats, malgré les fanfares héroïques de Krylenko, restent chez eux.

La nation armée! Belle plaisanterie maximaliste. Ces gens s'entendent mieux à détruire qu'à construire, à prêcher la paix que la guerre, à changer une armée en troupeau de moutons, qu'à former des soldats.

Combien de jours encore essaiera-t-on de faire croire à la guerre sainte?

Avant même que de partir, les maximalistes ont subi une défaite. Ils voulaient la reprise des pourparlers de paix à Stockholm, prétendant que l'acceptation de Brest-Litovsk semblait laisser entendre que les Empires centraux dictaient leurs conditions à la Russie. Ils se croyaient sûrs de l'emporter, car l'Allemagne, pour si peu, ne voudrait pas rompre les pourparlers d'une paix qui lui est si précieuse. Mais non. Les Empires centraux ont exigé Brest et le gouvernement des commissaires a cédé. Que pouvait-il faire?

Trotski annonce qu'il compte faire traîner

les pourparlers de paix. Qu'ils durent trois mois, et que, pendant ce temps, l'opinion publique s'agite en Allemagne, que la discussion des principes russes s'échauffe, que le parti socialiste mène une vive campagne, que la propagande maximaliste se développe dans l'armée, voilà la tactique de Trotski. Mais il faut que l'Allemagne s'y prête. Et le télégramme, que nous recevons aujourd'hui, 28 décembre/10 janvier, de Brest, nous dit que, pour l'instant, le parti militaire l'emporte.

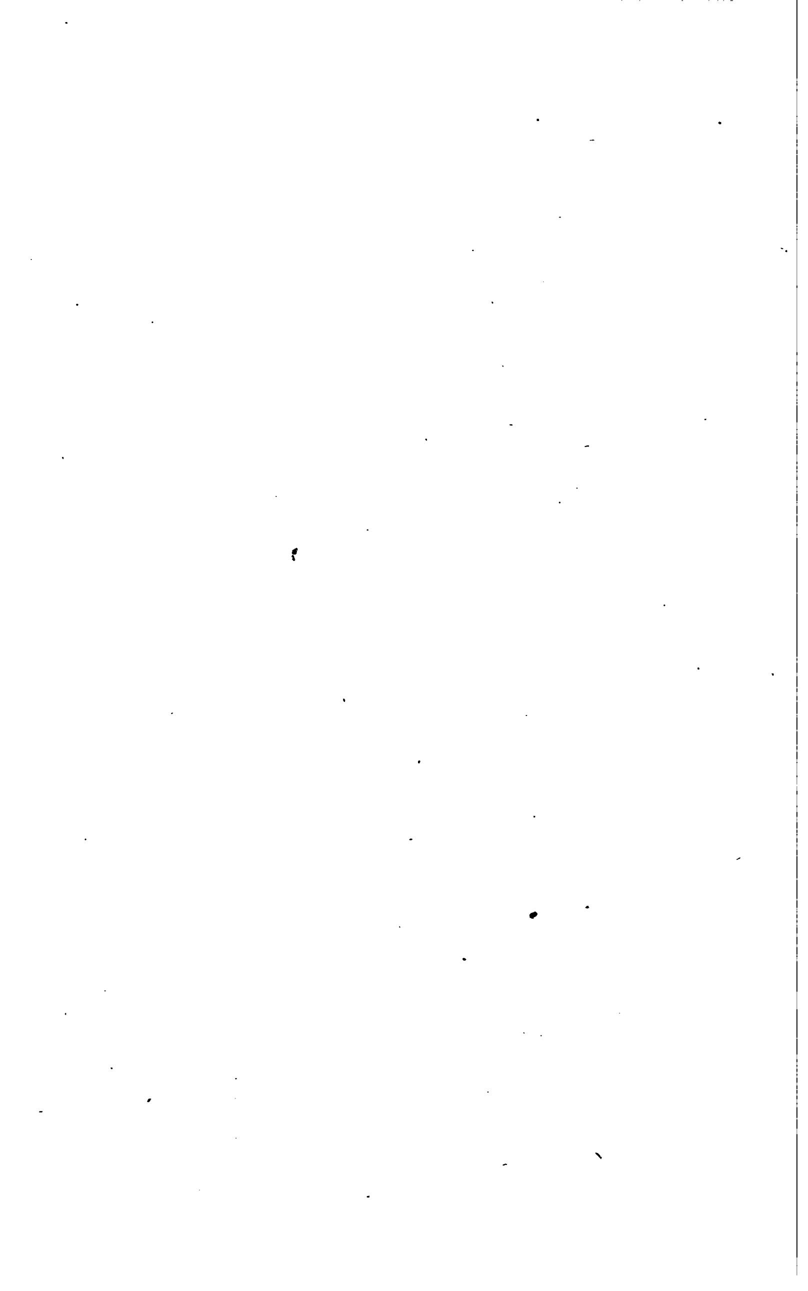
Ce diable de Trotski est d'une impudence inégalable. Au moment de partir pour Brest jouer sa partie, n'a-t-il pas eu l'aplomb de dire à un officier de la mission française, socialiste dissident, dont il fait son confident et dont il joue à merveille :

— A cette heure, les Français ne pourraient-ils pas faire une offensive, pour nous rendre la tâche plus facile?

La vie de cent mille soldats français pour permettre à Trotski-Bronstein de jouer sa

comédie! Le dictateur terroriste a de l'allure, comme on voit :

Le socialiste dissident français, si plein d'admiration qu'il soit pour le Maître, a osé lui pouffer de rire au nez.



## CHAPITRE V

# LA DISCUSSION DU TRAITÉ DE PAIX

### 1. Les séances de Brest-Litovsk

*30 DEC./12 JANVIER.*

Hier et aujourd'hui, nous avons les télégrammes de la délégation russe à Brest. Depuis que Trotski est là, le ton a changé. Trotski, comme on pouvait s'y attendre, s'y montre un adversaire redoutable pour les Czernin, Kuhlmann, Hoffman qui mènent la diplomatie et les armes des pays centraux. Il joue sa partie avec une supériorité incontestable. Il se sert de son jeu avec une habileté sans pareille. Ses atouts sont l'opinion publique mondiale, l'opinion publique des partis

d'opposition dans les Empires centraux, par laquelle il veut atteindre au cœur même des forces ennemies, jusqu'au soldat dans les tranchées. A l'heure où nous sommes, cette tentative hardie est quasi désespérée, mais enfin la lassitude est si grande et universelle que, peut-être finira-t-il par renforcer les partis d'opposition en Allemagne et en Autriche.

Le spectacle est curieux de cet homme sans armes, en face de ces militaires, épée à la main. Il n'a derrière lui qu'un troupeau débandé. Devant lui, la plus forte armée que le monde ait vue. Mais il ne se laisse pas ébranler. Avec l'assurance propre à sa race, il va hardiment son chemin, qui n'est pas le leur. Aux explosifs de leurs obus, il oppose la force d'expansion des idées de délivrance qu'il offre aux peuples assujettis. La lutte serait magnifique s'il avait derrière lui une armée forte et disciplinée, prête à se battre. Son argumentation serait alors irrésistible. Il dirait : « Je suis fort, aussi fort que vous. S'il est nécessaire, deux millions d'hommes sont prêts à donner leur vie pour assurer le triomphe de

nos idées démocratiques, de paix, d'égalité, d'indépendance. Mais en voici assez. Le canon a suffisamment parlé. Assez de morts, assez de souffrances. Il faut une fin à ces massacres affreux, et cette fin je la réclame en m'appuyant sur des principes tels que je vous mets au défi de la repousser. »

Trotski serait alors invincible. Mais quoi! Les soldats russes sont-ils prêts à se battre pour n'importe quelle cause? Non, ils désertent. Trotski parle, et derrière lui c'est la débandade de l'armée, *qu'il a voulue*, ne l'oublions jamais.

Le président Wilson veut arriver, lui aussi, à une paix démocratique et juste, mais, pour la gagner, il prépare une formidable armée. Voilà la différence.

Kuhlman et Czernin s'étaient plaints avant-hier d'un compte rendu inexact d'une séance par l'Agence télégraphique de Petrograd. Ils avaient déclaré que les conditions fixées par eux étaient celles d'une paix générale, mais qu'aujourd'hui, ils se trouvaient en face de la seule Russie; ils avaient fait une condition

*sine qua non* de la continuation des pourparlers, qu'ils se fassent à Brest. Enfin, le général Hoffman s'était plaint sur un ton rogue de l'inadmissible propagande russe dans l'armée.

Aujourd'hui, la délégation russe, disons mieux, Trotski, répond. Et voici l'essentiel de sa réponse :

Sur le télégramme inexact, il répond que le gouvernement russe ne peut pas considérer comme l'expression de la volonté des habitants des territoires occupés une déclaration faite par des groupes privilégiés, pendant une occupation militaire.

« Regrettant le malentendu du télégramme A. T. P., qui ne vient pas de la délégation russe et dont la source sera recherchée, nous croyons nécessaire d'établir qu'un tel malentendu a été rendu possible par le fait que les déclarations officielles de la délégation russe n'arrivent pas entières aux peuples des Empires centraux et qu'une partie leur parvient dénaturée. Ainsi, la réponse de notre délégation à la déclaration du 25 décembre n'a été donnée que sous forme d'une critique de fond,

concernant le droit des peuples de disposer d'eux-mêmes. L'opinion publique est ainsi inexactement renseignée et nous voyons ici un réel danger pour le succès de nos travaux. »

Ayant marqué un point, Trotski continue et s'en prend au général Hoffman :

« Quant à la protestation du général Hoffmann contre les articles de notre presse, les radiotélégrammes, les proclamations, etc., critiquant le régime monarchique et capitaliste de certains pays, nous considérons nécessaire de déclarer : que les conditions de l'armistice et le caractère des pourparlers de paix ne limitent en aucun sens, ni la liberté de la presse, ni celle de la parole pour aucune des parties contractantes. Nous, représentants de la République de Russie, conservons pour nous et nos concitoyens la liberté complète de propagande de nos convictions républicaines et révolutionnaires-socialistes. En même temps, nous déclarons que nous ne voyons aucune raison de protester sur le fait que les gouvernements de la Quadruple Alliance propagent parmi les prisonniers de guerre russes

et parmi nos soldats sur le front des publications allemandes semi-officielles d'un esprit tendancieux et remplies d'opinions capitalistes que nous envisageons comme profondément hostiles aux intérêts des masses populaires.

« Après ces remarques préventives, nous pouvons passer à l'essence des déclarations qui ont été faites ici hier par le président des délégations allemande et austro-hongroise. Avant tout, nous affirmons que, conformément à la décision prise avant la suspension des pourparlers, nous avons l'intention de continuer les pourparlers de paix.

« Arrivés au pouvoir, nous accomplissons ce que nous avons promis quand nous étions dans l'opposition. Nous avons publié les traités secrets et les avons catégoriquement rejetés en tant qu'ils s'opposent aux intérêts des peuples et à la morale socialiste. Nous continuons, maintenant encore, cette publication. Aucun pays, tant ami qu'ennemi, n'a malheureusement jusqu'à présent suivi notre exemple dans cette voie de lutte ouverte et effective

contre les machinations diplomatiques. Nous sommes entrés dans le chemin de pourparlers de paix ignorant les avertissements menaçants et les intrigues des ambassades. Nous nous sommes soumis seulement à notre programme socialiste. Nous avons répondu et répondons par des répressions implacables à toutes les tentatives contre-révolutionnaires de la part des agents diplomatiques alliés en Russie pour faire échouer les pourparlers de paix. Nous ne voyons décidément pas de raison pour supposer que la diplomatie de l'Entente, puisse dans un pays neutre, opérer contre la paix avec plus de succès qu'à Petrograd. En ce qui concerne la sincérité de notre désir de paix mise en doute par M. le secrétaire d'Etat, nous pensons que, dans ce domaine, la question sera résolue, non par des suppositions psychologiques, mais par des faits. Celui-là est sincèrement épris du désir de paix qui est prêt à tirer toutes les déductions nécessaires du droit des nations à disposer d'elles-mêmes.

« Nous avons démontré notre manière de voir dans les questions concernant la Finlande,

l'Arménie et l'Ukraine. Il reste à la partie adverse à prouver la sienne, ne fût-ce que dans la question des territoires occupés et, si le président de la délégation austro-hongroise, le comte Czernin, exprime des craintes que les gouvernements d'Angleterre et de France n'entreprennent tout ce qui dépendra d'eux pour gêner « ouvertement ou dans les coulisses » les pourparlers de paix, nous jugeons opportun d'expliquer qu'en général notre politique se passe de coulisse, attendu que cette arme de l'ancienne diplomatie a été complètement abolie par le peuple russe, de même que beaucoup d'autres choses, lors de la glorieuse insurrection du 25 octobre. Tous ces soupçons de participation de notre part dans les intrigues anglo-françaises, complétant systématiquement les insinuations de Londres et de Paris, nous accusant d'accord secret avec Berlin, sont balayées par nous avec résolution parce que notre politique n'est pas dirigée par des combinaisons hasardeuses, mais par les intérêts historiques des classes travailleuses de tous les pays. Si, de cette manière,

nous ne prenons en considération aucune raison pratique ou politique qui, réellement, pourrait rattacher le sort de la paix à Brest-Litovsk, comme lieu de pourparlers, d'un autre côté, nous ne pouvons passer outre l'argument qui, à la séance d'hier, n'a pas été qualifié de son nom, mais qui jette une lumière sur tous les autres arguments et qui a été avancé assez clairement dans le discours de M. le Chancelier d'Etat. Nous parlons de la partie du discours où, à côté de l'équité et de la conscience loyale, il est fait allusion à la puissante situation de l'Allemagne.

« Messieurs, nous n'avons ni la possibilité ni l'intention de disconvenir que notre pays est affaibli par la politique des classes qui ont dominé chez nous jusqu'à ces derniers temps, mais la situation mondiale d'un pays n'est pas déterminée seulement par l'état actuel de son appareil technique, mais par les possibilités qui résident en lui, de même que la puissance économique de l'Allemagne ne peut être évaluée par l'état actuel de son approvisionnement. Une politique large et prévoyante se

base sur les tendances de développement, sur les forces intérieures, qui, une fois réveillées, montreront leur puissance tôt ou tard. A l'exemple de la grande Réforme du XVI^e siècle et de la grande Révolution du XVIII^e siècle, qui ont montré les forces créatrices des peuples allemands et français, notre grande révolution à un degré mondial technique et de culture supérieur a éveillé et découvert les forces créatrices de notre peuple. Notre gouvernement, à la tête de son programme, a écrit le mot « PAIX », mais il s'est engagé en même temps devant le peuple à ne signer qu'une paix démocratique et juste.

« Notre peuple est plein de respect pour les masses travailleuses de l'Allemagne, sur lesquelles s'appuie toute la culture allemande et, par l'intermédiaire des partis amenés au pouvoir par notre révolution, notre peuple a depuis longtemps appris à apprécier hautement la classe ouvrière allemande, ses organisations, son esprit de solidarité internationale. C'est avec un sentiment de profonde sympathie que notre peuple considère les peuples

d'Autriche-Hongrie, de Turquie et de Bulgarie. Ces terribles années d'une guerre, la plus cruelle et la plus insensée entre toutes, non seulement n'ont pas rendu cruel le cœur de nos soldats, au contraire, elles ont créé un nouveau lien de souffrances communes et de tendance vers la paix. C'est pourquoi le Congrès panrusse des ouvriers, soldats et paysans, a tendu ouvertement une main conciliatrice aux peuples de l'autre côté des tranchées. De notre côté, rien n'est changé. Comme auparavant, nous voulons une paix rapide basée sur l'entente entre les peuples. Dans ces conditions le refus des gouvernements allemand et austro-hongrois, turc et bulgare, de transférer les pourparlers, dans leur stade actuel, d'un lieu occupé par les troupes allemandes dans un pays neutre, garantissant aux deux parties une même égalité, ne peut guère être considéré autrement que comme une tendance des gouvernements précités et des cercles annexionnistes influents à suivre un chemin étranger aux principes d'entente entre les peuples et basé sur la carte de la guerre. Ces ten-

dances sont aussi néfastes pour le peuple russe que pour le peuple allemand, car les cartes de guerre changent, mais les peuples restent. »

## 2. — L'ARRESTATION DE M. DIAMANDI, MINISTRE DE ROUMANIE

*3/16 JANVIER.*

Le 31/13 janvier, comme j'avais chez moi quelques amis pour réveillonner à la russe, un des membres de l'ambassade arriva, tout courant, à dix heures, nous apprendre qu'une quarantaine de marins et gardes rouges venaient d'envahir l'hôtel de la légation de Roumanie et d'arrêter le ministre, M. Diamandi, et tout le personnel de la légation. Un secrétaire qui avait pu s'échapper avait été apprendre la nouvelle à l'ambassade de France, qui avait aussitôt prévenu le corps diplomatique de Petrograd, menacé tout entier, tant alliés que neutres, dans sa dignité et dans sa sécurité par le coup inouï dirigé contre un de ses membres par Lenine.

Les membres du corps diplomatique se réunissent aujourd'hui à midi chez le doyen, l'ambassadeur des Etats-Unis. Ils décident d'agir sous leur propre responsabilité, sans attendre les nouvelles de leurs gouvernements, dans une affaire qui ne peut supporter aucun retard. A l'unanimité, ils signent la note que voici :

« Les soussignés, chefs des missions diplomatiques de toutes les nations représentées en Russie, indignés par l'arrestation du ministre de Roumanie Diamandi, et affirmant la solidarité de leurs sentiments au sujet de la violation des immunités diplomatiques respectées depuis des siècles par tous les gouvernements, réclament la mise en liberté immédiate de M. Diamandi et de tout le personnel de la légation. »

On pose la question de savoir qui sera chargé de remettre la note.

L'ambassadeur des Etats-Unis et un neutre se proposent. Finalement, tous les ambassadeurs et ministres jugent préférable de se rendre en corps à Smolny. Ils demanderont une

réponse immédiate. Si M. Diamandi n'est pas relâché dans la soirée, ils se prépareront à quitter Petrograd.

Ils n'entreront dans aucune discussion avec Lenine sur les griefs que la Russie maximaliste a contre la Roumanie. Ils diront qu'ils ne veulent rien entendre sur ce point, mais que depuis des siècles que les peuples ont entre eux des rapports diplomatiques, on n'a jamais admis qu'on puisse arrêter un ambassadeur comme otage en le rendant responsable des fautes que l'on reproche à son gouvernement. Il faut arriver à la Russie maximaliste pour voir une transgression ouverte des principes qui règlent les rapports des peuples civilisés et que seuls les Turcs ont violés au XVII[e] siècle. Les commissaires du peuple veulent-ils que la forteresse Pierre-et-Paul soit égalée à l'inoubliable Château des Sept-Tours, qui dresse ses vieilles murailles au bord de la mer de Marmara?

A 3 heures et demie, le premier de l'an russe, le cortège des membres du corps diplomatique entre à Smolny et passe devant les

gardes rouges qui le regardent curieusement.

Au second étage, devant une porte, un homme gras, souriant, patelin, les attend. C'est Lenine. Il les introduit dans une petite pièce étroite et longue, sommairement meublée d'une table et de quelques chaises. Un homme maigre, pâle, agité, cassant, le teint mauvais, est là. Lenine le présente : « Le camarade Zalkinde, adjoint de Trotski, docteur ès sciences de la Sorbonne. » Il est vêtu en soldat.

L'ambassadeur des Etats-Unis remet la note avec un court commentaire. Comme il s'exprime en français avec quelque difficulté, la conversation se poursuit en français et M. Noulens la mène pour le corps diplomatique.

Lenine et Zalkinde expliquent immédiatement que, dès que les membres du corps diplomatique sauront les raisons pour lesquelles le ministre de Roumanie a été arrêté, — une division russe entourée par les troupes roumaines, les officiers autrichiens, hôtes des Russes (!) faits prisonniers, les soldats russes désarmés, — ils approuveront aussitôt la

mesure prise par le Conseil des commissaires qui peut, seule, arrêter une effusion de sang inévitable.

M. Noulens répond que le corps diplomatique est décidé à ne pas entrer dans l'examen des griefs de la Russie envers la Roumanie. Il entend se placer uniquement sur le terrain de principes dont il est résolu à ne pas admettre la violation.

La discussion est longue. Les membres du corps diplomatique font connaissance avec le camarade Zalkinde, dont rien ne peut égaler l'adresse sophistique avec laquelle il détourne les raisons simples qui lui sont données. On dit blanc, il répète noir. Le ministre de Belgique est obligé de remettre assez brusquement ledit camarade à sa place, lui faisant observer qu'il dit exactement le contraire de ce qu'il prétend avoir entendu de la bouche de l'ambassadeur de France.

Le ministre de Serbie ne peut écouter sans bondir les insolences de Zalkinde qui parle sans cesse de la trahison de la Roumanie. Il se lève et, dans une apostrophe enflammée, il met

Lenine et son parti en face de leur conduite éhontée vis-à-vis des Alliés et des petits peuples qui ont cru à la Russie. Il brandit son poing sous le nez de Lenine, l'appelant traître. Son éloquence, l'emportement de ses paroles, leur justesse, créent une vive émotion.

L'ambassadeur de France, reprenant la parole et disant que, dans le discours hors des usages diplomatiques du ministre de Serbie, le président du Conseil a pu sentir passer toutes les souffrances et le long martyre d'un peuple héroïque, Zalkinde l'interrompt :

« — J'aime mieux le langage du ministre de Serbie que le langage diplomatique. »

Finalement, Lenine déclare que le Conseil des commissaires du peuple se réunira aussitôt et que sa décision sera portée à la connaissance du doyen du corps diplomatique dans la soirée.

A dix heures du soir, le bruit circule que M. Diamandi, qui est à la forteresse Pierre-et-Paul, est relâché.

La nouvelle est fausse, car le 2 janvier je rencontre à l'ambassade de France deux offi-

ciers roumains qui nous apprennent qu'à midi M. Diamandi est toujours à la forteresse. Au moment de le libérer, le chef de la prison lui a remis une note à signer, par laquelle le ministre « s'engage à réclamer aussitôt, auprès de son gouvernement, la libération immédiate des officiers autrichiens arrêtés et la remise des armes aux troupes russes ».

M. Diamandi refuse avec indignation. Sa mise en liberté ne peut souffrir aucune conditions. Il sortira de la forteresse sans prendre aucun engagement, ou il restera prisonnier.

A trois heures, enfin, l'ambassadeur de France se rend à Pierre-et-Paul. Il trouve M. Diamandi dans une ignoble cellule, soumis au traitement des prisonniers du droit commun.

Après une heure de pourparlers, on rédige enfin, avec le chef du ravelin Alexis, un procès-verbal, par lequel M. Diamandi et les membres de la légation sont mis en liberté sans conditions.

Aujourd'hui 3/16 janvier, la *Pravda*

donne un communiqué du gouvernement sur l'arrestation et la libération du ministre de Roumanie. On y lit avec stupeur que Zalkinde a reçu un téléphonogramme de l'ambassadeur des Etats-Unis disant qu'aussitôt M. Diamandi libéré, il lui portera une protestation demandant la mise en liberté immédiate des Russes et Autrichiens arrêtés en Roumanie et qu'il télégraphiera à son collègue à Jassy de déposer une note analogue auprès du gouvernement roumain.

On voit le parti que Zalkinde et le Conseil des commissaires du peuple tirent de cette communication et comme ils triomphent.

Or, il n'y a là qu'un mensonge effronté de Zalkinde.

Je vois l'ambassadeur des Etats-Unis à trois heures, au sortir d'un déjeuner avec M. Diamandi. Il dément avec indignation la note du Conseil des commissaires du peuple. Il n'a eu et ne pouvait avoir aucune communication à faire au sujet de M. Diamandi au Conseil des commissaires du peuple et n'en a fait aucune.

Le cynisme des maximalistes dépasse l'imagination. Je suis curieux de voir comment ils enregistreront le démenti de l'ambassadeur dans les journaux de demain.

En attendant, le gouvernement a l'audace d'adresser un ultimatum à la Roumanie, déclarant que la Roumanie refuse de tenir compte du principe d'éligibilité, en refusant d'entrer en relation avec les chefs élus et les comités, s'empare du fourrage, empêche le déplacement des troupes par la force armée, désarme un régiment, arrête les officiers autrichiens hôtes de ce régiment, et le comité exige la mise en liberté immédiate des prisonniers, la punition de ceux qui ont donné l'ordre d'arrestation et demande des garanties contre le retour de pareils faits.

Sans réponse dans vingt-quatre heures, la Russie prendra des mesures militaires décisives.

Il ne nous manquait plus que de voir la Russie, traître aux Alliés, faisant la paix avec les Allemands, déclarer la guerre à la Roumanie, la plus pitoyable victime de sa trahison.

*3/16 JANVIER.*

A Brest-Litovsk, le général Hoffman, avec une verdeur militaire, s'est chargé de river son clou à Trotski. Dans une forme cassante, le général Hoffman dit :

« — La délégation russe a parlé comme si elle représentait des vainqueurs ayant envahi notre pays. Les faits sont contraires. Les troupes victorieuses allemandes se trouvent sur le territoire russe. La délégation russe exige la reconnaissance du droit des nationalités à disposer d'elles-mêmes, dans une forme que même son gouvernement ne reconnaît pas sur son propre territoire. Le gouvernement maximaliste est fondé sur la violence. Tout homme qui pense autrement que lui est déclaré par le gouvernement bourgeois et contre-révolutionnaire et mis hors la loi. A Minsk, le Congrès de la Russie blanche a été dispersé par la force des baïonnettes et le gouvernement mène la guerre civile contre l'Ukraine indépendante.

« Pour ces raisons, le haut commandement allemand repousse toute intervention étran-

gère dans les pays occupés et refuse, pour des causes techniques, d'enlever ses troupes de la Courlande, de la Lithuanie, de Riga et des îles du golfe. »

A cette sortie nette, Trotski n'a rien répondu.

Plus tard, comme Trotski essayait de mettre en contradiction Hoffman, représentant du haut commandement, et le ministre des Affaires étrangères Kuhlman, celui-ci a dit :

« — Si M. Trotski a de nouveau tenté de mettre un désaccord de principe entre les explications du général Hoffman et les miennes, je dois lui répéter qu'un tel essai est voué à un échec. Dès le début, les principes fondamentaux sur lesquels et la délégation allemande et le général Hoffman mènent les pourparlers représentent de longs travaux de toutes les parties gouvernementales de l'Empire et si, comme cela va de soi, un soldat s'exprime plus fermement que nous ne le faisons, nous, diplomates, cela ne veut pas dire que, dans les questions de principe, il existe un désaccord quelconque entre nous. Si la délé-

gation russe veut avoir un tableau complet de ce que veut obtenir le peuple allemand, elle doit considérer toutes les explications que nous donnons comme formant un tout compact, dûment réfléchi. »

Cette fois-ci, Trotski se l'est tenu pour dit. Et comme cet illuminé a une merveilleuse clarté d'idées, lorsque la folie maximaliste ne s'empare pas de lui, il a résumé ainsi la thèse des Empires centraux :

« Les exigences territoriales émises à la séance de ce matin, par les délégations allemande et autrichienne, complètent dans un certain sens les bases des pourparlers politiques de paix. Maintenant la situation de la partie adverse dans la question politico-territoriale vient de se dessiner clairement pour nous dans ses lignes concrètes et se réduit à ce qui suit : l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie découpent dans l'ancien domaine de l'Empire de Russie un territoire de plus de 150.000 verstes carrées, avec des frontières qui embrassent l'ancien royaume de Pologne et de Lithuanie, un important territoire habité par les Ukrai-

niens et les Blancs-Russiens; plus loin, ils coupent les îles habitées par les Esthoniens de la partie esthonienne du continent, prennent le territoire occupé par les Lettons, le divisant en 36 parties. Sur les territoires indiqués, l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie conservent le régime de l'occupation militaire, non seulement après la signature de la paix avec la Russie, mais après la signature de la paix générale. De plus, les puissances susmentionnées refusent catégoriquement de donner des explications, non seulement quant au délai de l'évacuation des territoires occupés, mais en général refusent de se lier par n'importe quelle obligation dans le sens de l'évacuation de leurs troupes sur les territoires mentionnés. Il s'ensuit que la vie intérieure dans ces provinces reste pour une époque historique indéfinie entre les mains des puissances occupantes et le développement des peuples qui habitent ces provinces devra se poursuivre dans les limites que les puissances mentionnées jugeront compatibles avec leurs intérêts.

« Dans de telles conditions ces garanties

indéfinies, de la demi-expression de la volonté des Polonais, des Lettons ou des Lithuaniens, n'auront qu'un caractère illusoire et, de fait, les gouvernements des Empires centraux prennent en mains la disposition de ces peuples. Nous considérons de notre devoir politique de constater ouvertement ce fait au stade où se trouvent actuellement les pourparlers de paix. Après tout le travail qui vient d'être fait, je ne juge pas nécessaire de les soumettre de nouveau à une critique de principes. Ces conditions prouvent qu'ils sont établis sur un tout autre terrain que les principes reconnus le 25 décembre et qu'une paix réelle et prolongée entre les peuples n'est possible qu'en réalisant le droit des nations de disposer d'elles-mêmes. En raison de ce qui a été obtenu dans ce sens et par les travaux de la Commission politique, je propose d'interrompre les travaux de notre Commission politique afin de donner la possibilité aux autorités dirigeantes de la République russe de donner leurs appréciations définitives au sujet des conditions de paix qui nous sont proposées. Cette suspension, selon

moi, devra se prolonger de 8 à 9 jours. De mon côté, je propose de fixer la nouvelle séance de cette Commission au 29 janvier, à 11 heures du matin.

« En raison du blâme exprimé par une partie de l'opinion publique en Allemagne, accusant la délégation russe de faire traîner en longueur les pourparlers de paix, je juge nécessaire de déclarer ici même que la clarté aurait certainement été beaucoup plus vite atteinte si les conditions de la partie adverse n'avaient pas été dès le début placées sur un terrain tout à fait étranger au droit des peuples de disposer d'eux-mêmes, mais ainsi qu'elles viennent d'être présentées aujourd'hui par le général Hoffman, c'est-à-dire dérivant du droit de la possession militaire et destinées, selon M. le Président de la délégation allemande, à garantir ces territoires contre l'invasion de la révolution. En même temps, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de M. le président et des membres des deux délégations que je suis forcé, en raison des obligations politiques qui m'incombent, de

faire un voyage à Petrograd. Durant mon absence, la présidence de la délégation russe et tous les pleins pouvoirs correspondants passent au camarade Ioffé. »

Oui, Trotski, il en est ainsi. Maintenant rentrez à Petrograd. Mais vous n'y serez plus accompagné par les fanfares joyeuses que les vôtres vous sonnaient à la première entrevue. « Les empires centraux acceptent les bases de la paix démocratique russe. Nous avons fait reculer les impérialistes. Ils tremblent. »

Méditez les paroles de Kulhmann. Vous vous croyiez de force à lutter avec les Allemands. Vous êtes vaincu. La révolution ne s'est pas déchaînée en Allemagne. Rentrez dans votre Russie anarchique. Essayerez-vous seulement d'y allumer la guerre sainte de la Révolution? Cela passe vos forces. Votre clientèle ne vous suivra pas. Et puis, vous n'avez pas envie d'aller vous faire casser la tête sur un champ de bataille. Votre arme, c'est la langue. Cela ne suffit pas. Il y a aujourd'hui en Europe une arène où les sophismes ne servent à rien, où il faut se battre et donner sa peau

pour ses idées. Et vous ne vous y risquerez pas.

Le 9/21 janvier, la *Pravda* publie sur les pourparlers de Brest-Litovsk un mélancolique article non signé qui est de la main de Trotski. Il finit par ces lignes :

« Les pourparlers de Brest ont arraché à l'impérialisme allemand les voiles trompeurs qu'il avait empruntés pour un temps à la friperie démocratique et ont découvert la réalité cruelle de l'annexionnisme capitalo-foncier.

« Les pourparlers de Brest ont fait la pleine lumière.

« Mais on ne peut rien exiger de plus des pourparlers. »

Et je demande encore : « Quelle comédie nous joue-t-on là? Qui pense-t-on tromper? Trotski est un homme intelligent et qui n'est pas sans culture. J'imagine qu'il a lu l'histoire de la Prusse et qu'il connaît celle de l'Empire allemand. Il a vécu ces trois ans et demi de guerre. Il n'a rien appris dans l'histoire. Il n'a rien appris dans la vie. Pour se convaincre que l'Empire allemand qui a jeté l'Europe dans la

guerre a des vues annexionnistes et des plans de conquête, il lui a fallu détruire l'armée russe de fond en comble, ruiner toutes les forces vives de la Russie, la réduire à néant. Il lui a fallu six semaines de pourparlers à Brest pour apprendre ce qu'un écolier de huit ans de chez nous sait : que l'Allemagne veut dominer l'Europe et que le parti militaire allemand est éloigné d'une paix démocratique. Le mal qu'il a fait est irréparable. Il ne l'ignore pas. La Russie est incapable, maintenant, et grâce à lui, de lutter encore.

Et, pourtant, Trotski est un homme intelligent.

Alors?...

# TABLE DES MATIÈRES

